

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

SÉANCE DU 26 JUIN 1947.

Rapport de la Commission des Affaires Économiques chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget des Affaires Économiques pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-XII, 214, 220, 252, 253 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 8, 13 et 14 mai 1947; le n° 149 du Sénat.)

Présents : MM. LOGEN, président; BAERT, BOULANGER, DE SMET (P.), DESMET (R.), DONVIL, LAPAILLE, LAURENS, LEDOUX, SPREUTEL, VAN BUGGENHOUT, ZURSTRASSEN et DE BLOCK, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Généralités.

Le budget du Ministère des Affaires Économiques, tel qu'il a été voté par la Chambre des Représentants, se présente comme suit :

1 ^o Dépenses ordinaires	fr.	285.216.807
2 ^o Dépenses exceptionnelles		38.688.500

3 ^o Dépenses résultant de la guerre		323.905.307
		459.250.000

TOTAL GÉNÉRAL fr. 783.155.307

Les propositions originales de crédit ont été augmentées pour les dépenses ordinaires et pour les dépenses exceptionnelles, respectivement de 205.000 fr. (Chambre, document 214) et de 21.700.000 francs (Chambre, document 253).

Le Ministère se propose d'appliquer les réductions suivantes :

1 ^o Dépenses ordinaires	fr.	10.575.000
2 ^o Dépenses exceptionnelles		6.400.000
3 ^o Dépenses résultant de la guerre		65.000.000

TOTAL fr. 81.975.000

Si ces prévisions se réalisent, les crédits alloués définitivement s'établiront comme suit :

1 ^o Dépenses ordinaires	fr.	274.641.807
2 ^o Dépenses exceptionnelles		32.288.500
TOTAL BUDGET ORDINAIRE fr.		306.930.307
3 ^o Dépenses résultant de la guerre		394.250.000
TOTAL GÉNÉRAL fr.		701.180.307

Si nous comparons ces chiffres aux crédits alloués pour l'exercice 1946, nous arrivons aux constatations suivantes :

1 ^o Dépenses ordinaires, augmentation	fr.	66.537.577
2 ^o Dépenses exceptionnelles		2.845.060
AUGMENTATION BUDGET ORDINAIRE fr.		69.382.637
3 ^o Dépenses résultant de la guerre, diminution		942.879.500

Les augmentations des dépenses ordinaires proviennent spécialement :

a) du personnel : 16.171.750 francs.

Elles résultent généralement de l'application des nouveaux barèmes et de l'augmentation des taux des allocations familiales. (Voir note justificative, Document Chambre des Représentants n^o 4-XII).

b) des subsides et subventions : 45.570.400 francs, dont 20 millions en vue d'assurer aux apprentis le bénéfice de la législation sur la Sécurité sociale (voir renseignements dans Classes moyennes) et 20 millions à la Recherche scientifique.

Personnel.

Comme il a été signalé antérieurement, les services du Département ont été réorganisés au cours de 1946 (arrêté du Régent du 29 juillet 1946 (*Moniteur Belge* du 5/6 août 1946)).

Il s'ensuit qu'une comparaison par service donnerait une situation fausse. Dans ces conditions, il est préférable de s'en tenir à une comparaison globale. Elle se présente comme suit :

ANNÉE	EFFECTIF DU PERSONNEL		
	Effectif définitif	Effectif temporaire	Effectif total
Au 31 décembre 1945	648	1.688	2.336
Au 31 décembre 1946	599	1.677	2.276
Différence	— 49	— 11	— 60

Le cadre définitif prévoit un effectif de 1.235 postes et le cadre temporaire, un effectif de 1.273 postes.

Il y a donc un déséquilibre assez considérable. Tandis que le cadre organique prévoit un effectif définitif de 1.235 agents, il n'y en a que 599, soit une différence de 636 agents. Cette différence provient du fait que le recrutement à titre définitif a été suspendu depuis 1938.

Cette situation a eu pour résultat que, dans beaucoup de cas, le travail d'agents définitifs a dû être confié à des agents temporaires. Il en est résulté une perturbation hautement préjudiciable au bon fonctionnement des services.

Articles du budget.

Votre Commission a demandé des explications supplémentaires et des justifications pour de nombreux articles du budget. Pour ne pas alourdir ce rapport, votre Commission a autorisé le rapporteur à ne reprendre que les questions principales :

ART. 3-5. — *Bureau de répartition.*

Crédit : 20.591.800 francs.

Il existe encore actuellement trois bureaux de répartition :

1^o Bureau de Répartition Charbon;

2^o Bureau de Répartition Artisanat;

3^o Bureau de Répartition Textiles (en liquidation).

Depuis 1945, les bureaux suivants ont été supprimés : cuir, papier, pétrole et goudron, produits chimiques, produits métalliques, fer et acier, corps gras industriels, bois, diamants, déchets et matières de récupération, métaux non ferreux, tabac.

L'effectif des bureaux se répartit comme suit :

« Charbon » : 332 agents;

« Artisanat » : 60 agents;

« Textiles » : 50 agents (1).

Il y a lieu d'ajouter 11 agents attachés au « Service du personnel temporaire. »

ART. 6-1. — *Indemnités à allouer à des correspondants agricoles.*

Crédit : 500.000 francs.

La mission de ces correspondants consiste à relever périodiquement l'état des cultures. Ils transmettent leurs estimations aux agronomes de l'Etat. La centralisation des résultats est opérée à l'Institut national de Statistique.

(1) Dont 12 en fonctions;

5 en préavis;

33 transférés dans d'autres services.

Il y a 500 correspondants agricoles.

Le montant de l'indemnité mensuelle leur attribuée est de 40 francs, mais le Département propose de la porter à 100 francs.

Remarque du rapporteur. — Il nous semble qu'il y a un manque de coordination entre Départements. Les correspondants dépendent des Affaires Economiques; ils transmettent leurs renseignements aux agronomes au Service du Ministère de l'Agriculture et auxquels le Ministre des Affaires Economiques ne peut donner des instructions. Enfin, les agronomes transmettent les renseignements à l'Office de Statistique, donc aux Affaires Economiques. Il est difficile de dire que l'organisation est rationnelle.

On peut même se demander si une telle organisation donne toutes les garanties d'exactitude, nécessaires pour dresser des statistiques.

ART. 12. — *Publications effectuées par le Département.*

Crédit initial	fr.	3.434.000
Réduction consentie		450.000
Crédit rectifié	fr.	2.984.000

La réduction de 450.000 francs porte sur les publications de l'Institut national de Statistique, qui est ainsi ramenée de 3.000.000 de francs à 2.550.000 francs. Ce crédit présente une augmentation de 550.000 francs sur celui alloué pour 1946. L'augmentation se justifie par le grand développement pris par le Bulletin de Statistique.

Les crédits pour « Marque de fabrique » : 24.000 francs, et le « Recueil des Brevets » : 300.000 francs, soit respectivement 12.000 et 150.000 de plus que pour 1946. L'augmentation résulte, dit le Département, du coût des publications, suite à l'adjudication faite par le Département. Il nous paraît impossible que les frais d'impression aient doublés d'une année à l'autre. Le Département, interrogé à ce sujet, a répondu :

« Le crédit prévu en 1946 était basé sur les résultats d'une adjudication datant de 1940.

» L'état du marché à l'époque de la confection des prévisions budgétaires, permettait de prévoir une hausse de 75 % sur les prix de 1940.

» Pour le surplus, il y a lieu de tenir compte du nombre des marques et brevets déposés, qui a augmenté considérablement. »

Les recettes escomptées pour 1947 s'élèvent à :

1 ^o Marque de fabrique	fr.	37.500
2 ^o Recueil des brevets		473.000
3 ^o Institut national de Statistiques		—
4 ^o Autres publications		—

Soit au total fr. 510.500

contre 75.000 francs en 1946, soit une augmentation de 435.500 francs.

Le déficit escompté s'élève donc à 2.469.500 francs, en y incluant, bien entendu, les publications distribuées gratuitement.

Nous regrettons qu'il n'a pas été tenu compte des suggestions faites dans le rapport précédent en ce qui concerne la nécessité d'organiser la vente sur une base commerciale. Un appareil de vente bien conçu peut augmenter la vente. D'autre part, chaque Belge devrait avoir l'occasion d'acheter toutes les éditions du Département, à moins que celles-ci aient un caractère confidentiel, ce qui ne semble pas être le cas.

ART. 13-4. — *Commission des tissus.*

Crédit : 20.000 francs.

La mission de cette Commission est la suivante :

1^o Contrôler les opérations des agents de la douane en vérifiant l'identité des fils admis temporairement en franchise partielle ou totale de droits d'entrée, convertis en tissus et réexportés sous cette forme;

2^o Procéder à l'expertise des tissus et accessoires, à l'usage du personnel des administrations des chemins de fer, des postes et des télégraphes, qui lui sont soumis par la masse d'habillement des chemins de fer et par le Service de l'habillement des postes et des télégraphes;

3^o Procéder à l'expertise des draps et tissus destinés à l'habillement des surveillants et des pensionnaires des établissements de bienfaisance de l'Etat et des détenus des maisons de Hoogstraeten, Merxplas, etc.

Il est à noter qu'une recette de 4.000 francs est prévue à l'article 110 du budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1947 (Recettes diverses et accidentelles).

ART. 16-5. — *Subside conventionnel à l'European Coal Organisation.*

640.000 francs.

L'European Coal Organisation (en abrégé « ECO ») est un organisme international dont le siège est établi à Londres et dont la mission est de répartir entre les pays libérés le charbon de provenance américaine, britannique et allemande.

Les diverses nations participantes paient leur quote-part dans le budget de cet organisme, qui s'élève au total à 60.000 livres sterling.

La quote-part de la Belgique a été fixée de commun accord à 6 % de ce total, soit à 3.600 livres sterling ou 640.000 francs environ.

ART. 16-7. — *Subside conventionnel au Bureau international des brevets.*

6.000.000 de francs.

Les estimations faites par la Commission des Brevets du Conseil de Coopération Economique, qui s'est tenu à La Haye en 1946, a fixé le budget du Bureau international des brevets à 1.300.000 florins hollandais, soit environ 21.000.000 de francs. L'importance de la contribution foncière de chaque pays membre

du Bureau est représentée par un certain nombre d'unités, suivant la classe où il se trouve rangé.

La Belgique figure dans la troisième classe, ce qui représente 15 unités.

Le budget total correspond à 53 unités, la quote-part de la Belgique est de 15/53 de 21.000.000 de francs, soit environ 6.000.000 de francs.

ART. 20. — *Subventions en vue d'encourager la formation de la main-d'œuvre belge dans les institutions étrangères.*

Crédit initial : 500.000 francs.

Réduit de 10 % : 450.000 francs.

Comme l'indique le libellé ci-dessus, les subventions dont il s'agit sont allouées à de la main-d'œuvre belge se rendant à l'étranger pour se perfectionner.

Les intéressés sont tenus à produire une demande rédigée conformément à un modèle établi par le Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes, et accompagnée de tous documents et pièces justificatives susceptibles d'éclairer ce dernier sur les programmes d'études et de formation envisagés.

Les subventions ne sont accordées que dans le cas où il n'existe pas d'institution belge capable de procurer la formation souhaitée.

Le montant de l'intervention ne peut, en principe, dépasser 50 % des frais de voyage, de séjour et d'écologie, le solde étant à charge soit du bénéficiaire, soit éventuellement de l'organisme ou de l'entreprise qui le patronne.

Les dépenses effectuées au moyen de ces allocations de l'Etat doivent être justifiées par les bénéficiaires, qui sont tenus de remettre, au plus tard à la fin des études, un état des dépenses effectuées. Au surplus, un rapport du Directeur de l'institution étrangère doit être produit périodiquement.

ART. 24. — *Commissions, congrès, études, etc.; expositions et foires.*

Crédit : 5.000.000 de francs

en augmentation de 2.000.000 de francs sur 1946.

Pour l'année 1947, il est prévu une section officielle belge groupant les organismes officiels, notamment : l'Office du Commerce Extérieur, le Commissariat Général du Tourisme, le Tourisme Colonial, l'Office Colonial, l'Office des Débouchés agricoles et horticoles, la Marine, les Chemins de fer, etc., ainsi que l'Industrie, aux foires internationales suivantes :

Utrecht, 15 au 24 avril;
Lyon, 12 au 21 avril;
Paris, 10 au 26 mai;
Lille, 7 au 22 juin;
Milan : 14 au 29 juin;
Stockholm, 23 août au 7 septembre;
Utrecht, 9 au 18 septembre;
Prague, 13 au 22 septembre.

Il faut tenir compte du courant actuel des foires, qui deviennent de véritables expositions et où notre situation s'avère très délicate, la Belgique se

trouvant généralement placée parmi les pays étrangers, tels la France, la Suisse, la Hollande, qui disposent, eux, de crédits de loin supérieurs aux nôtres et vis-à-vis desquels il nous importe de figurer honorablement. C'est dire que, dans l'état actuel des choses, il nous appartient de réaliser des prodiges d'habileté pour nous présenter dignement.

Remarque. — L'effort belge pour participer aux Foires internationales est, en réalité, beaucoup plus grand que le pourrait faire croire le crédit assez insignifiant de 5.000.000 de francs figurant au budget. Cette somme est, en effet, très faible si l'on tient compte des frais très élevés occasionnés par des expositions. Or, dans des cas pareils, il faut faire grand, si réellement l'on veut tirer le maximum de bénéfice d'une telle participation. Par « grand », nous ne voulons nullement dire que notre section doit être la plus grande. Une telle conception cadrerait mal avec nos intérêts. Par « grand », nous entendons la qualité, c'est-à-dire une section qui, par sa conception, sa présentation, etc., attire les visiteurs. Il serait utile et même nécessaire de grouper les différents crédits de telle façon que le Parlement puisse avoir une idée de l'effort total fait par le Gouvernement.

*
* * *

Des explications données, il ressort que le Département ne fait pratiquement aucune exposition en dehors de l'Europe. C'est, à notre avis, une grande erreur. Dans les pays d'Outre-Atlantique, il y a des marchés à conquérir pour l'industrie belge. Le fait que le système de Foires commerciales n'y existe pas n'est pas une raison pour ne rien faire. Avec un peu d'imagination, il est parfaitement possible de trouver un moyen pour faire présenter à ces pays des échantillons de l'industrie belge qui les intéressent. Les crédits à prévoir seraient naturellement beaucoup plus importants; ce n'est pas de l'argent perdu, au contraire, si l'affaire est bien étudiée et bien conduite; cet argent rapportera et beaucoup plus qu'on ne l'imagine.

Nous insistons vivement pour que, dès maintenant, le Département et le Service compétent examinent sérieusement et avec le ferme désir d'aboutir, ce qui peut être fait dans cette direction.

ART. 41bis. — Participation de la Belgique aux Expositions de l'Urbanisme et de l'Habitation à Paris et à Milan.

Crédit : 21.700.000 francs.

La dépense totale s'élèvera à 22 millions. Le reliquat de 300.000 francs a été dépensé sur l'exercice 1946.

Nous croyons que le Gouvernement a bien été inspiré en décidant de participer à ces expositions. La Belgique doit être présente partout, non seulement pour se faire connaître, mais pour faire la preuve qu'elle est à l'avant-garde du progrès.

Il y a cependant deux questions qui se posent :

a) Le Département a un service qui se spécialise dans les expositions. Pourquoi, dès lors, était-il nécessaire de créer un nouveau service temporaire sans doute ? Le fait qu'il s'agit d'expositions spéciales n'est pas une raison. Le

service en question aurait pu faire appel à des compétences et s'entendre avec les Ministères qui ont l'Urbanisme et l'Habitation dans leurs attributions.

b) Pour quelle raison et depuis quand le Ministère des Affaires Economiques s'occupe-t-il d'Urbanisation et d'Habitation ?

Réponse.

a) Le crédit de 22.000.000 de francs est destiné à couvrir les dépenses du Commissariat Général du Gouvernement près les Expositions dont il s'agit. Ce Commissariat Général fonctionne sous le contrôle du Service des Expositions et des Foires du Département, dont l'effectif restreint n'aurait pu suffire à ce surcroît d'activité. C'est ainsi d'ailleurs qu'il a été procédé pour d'autres Expositions (Paris 1937, Lille 1939, New-York 1939-1940).

b) Le Département s'occupe de ces Expositions parce qu'il a dans ses attributions l'organisation des Foires et Expositions à l'étranger. C'est pour des raisons analogues qu'il s'est occupé des Expositions :

des Arts et Techniques dans la Vie Moderne (Paris 1937);
du Progrès Social (Lille 1939);
du Monde de Demain (New-York 1939-1940).

ART. 40. -- Frais d'enquête sur les budgets familiaux.

Crédit initial : 5.000.000 de francs.

Réduit à 1.650.000 francs.

Une décision du Gouvernement a chargé une personnalité du monde universitaire d'une enquête à effectuer pour le compte du Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes sur les budgets familiaux des ménages à revenus modestes.

Cette enquête portera sur 500 ménages et devra révéler l'évolution des budgets familiaux, mois par mois, pendant une période de quatre mois.

L'intérêt de cette enquête est, en ordre principal, de connaître la répartition des dépenses dans un budget familial modeste, les nouvelles habitudes alimentaires, vestimentaires, récréatives ou autres, les dépenses faites au marché régulier et au marché clandestin, etc.

Ci-après, la répartition du crédit de 1.650.000 francs affecté à l'enquête dont il s'agit :

1 ^o Coût des carnets : 500 pendant quatre mois (un certain déchet est à prévoir : 2.500 carnets seront imprimés) . . . fr.	35.000
2 ^o Instructions aux contrôleurs	7.000
3 ^o Personnel vérificateur des carnets : 200 francs par mois, soit 800 francs pour les quatre mois et par ménage contrôlé. .	400.000
4 ^o Indemnités aux ménages : 250 francs par mois, soit 1.000 fr. pour les quatre mois, à payer à la fin de l'enquête afin de ne pas « fausser » les revenus habituels de la famille	500.000

5 ^o Frais de route et de séjour (réunion du personnel vérificateur à Bruxelles, pour recevoir les instructions et faire rapport; déplacements du Directeur de l'enquête et du contrôleur des vérificateurs)	300.000
6 ^o Personnel scientifique (pendant six mois), un mois de mise en train plus quatre mois enquête plus un mois après clôture enquête	300.000
7 ^o Personnel de bureau (six mois)	48.000
8 ^o Frais de bureau	20.000
9 ^o Imprévus et divers	40.000
TOTAL fr.	1.650.000

Remarque. — La réduction a été rendue possible parce que le Gouvernement a changé ses intentions premières. En effet, l'enquête devait porter sur un ensemble de 5.000 familles ouvrières. Ce grand nombre aurait permis de pousser l'enquête dans toutes les régions du pays. Les résultats auraient été plus concluants.

Ceci étant dit, il faut se réjouir sincèrement de l'initiative. La Belgique est un des rares pays industriels où des enquêtes officielles de ce genre n'ont pas été menées. Or, celles-ci donnent toujours des renseignements précieux à plusieurs points de vue.

Votre Commission a émis le vœu que, dans la mesure du possible, il soit fait appel aux organisations féminines pour participer à cette enquête.

ART. 43. — Travaux de démolition partielle, de reconstruction et de réparation des dommages causés par faits de guerre aux entrepôts et autres établissements des services frigorifiques.

14.250.000 francs.

Ces dépenses sont mises à charge de l'Etat parce que, à l'époque du sinistre, les entrepôts et autres établissements frigorifiques étaient propriété de l'Etat.

Les services frigorifiques ont été constitués en régie par l'arrêté-loi du 14 novembre 1944 (*Moniteur Belge* des 20/21 novembre 1944), mais aucun article de cet arrêté-loi n'a prévu que la Régie nouvelle prendrait à sa charge les dépenses dont il s'agit.

Classes moyennes.

Tous les renseignements concernant les Classes moyennes ont été réunis ci-dessous.

ART. 17-6. — 100.000 francs, pour le relèvement économique des Classes moyennes, diffusion de l'esprit d'association économique et professionnelle et Congrès.

A noter que la Direction générale des Classes moyennes inscrivait dans son budget, avant la guerre, régulièrement une somme pour ce poste de diffusion de l'esprit d'association économique et professionnelle.

Pour l'exercice 1947, cette somme fut spécialement inscrite pour l'organisation du deuxième Congrès international des Artisans, Métiers et Enseignement d'Art. Il fut demandé 150.000 francs et cette somme fut rapportée à 100.000 francs par la Commission départementale du budget.

Utilité du Congrès.

Ce deuxième Congrès international des Artisans, Métiers et Enseignement d'Art fait suite à un premier Congrès international, qui a eu lieu à Namur, en 1938, et est organisé dans le but de montrer une sélection d'œuvres fabriquées par les artisans et industriels d'art belges, afin de faire connaître nos produits à l'étranger et de préparer ainsi de nouveaux débouchés.

Remarque. — Nous croyons, en effet, qu'un grand effort doit être fait pour faire connaître les produits de l'artisanat à l'étranger. Tout en reconnaissant que la manifestation projetée peut y aider, nous sommes d'avis qu'un effort permanent et rationnel s'impose en cette matière. Un moyen nous semble de présenter une sélection d'œuvres artisanales aux Foires commerciales. Il doit être, d'autre part, possible de présenter ces œuvres au public américain, où il y a certainement des possibilités pour créer de nouveaux débouchés.

Secrétariats d'apprentissage.

L'arrêté actuellement à l'examen du Gouvernement substitue aux anciens secrétariats d'apprentissage, des secrétaires d'apprentissage agréés par le Ministre, sur proposition de groupements interprofessionnels ou sociaux et pour une circonscription déterminée.

Ces secrétaires interviennent dans la conclusion des contrats d'apprentissage, en exerçant le contrôle administratif et sont chargés de les mener à bonne fin. Des subsides peuvent leur être alloués dans ce but.

De plus, ils servent d'intermédiaires pour le remboursement des subventions accordées en vue de l'orientation professionnelle et du contrôle sanitaire des apprentis contractants.

Ils exercent sur ceux-ci, en quelque sorte, un rôle de tutelle et de contrôle, ainsi que de direction et d'orientation; ils sont également qualifiés pour intervenir dans les conflits survenant entre patrons et apprentis.

Un arrêté ministériel d'exécution en préparation prévoit que les primes leur allouées s'élèvent à 800 francs pour chaque contrat de deux ans et à 1.000 francs pour un contrat de trois ans, dont 250 francs leur sont versés après agrégation du contrat et le solde après réussite de l'examen par l'apprenti.

A ce moment s'ajoute une somme de 20 francs par contrat, pour ce qui concerne l'intervention du secrétaire d'apprentissage en matière d'orientation professionnelle.

Les secrétaires d'apprentissage sont également chargés d'assurer l'examen médical des apprentis, ainsi que la tutelle sanitaire, suivant des modalités qui seront déterminées ultérieurement.

En matière d'examens, les secrétaires d'apprentissage sont chargés de la besogne matérielle d'inscription des candidats.

Réforme de l'apprentissage.

Les 25 millions inscrits au poste 17-4 proviennent de la fusion des postes 17-4 et 17-5, initialement prévus au projet du budget de 1947 et dont les sommes prévues s'élevaient respectivement à 9 et 25 millions.

Les 9 millions prévus doivent permettre de réaliser la réforme de l'apprentissage, conformément aux dispositions de l'arrêté dont question plus haut.

Les 25 millions initialement prévus devaient permettre de remplacer le système actuel de primes aux patrons et apprentis par un nouveau système de primes, dont le principe était que les apprentis bénéficieraient de tous les avantages de la législation sociale; toutefois, comme cela entraînerait des charges très lourdes pour les patrons, le Département ristournerait sous forme de primes une partie au moins de ces charges.

Comme base de calcul de ces primes, l'Administration s'est arrêtée à une rémunération fictive et uniforme de 30 francs par jour. Avec un nombre de 15.000 apprentis, la dépense se chiffrerait à 31 millions par an.

Comme la mise en application ne pouvait se faire pour l'ensemble de l'année 1947, seules les sommes nécessaires pour un semestre ont été retenues et les sommes nécessaires au fonctionnement de l'apprentissage et aux primes ont été ramenées au montant global de 25 millions.

Ces primes seraient accordées par l'Administration des Classes moyennes, suivant les règles actuellement en vigueur, qui se servirait, pour l'exécution du travail matériel des services régionaux prévus par l'arrêté du Régent dont question ci-dessus.

Contrats d'apprentissage et résultats des examens.

Rapport sur l'activité des secrétariats d'apprentissage dans les provinces flamandes et wallonnes en 1946 :

PROVINCES	Nombre d'élèves sous contrôle au 1-1-1946	Total des nouveaux contrats pour 1946	Total des ruptures pour 1946	Nombre d'apprentis sous contrôle au 31-12-1946
Flandre Occidentale	2.109	1.161	716	2.401
Flandre Orientale	2.412	1.140	575	2.666
Anvers	1.971	1.094	721	2.120
Limbourg	844	760	205	1.340
Brabant flamand	618	379	200	781
	7.954	4.534	2.417	9.308
Brabant wallon	386	285	148	505
Hainaut	3.334	2.285	1.343	3.914
Namur	852	716	328	1.190
Luxembourg	298	324	84	490
Liège	1.714	1.228	560	2.156
	6.584	4.838	2.458	8.255
TOTAL POUR LE PAYS :				
	14.538	9.472	4.875	17.563

Il y a donc une progression de 20 % pour l'année considérée.

Remarque. — En examinant cette statistique, la Commission a été vivement impressionnée par le grand nombre de ruptures. Elle estime qu'il est nécessaire d'examiner la possibilité d'organiser un centre psycho-technique. Ce dernier permettrait de déterminer les aptitudes du candidat-apprenti pour le métier qu'il a choisi et conduirait probablement à de meilleurs résultats.

(13)

[N° 198.]

**STATISTIQUES
DES EXAMENS 1946 PAR PROVINCE**

STATISTIQUES DES EXAMENS

Provinces

PROVINCES	Proposés	Présents	Absents	Réussis	90 %	80 %	70 %
Brabant wallon	132	65	67	39		4	16
Hainaut	692	424	268	264	1	47	119
Namur	233	155	78	114	3	18	47
Luxembourg	76	63	13	44	1	8	20
Liège	574	335	239	234	3	43	84
	1.707	1.042	665	695	8	120	286

Provinces

Flandre Orientale	613	347	266	179		31	58
Flandre Occidentale	718	459	259	220	5	32	96
Anvers	461	311	159	190		10	69
Limbourg	101	70	31	47		7	17
Brabant flamand	163	91	72	56		3	19
	2.056	1.278	778	692	5	83	259
Totaux pour le pays.....	3.763	2.320	1.443	1.387	13	203	545
		61,7	38,3	59,8			

6 PAR PROVINCE.

lonnes.

%)	Ajournés	Tout	Pratique	Con. Prof.	Con. Gén.	P+C/P	P.+C.C.	C.T.+C.C.	Éliminés
19	26	7	3		13	1	1	1	
97	154	33	14	2	70	6	13	16	6
46	41	7	3		23	5		3	
15	19	3		2	10	3	1		
104	91	21	6	4	34	10	2	14	10
281	331	71	26	8	150	25	17	34	16

mandes

90	167	19	1	6	90	6	16	29	1
87	223	48	9	19	74	33	20	20	16
111	111	16	5	12	49	9	4	16	10
23	23	8		1	6	2		6	
34	35	14		2	15	1	2	1	
345	559	105	15	40	234	51	42	72	27
626	890	176	41	48	384	76	59	106	43
	38,3				43				1,9

EXAMENS 1946.

Statistiques par %.

PROVINCES	Pro- posés	Pré- sents	Absents	Réussis	Ajournés	Pour Con. Gén.	Éliminés
Brabant wallon	132	49,2	50,8	60,—	40,—	50,—	
Hainaut	692	61,2	38,8	62,3	36,3	45,8	1,4
Namur	233	66,5	33,5	73,5	26,5	56,—	
Luxembourg	76	83,—	17,—	70,—	30,—	53,—	
Liège	574	58,5	41,7	70,—	29,—	37,3	1,—
	1.707	61,—	39,—	66,7	31,7	45,3	1,6
Flandre Occidentale	613	56,7	43,3	51,6	48,—	54,—	0,2
Flandre Orientale	718	63,5	46,5	48,—	49,—	33,2	3,—
Anvers	461	67,—	33,—	61,—	35,7	44,—	3,3
Limbourg	101	70,—	30,—	67,—	33,—	40,—	
Brabant flamand	163	56,—	44,—	61,9	38,1	48,—	
	2,056	62,—	38,—	54,—	43,8	42,—	2,8
Pour le pays	3.763	61,7	38,3	59,8	38,3	43,—	1,9

Les pourcentages sont établis suivant l'ordre ci-dessous :

- 1^o Présents et absents par rapport aux proposés;
- 2^o Réussis, ajournés et éliminés par rapport aux présents;
- 3^o Ajournés pour connaissances générales par rapport au total des journées.

Institut national des classes moyennes.

Les renseignements suivants ont été donnés par le Département en ce qui concerne le fonctionnement et les activités futures de cet Institut.

Il est prévu au budget un crédit (article 21) de 1 million pour couvrir les dépenses de l'Institut.

Il entre dans l'intention de M. le Ministre de mettre immédiatement en route l'Institut. Un projet d'arrêté portant règlement organique est actuellement soumis aux instances compétentes. Dès que cet arrêté aura été ratifié, l'Institut pourra fonctionner régulièrement.

DEUXIEME PARTIE.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

Caractéristiques de cette politique.

Dans notre rapport de l'année passée, nous nous sommes permis de rappeler que la Belgique a signé la Charte de l'Atlantique. L'adhésion à cet acte constitue un engagement solennel vis-à-vis de l'étranger, mais également et surtout, vis-à-vis de la population indigène. La Belgique s'est engagée à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour garantir la population contre le besoin. (Freedom from want). A notre avis, cette promesse est inséparable du plein emploi. C'est vers ce but que doivent tendre tous les efforts.

*
* *

Les caractéristiques de la politique économique restent les mêmes : retour au libéralisme économique, confiance entière dans l'entreprise privée pour surmonter les difficultés présentes et futures. L'établissement d'un budget économique n'est pas envisagé, pas plus que l'économie planifiée ou dirigée. La dernière déclaration ministérielle parle d'une économie orientée, mais la signification exacte de ce mot n'a pas été donnée. Peut-être que l'avenir apportera des précisions à ce sujet.

Toutes les mesures prises tendent à mettre fin au plus vite à l'économie réglementée.

La réglementation existe toujours, mais elle a été considérablement assouplie. Les produits rationnés sont tombés à une demi-douzaine. Dans ce domaine, la Belgique se trouve à la tête de tous les pays qui ont été occupés. Un certain nombre de prix légaux — quand reviendra-t-on à une expression beaucoup plus nette et juste, notamment prix maxima — ont été supprimés. Ils sont cependant maintenus pour un assez grand nombre d'articles. Il faut souligner que dans maintes circonstances, les prix officiels ne sont nullement observés. De telle façon qu'il est possible de dire de beaucoup de produits que, pratiquement, ils jouissent déjà du régime de liberté.

Cette trop grande souplesse, et aussi le manque de discipline de la part de la population, se traduisent par des faits qui ne manqueront pas d'avoir des répercussions dans l'avenir. Le coût de la vie ne baisse pas et la Belgique reste un pays cher. Les contrats collectifs ne sont pas observés en ce qui concerne les salaires. Sans vouloir exagérer, on peut dire que, dans pas mal de cas, les barèmes paritaires sont dépassés.

Dans tous les cas où la chose était possible, l'importation et l'exportation ont été libérées. Les missions économiques n'interviennent plus que là où la Belgique est encore tenue par des accords internationaux.

Le système des licences est maintenu — remarquons que ce n'est pas une innovation de guerre, puisque ce système existait avant guerre — mais les entraves ont été supprimées dans de nombreux cas.

Toutes ces mesures dénotent une tendance très nette au retour rapide à la liberté économique. Un haut fonctionnaire a d'ailleurs affirmé dans une conférence, que le but poursuivi était bien de rétablir au plus vite la situation de 1939 et il n'a pas été démenti.

Suivre une politique économique signifie en accepter également les conséquences. Or, la liberté économique engendre la crise économique, c'est-à-dire le chômage. Cela a été le cas avant la première guerre mondiale, crises cycliques, comme pendant la période entre les deux guerres. Pour cette dernière période, il y avait aggravation, en ce sens que le chômage était devenu une plaie sociale permanente, du moins dans certains pays. On nous objectera que l'industrie manque de bras, que les carnets de commandes sont encore remplis pour des mois; nous le savons et ce n'est pas pour cette année, ni même pour l'année prochaine que nous prévoyons du chômage intensif. On fera cependant bien de tenir compte que l'année prochaine la situation deviendra, en tout cas, difficile.

N'oublions pas que nous traversons une période de prospérité économique factice, due à des circonstances exceptionnelles et passagères. Sera-t-il possible de s'adapter à temps pour éviter une chute ou, ce qui serait pire, une crise de chômage. Cette dernière entraînerait, personne ne le contestera, des conséquences très graves.

Nous ne prétendons pas que la Belgique seule peut prendre toutes les mesures qui la prémuniront contre la crise. Par contre, nous croyons fermement qu'il est possible d'envisager des dispositions qui rendront possible d'éviter, dans une large mesure, le chômage. Nous ne pensons pas, en premier lieu, à l'exécution de grands travaux. Ce moyen peut diminuer l'intensité du chômage dans une certaine mesure, mais il ne résoud pas le problème. Il pose d'ailleurs des problèmes connexes fort difficiles à résoudre, par exemple, le financement. Les moyens qui nous semblent beaucoup plus efficaces sont l'augmentation du volume des exportations et l'augmentation de la consommation intérieure. Les mesures pour atteindre ce but doivent être préparées méthodiquement et mises en application longtemps avant que la crise ne se fasse sentir.

Nous espérons que bientôt nous pourrons apprendre les mesures envisagées pour atteindre l'objectif du plein emploi.

Le production industrielle.

La base de l'activité industrielle reste le problème charbonnier. Comme il y a un Ministère du Charbon, il nous paraît inopportun de l'examiner dans ce rapport.

Le *Bulletin de Statistiques* de mars 1947 a publié le dernier index de la production industrielle. D'autre part, nous avons confronté les index belges avec ceux d'un certain nombre d'autres pays. La progression manifestée par ces chiffres est très satisfaisante. La reprise n'est pas uniforme. Dans certains secteurs, la moyenne de 1938 est déjà largement dépassée; dans d'autres, la progression se fait plus lentement. Remarquons d'ailleurs que la statistique est encore fort incomplète. En général, on peut dire, tenant compte de certaines difficultés qui continuent à exister, que, dans l'ensemble, la situation est bonne. Il faut, au surplus, souligner que la reprise de l'activité en Belgique est généralement plus prononcée que dans les autres pays qui ont fait la guerre.

A côté de facteurs réconfortants, il y en a d'autres qui, attentivement, demandent à être surveillés :

1. Si on peut en croire certaines affirmations, la productivité ne parvient pas à atteindre le volume d'avant guerre. Il est malheureusement impossible de contrôler cette affirmation. En effet, la Belgique ne publie pas encore une statistique du personnel employé dans les entreprises. C'est une lacune regrettable. Si l'affirmation est exacte, elle constitue un double inconvénient. Au point de vue prix, une perte de la productivité provoque une augmentation du prix de revient.

Pour un avenir plus éloigné, les chances de succès sur le marché international seront diminuées.

2. Le rapport de la Chambre des Représentants (Doc. 252) attire l'attention sur la disparité des prix existants entre notre pays et certains de nos concurrents sur le marché international.

Il y a là un problème important, qu'il convient d'examiner de très près en se basant sur des données sérieuses. Les nombre-indices accusent une tendance, mais cela est insuffisant. Il faut serrer de beaucoup plus près la réalité dans ce domaine.

Nous estimons, d'autre part, que c'est une mauvaise politique que de profiter d'une situation passagère pour demander des prix dépassant, trop fortement, ceux de certains de nos concurrents. L'impression est ainsi créée que nous vendons très cher, avec le résultat que, loin de gagner des clients, nous les perdons dès l'instant où d'autres pays sont à même de livrer. La réputation étant mauvaise, il ne suffira pas de mettre nos prix au même niveau que les autres. Il faudra vendre meilleur marché et abaisser fortement nos prix, ce qui n'est certainement pas désirable.

3. L'industrie américaine est sur-outillée. Les agrandissements ont été réalisés dans des conditions extrêmement favorables (voir à ce sujet *Lend-Lease*, de E.-R. Stettinius Jr.). Au surplus, l'industrie a pu faire des amortissements massifs. L'industrie anglaise est en train de se transformer et de se rééquiper même dans le secteur privé. Le plan de modernisation et de rationalisation élaboré par le Working Party de l'Industrie Cotonnière, et approuvé par le Gouvernement, vient d'être mis en exécution. Or, ce rééquipement se fait avec du crédit bon marché et sensiblement inférieur aux taux en usage en Belgique. Le manque d'unité de vue et l'argent plus cher, sont deux facteurs qui influenceront défavorablement la production future.

4. L'activité des zones britannique et américaine va être doublée. La production de l'acier sera portée à 10 ou 12 millions de tonnes (la production pour toute l'Allemagne fût de 11.4 millions de tonnes en 1930). Cette nouvelle activité profitera peut-être à des secteurs belges, mais elle aura certainement des conséquences défavorables pour d'autres. Au surplus, les salaires restent extrêmement bas dans ce pays, qui n'a jamais reculé devant le dumping. Le moins que l'on puisse demander, c'est que ce développement nouveau de l'industrie allemande soit suivi de très près. Cela est d'autant plus nécessaire que les industriels allemands exercent une influence très forte.

De ce qui précède, il se dégage une conclusion. Un très grand effort reste à faire avant que la production industrielle soit développée au point de pouvoir s'assurer sans difficulté, une place sur le marché, tant intérieur qu'extérieur, capable d'augmenter sérieusement le bien-être. Il faut profiter de la période de haute conjoncture pour préparer sérieusement une forte base d'avenir.

Les salaires.

Nous n'avons pas à revenir sur ce que nous avons dit à ce sujet l'année passée. Le rapport de la Chambre contient, au surplus, des renseignements supplémentaires. Une comparaison des indices de salaires des différents pays nous paraît sujette à caution, pour une raison péremptoire, notamment que les méthodes pour établir les indices diffèrent.

Dans le rapport de la Chambre des Représentants, il est dit que l'index des salaires est à 320.

Cette question a de l'importance parce que, d'après les chiffres communiqués : 320 salaires, 322 prix de détail, les salariés auraient atteint à peu de chose près, le niveau d'avant guerre. Ce fait est fortement contesté et n'est pas admis par les travailleurs. Nous avons essayé d'établir l'origine de ce chiffre de 320. Les renseignements recueillis sont consignés dans l'annexe I.

Si on veut faire œuvre utile, il faut établir une statistique beaucoup plus complète. Le salaire horaire est un élément important, mais insuffisant, pour apprécier le revenu réel, qui, lui, forme une des bases essentielles pour déterminer le bien-être.

Les statistiques de salaires exactes seules permettent de faire des comparaisons sérieuses. Les employeurs, comme les syndicats ouvriers, devraient y collaborer pour que, dès le début, la confiance existe en ce qui concerne la véracité des statistiques. Peu importe qu'ils confirment ou infirment des affirmations, trop souvent contradictoires. La vérité seule permet une confrontation fructueuse des idées et des revendications.

Le Gouvernement a bien agi en s'opposant à des augmentations générales de salaires, sa position aurait cependant été plus forte, si cette politique avait été appuyée par des arguments facilement contrôlables et indiscutables.

Les prix de détail.

Dans notre rapport de l'année passée, nous avons insisté sur la nécessité absolue d'améliorer les conditions de vie des salariés, et cela en diminuant les prix.

Faire baisser un prix n'est pas une question d'improvisation; certes, décréter une baisse générale peut avoir une influence psychologique considérable. Si la baisse n'est pas maintenue ou n'est pas appliquée du tout, on crée un sentiment extrêmement nuisible pour la conduite des affaires publiques, celui du scepticisme.

Pour réussir une diminution, il faut ou bien des articles tellement en abondance, qu'aucune hausse ne puisse se produire parce que l'offre est insuffisante, ou bien il faut le concours effectif d'une bonne majorité de producteurs et de distributeurs. Il est possible de mettre au pas une petite minorité. Prendre des mesures contre une majorité récalcitrante est extrêmement difficile, à moins d'employer des bataillons de contrôleurs. Pour obtenir le concours désiré, il faut bien plus convaincre qu'imposer.

Depuis notre dernier rapport, il y a eu une baisse officielle; elle était plus raisonnable parce que le Ministre avait choisi un certain nombre de secteurs où la baisse avait été jugée possible.

Plus tard, un certain nombre d'articles et de services furent libérés. Enfin, il y eut une déclaration extrêmement malencontreuse. Elle faisait entrevoir la libération prochaine du marché de la viande et cela au moment où une chute dans l'offre indigène était normalement à prévoir. Le fait que les frigos étaient pratiquement vidés, avec le résultat qu'il n'y avait que très peu de viande congelée sur le marché, a encore augmenté le malaise.

Voyons maintenant l'incidence de ces mesures sur les prix de détail :

Évolution de l'indice des prix de détail en Belgique depuis 1945 (Base 1936-1938 = 100).

	Indice global	Alimen- tation	Habille- ment	Entretien	Chauffage et éclairage
1945 : Janvier	291,4	221,2	468,5	393,7	186,5
Avril	323,8	222,5	540,1	553,8	210,9
Juillet	342,9	244,4	536,6	616,8	214,7
Octobre	359,1	265,1	520,3	686,—	208,1
1946 : Janvier	347,5	270,8	474,8	614,2	209,4
Février	352,4	279,5	439,2	678,—	209,1
Mars	347,4	279,1	427,7	652,9	208,—
Avril	352,4	279,5	439,2	678,—	209,1
Mai	347,4	279,1	427,7	652,9	208,—
Juin	315,6	254,9	387,9	587,6	196,—
Juillet	318,1	259,4	382,4	579,9	197,2
Août	319,3	259,2	383,8	580,2	219,—
Septembre ..	323,9	266,3	384,9	575,6	231,—
Octobre	321,8	264,2	387,7	562,2	223,1
Novembre....	327,—	273,7	391,3	548,8	222,6
Décembre	332,7	282,6	395,2	541,—	222,6
1947 : Janvier	332,7	281,7	397,5	542,5	221,6
Février	332,2	281,5	398,—	535,4	221,5
Mars	329,3	280,2	390,4	524,9	230,5
Avril	331,1	278,2	392,4	518,2	290,6
Mai	331,9	280,—	392,6	514,9	293,1

(1) Pour l'explication du tableau, voir annexe II.

On peut ne pas être d'accord avec la méthode de dresser l'index des prix de détail. On ne saurait contester qu'il donne une indication. Depuis quelques mois l'indice global semble se stabiliser. Pour le « marché noir » il y a incontestablement une baisse très forte. C'est un signe que dans plusieurs secteurs on s'approche de la saturation.

Certaines libérations ont donné lieu à des critiques assez vives. On est allé jusqu'à prétendre que la libération avait provoqué une hausse générale.

Le Département nous a fourni à ce sujet les explications suivantes : nous laissons tomber les oranges, les pommes et les prunes sèches. Il s'agit d'une hausse saisonnière. Au surplus, on ne peut pas dire qu'il s'agit d'articles indispensables.

Hausse de 17 % sur le prix des bas de soie.

Pour les bas Nylon, il y a eu des arrivages massifs, avec le résultat que les prix n'ont fait que diminuer, malgré la vogue dont ils jouissent. Le bas Nylon est vendu actuellement à la moitié du prix auquel il était vendu en décembre 1946.

La baisse du Nylon a entraîné un écrasement des prix du bas de soie naturelle. La baisse est, en moyenne, de un tiers sur les prix de décembre 1946.

En bas rayonne, il existe sur le marché une gamme complète de bas de toutes les qualités et dont les prix sont de 16 à 57 francs. Il est à remarquer que ce sont les qualités les plus fines et dont les plus chères se vendent le mieux, tandis que les bas épais et bon marché se vendent très difficilement.

L'arrêt des grosses machines a provoqué, chez le producteur, une révision de son prix : les bas fins ont été augmentés de 10 % (jauge 54), tandis que les gros bas sont offerts à des prix de solde et néanmoins refusés par le client.

Hausse de 20 % sur les tissus de laine peignée.

Les prix des tissus de laine peignée, de la qualité standard, n'ont pas augmentés, depuis la dernière baisse qu'ils ont subie en février 1947. Ces tissus standards sont produits à concurrence de 25 % de la production. Le restant est fabriqué hors standard, en tissus plus lourds, de plus grande fantaisie et de qualité souvent meilleure. Il n'est que normal que leur prix, tout en restant strictement réglementé, soit plus cher que celui du standard.

D'autre part, en janvier-février 1947, eut lieu une nouvelle hausse du prix de la laine sur les marchés mondiaux (1). Cette hausse n'influença pas les prix de la qualité standard, mais évidemment affecta les prix des autres qualités (2).

En fait, le tissu peigné de qualité standard, est vendu à un prix sacrifié et trop bon marché par rapport au tissu cardé.

Hausse de 15 % sur les costumes d'hommes.

Les prix des costumes pour hommes n'ont pas augmentés depuis l'arrêté de baisse du 22 février 1947. D'après cet arrêté, un tiers de la production de

(1) Hausse du prix de la laine sur les marchés mondiaux :

a) de janvier 1947 à ce jour : + 20 % suivant la qualité;
b) de septembre 1946 à ce jour : + 50 % suivant la qualité.

(2) Peigné standard :

Prix en juillet 1946 : 183 francs départ usine;
Prix à ce jour : fr. 130,50 départ usine.

costumes pour hommes est vendu à des prix oscillant entre 960 et 1.620 francs pour un costume de trois pièces et 840 et 1.445 francs pour un costume de deux pièces. Ces prix n'ont pas varié depuis.

Pour les costumes sur mesure, une certaine hausse a été constatée; toutefois, une crise se fait déjà sentir dans ce domaine, ce qui aura certainement pour conséquence une baisse.

Que faut-il penser de tout ce qui précède? Il s'en dégage, à notre avis, plusieurs leçons. Le public doit comprendre et admettre que le Gouvernement n'a pas à intervenir pour des articles de luxe. Il faut que le salarié puisse trouver sur le marché tous les articles dont il a besoin, en quantité suffisante, d'une bonne qualité et à un prix abordable.

D'autre part, il faudrait une coopération beaucoup plus étroite entre le service compétent et le public. Le premier devrait surveiller étroitement le marché et signaler les fluctuations de nature à frapper le public. Ce dernier, de son côté, devrait s'habituer à alerter le service compétent dès qu'il croit voir des choses anormales.

Commission régionale régulatrice des prix.

La tendance de libérer progressivement les prix pose la question de savoir s'il convient de maintenir les commissions régionales régulatrices des prix. Un commissaire a vivement insisté pour connaître les intentions de M. le Ministre à ce sujet. Il a demandé, en outre, de définir éventuellement la mission de ces commissions et leur champ d'action.

RÉPONSE.

Les commissions régionales régulatrices des prix n'ont peut-être pas une activité débordante. Toutefois, les commissions régionales de Hasselt, Liège, Charleroi et Bruges se réunissent encore régulièrement et leur secrétariat fait office de bureau de renseignements.

La question du maintien des commissions régionales régulatrices des prix a été portée, le 30 mai 1947, devant le Comité ministériel de Coordination économique, qui a estimé qu'elles pourraient être maintenues en vue de donner des renseignements sur les conditions locales particulières.

L'évolution de la réglementation et des prix.

La question des prix continue à préoccuper vivement l'opinion publique. Nous avons demandé au Ministère de nous donner une note sur l'évolution, depuis la libération, de réglementation et des prix à la production et à la distribution, pour les grandes branches de l'industrie. Elle suit ici intégralement, quoiqu'elle soit un peu longue, mais l'importance de la question la justifie.

NOTE SUR L'ÉVOLUTION, DEPUIS LA LIBÉRATION, DES PRIX A LA PRODUCTION ET A LA DISTRIBUTION POUR LES GRANDES BRANCHES DE L'INDUSTRIE.

Remarques générales :

1. Les prix résultant de la réglementation imposée sous l'occupation ont été congelés par un arrêté du 1^{er} septembre 1944, pris à Londres par les Ministres réunis en Conseil.

Un arrêté de la même date a liquidé le Commissariat aux Prix et aux Salaires.

2. Pour la mise en œuvre de la politique des prix, un arrêté-loi du 9 septembre 1944 créait la Commission centrale régulatrice des Prix qui, sans succéder au Commissariat aux Prix et aux Salaires, était chargée, conjointement avec le Service des Prix du Ministère des Affaires Economiques, de l'exécution des décisions en matière de prix.

3. La réglementation des prix se basait sur l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, qui fut modifié par l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, qui organisait la réglementation et le contrôle des prix. Cet arrêté interdit de pratiquer des prix supérieurs aux prix maxima. Il interdit, à défaut de fixation de prix maximum, de pratiquer des prix supérieurs aux prix normaux et donne aux Cours et Tribunaux, le droit d'apprécier souverainement le caractère normal ou anormal des prix.

4. En exécution de cet arrêté-loi, fut pris l'arrêté ministériel du 12 octobre 1944, déterminant la méthode de fixation des prix maxima pour les diverses marchandises :

a) les prix des produits alimentaires, agricoles et horticoles restèrent congelés au 1^{er} septembre 1944 et soumis à fixation par voie d'arrêté;

b) les prix des produits industriels furent portés au maximum au coefficient 1,65 par rapport au premier semestre 1939 et l'arrêté prévoit une autre méthode de calcul plus nuancée. C'est le système de l'homologation, qui permet de décomposer le prix de vente du premier semestre 1939, en quatre éléments principaux : matières, salaires, combustibles et énergie et le solde (frais généraux, amortissements, bénéfice, etc.). Les trois premiers éléments pouvant être majorés à concurrence de la hausse réelle légale, le solde majoré forfaitairement de 65 %.

Cette homologation fut accordée par la Commission centrale régulatrice des Prix et, à partir du 15 octobre 1945, par le Ministre des Affaires Economiques, sur avis éventuel de la Commission régulatrice des Prix. C'est ce système qui est à la base de toute la réglementation des prix industriels.

5. Pour les secteurs jugés plus importants, les prix ont été toutefois établis par arrêté ministériel particulier.

6. L'arrêté du 12 octobre prévoyait, comme marge maximum à payer par les intermédiaires-grossistes ou détaillants, la même marge moyenne en % que celle qui était pratiquée pour le même genre d'articles en 1939.

7. L'arrêté du 9 février 1946 introduit la notion du coefficient 3.

En vue de faire pression à la baisse sur les prix, cet arrêté déclara caduques les homologations antérieures au 15 mars 1946, accordant un coefficient supérieur à 3 et obligeait les titulaires de ces homologations à renouveler leur demande. Les instructions étaient données en même temps au service des prix, insistant sur la sévérité dans l'examen de celle-ci. Cet arrêté établissait également les règles de détermination de prix de vente à l'importation en limitant ceux-ci :

a) aux prix de vente de produits indigènes analogues;

b) ou à défaut d'équivalents sur le marché intérieur, par le coefficient 3.

Une autorisation du Ministre des Affaires Economiques étant nécessaire pour dépasser ces deux limites.

Pour les produits agricoles, horticoles ou alimentaires importés, les prix maxima sont établis en vertu de l'arrêté ministériel du 5 mai 1945, après accord du Ministre des Affaires Economiques à l'occasion de la délivrance des licences d'importation.

8. L'arrêté du 1^{er} juillet 1946, qui coordonnait l'arrêté du 12 octobre 1944 et les arrêtés subséquents, est devenu l'arrêté de base pour la fixation des prix des produits industriels.

9. Le 17 mai 1946 eut lieu la baisse générale de 10 % décrétée sur tous les prix des produits et sur certaines prestations. Cet arrêté répartissait le fardeau de la baisse entre les producteurs et les distributeurs.

10. Une baisse générale ne visant toutefois qu'un certain nombre de secteurs fut également décrétée par les arrêtés de baisse du 13 février 1947.

11. Enfin, un arrêté du 3 avril 1947 a placé sous le régime du prix normal certains produits et certaines prestations pour lesquels l'état d'approvisionnement du marché et la concurrence qui doit en résulter permettaient d'escompter une baisse plus efficace que celle qui peut être obtenue par le maintien de la réglementation.

Ces remarques étant faites, on peut envisager pour les différents secteurs, quelle a été succinctement l'évolution des prix.

1. — TEXTILES.

L'évolution des prix des produits textiles depuis la libération se caractérise par cinq périodes.

1^o DEPUIS LA LIBÉRATION JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE 1945 :

Pendant cette période, les fabrications de guerre se poursuivent et, en général, les prix fixés pendant l'occupation sont maintenus.

2^o DU 9 SEPTEMBRE 1945 AU 22 JANVIER 1946 :.

En septembre 1945, les produits textiles fabriqués en matières premières nobles viennent sur le marché. L'arrêté du 9 septembre 1945 fixe les prix au consommateur des tissus de la nouvelle fabrication. Ces prix tiennent compte de l'activité encore réduite des usines et 50 % d'activité est pris comme base.

Les marges de distribution sont, en moyenne, celles d'avant-guerre.

3^o DU 22 JANVIER 1946 AU 26 MAI 1946 :

Par arrêté du 17 janvier 1946, les prix des produits textiles en général sont diminués de 20 à 25 %.

Ces diminutions résultent, d'une part, d'une diminution des prix de fabrication, ce qui est rendu possible par l'augmentation du degré d'activité des usines (prix basés sur 100 % d'activité); et, d'autre part, d'une forte diminution des marges de distribution qui sont fixées pour les tissus de coton, de laine et de rayonne.

4° DU 26 MAI 1946 AU 24 FÉVRIER 1947 :

Le 26 mai 1946 entrent en vigueur les arrêtés décrétant une diminution générale des prix de 10 %.

Cette baisse est partagée comme suit : 4 % à charge des fabricants et le reste à charge des distributeurs.

Les augmentations des salaires et du charbon intervenues pendant cette période, sont mises à charge de l'industrie.

En ce qui concerne le coton, une légère augmentation est admise en date du 1^{er} novembre 1946, par suite des augmentations du coton brut sur le marché mondial.

5° DU 24 FÉVRIER 1947 JUSQU'A CE JOUR :

Les arrêtés des 13 et 22 février 1947 décrètent les diminutions suivantes :

a) Tissus :

	Au tissage.	Au consommateur.
en coton	6 %	10 %
en laine peignée	5 %	8 %
en laine cardée	8 %	10 %
en lin	4 %	10 %
en soie et rayonne	8 %	10 %

b) Bonneterie :

sous-vêtements	12 % au consommateur
vêtements de dessus	10 % au consommateur
bas et chaussettes	10 % au consommateur

La répartition des charges de la réduction entre fabricant et distributeur se fait par entente mutuelle.

c) Confection :

Vêtements pour dames : 15 % de réduction sur les prix au consommateur, des articles de grande consommation, dont 9 % à charge du confectionneur.

Vêtements pour hommes : réduction jusqu'à 10 % au consommateur.

Un mode de calcul fixe les nouveaux prix du confectionneur basés sur le coût du tissu utilisé.

La marge des distributeurs a été réduite de 5 %.

Le 10 avril 1947, une série d'articles textiles, dont le marché est largement approvisionné, sont remis sous le régime du prix normal.

Une forte tendance à la baisse se dessine dans les prix des articles libérés, avec, toutefois, certaines adaptations correspondant aux différenciations qualitatives.

2. -- CUIR.

1^o Peaux brutes :

Les prix maxima sont fixés par le système d'homologations. Les peaux brutées indigènes ne représentent toutefois que le quart environ des matières premières employées en tannerie. Les peaux exotiques furent subsidiées jusqu'en octobre 1946.

L'évolution des prix des peaux brutes est donnée par le tableau ci-dessous :

	1 ^{er} janvier 1945	1 ^{er} janvier 1946	1 ^{er} janvier 1947
	Fr.	Fr.	Fr.
Peaux brutes indigènes (prix intérieur au kilogr. rendu tannerie) :			
Gros cuir. fr.	40,30	43,70	43,70
Veau	21,35	27,10	27,10
Peaux exotiques (prix mondiaux) :			
Gros cuir.	± 16,— (péréquaté)	± 16,— (péréquaté)	33,— (achats libres non péréquatés)
Veau	Pas de cours connu	pas de cours connu	± 60,—

Cuir tanné :

Les prix ont été établis trimestriellement par chaque teneur suivant le procédé de calcul approuvé par le Ministre des Affaires Economiques.

Le prix de croupon, par exemple, a évolué comme suit (en francs, par kilo) :

3 ^e trimestre 1945	4 ^e trimestre 1945	1 ^{er} trimestre 1946	2 ^e trimestre 1946	3 ^e trimestre 1946	4 ^e trimestre 1946	1 ^{er} trim. 1947
79,62	77,90	76,15	72,87	74,—	85,07	86,82

La forte augmentation du quatrième trimestre 1946 provient de la suppression des subsides à l'importation des peaux exotiques.

Chaussures :

Les prix maxima des chaussures furent d'abord fixés par homologation, mais l'importance de cet article aboutit à la fixation des prix par arrêté ministériel. Ce fut d'abord l'arrêté du 21 décembre 1945, qui fixa les marges à la distribution, puis l'arrêté du 8 mai 1946, qui fixa les prix suivant les diverses catégories de chaussures. Ces prix furent revus par l'arrêté du 4 juillet 1946. La hausse des cuirs et des salaires aboutit à la révision de ces prix maxima qui ne furent maintenus que pour 25 % de la production. L'arrêté du 21 décembre 1946 libérant 75 % de celle-ci.

L'arrêté du 4 mars 1947 réduisit les prix en vigueur de 10 % et l'arrêté du 3 avril 1947 plaça les prix des chaussures sous le régime du prix normal.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution depuis le 1^{er} janvier 1945 du prix de la chaussure molière homme, cousu-mixte, départ usine, prix à la paire :

1 ^{er} -1-1945	1 ^{er} -1-1946	16-5-1946	13-7-1946	26-12-1946	9-3-1946	10-4-1947
Fr. 250,—	Fr. 295,—	Fr. 270,—	Fr. 265,—	Fr. 265,— (25 % de la production prix normal 75 % de la production ± 320 francs	Fr. 250,— (25 % prix normal (75 %) ± 330 francs	Fr. prix normal (100 % plus 310 francs.

N. B. — Les chaussures (250 francs) en 1945 étaient de moindre qualité. Beaucoup étaient fabriquées avec semelles caoutchouc et carton.

Il est à noter que les marges à la distribution fixées uniformément en décembre 1945 à 33 % furent, en avril 1946, portées à 40 % pour les chaussures cousu-main et cousu-goodyear. Ces marges furent, par l'arrêté du 4 juillet 1946, fixées à 25 %, 30 % et 40 %, suivant la catégorie de chaussures.

Maroquinerie et ganterie :

Les prix de ces articles furent, jusqu'en juin 1946, soumis au système de l'homologation, date à laquelle un arrêté fixa des prix maxima, le système de l'homologation n'étant pas assez sévère.

Le prix d'un sac en chèvre, doublé tissu, avec fermoir, qui, en 1945, était aux environs de 2.000 francs, fut ramené par cet arrêté à 900 francs et était au moment où la maroquinerie fut placée sous le régime du prix normal (3 avril 1947) aux environs de 600 francs.

Les marges à la distribution qui, d'abord, étaient les mêmes en pour cent qu'en 1939, furent fixées, par l'arrêté du 14 juin, au maximum à 50 %.

3. -- PAPIER ET CARTON.

Les derniers prix fixés sous l'occupation pour les prix des papiers et cartons dataient de début septembre 1944. Une homologation accordée au Groupement des Fabricants le 21 novembre 1944, consacra une augmentation de 10 %. Ces prix furent maintenus pendant toute l'année 1945, furent réduits en mai 1946 de plus ou moins 10 %, suite à l'augmentation de la production; ces nouveaux prix furent à nouveau atteints par la baisse générale de 10 %.

Le 30 septembre 1946, une augmentation de 20 % dû être accordée, suite à la hausse des prix des pâtes importées. Ces prix restèrent d'application jusqu'à la baisse du 13 février 1947, revu par l'arrêté du 7 mars 1947.

Une nouvelle adaptation des prix, suite à une nouvelle hausse du prix des pâtes suédoises, a été accordée le 23 avril 1947. Elle consacre une hausse moyenne de 8 %.

Les marges des intermédiaires ont été réglementées par l'arrêté du 20 février 1947, revu par l'arrêté du 6 mai 1946, réduit par l'arrêté général de baisse des prix du 17 mai 1946 et récemment par les arrêtés des 13 février et 7 mars 1947.

4. — PRODUITS MÉTALLIQUES.

Produits sidérurgiques :

1. Les prix des produits sidérurgiques ont été fixés par l'arrêté ministériel du 6 novembre 1944, en application de l'article 6 de l'arrêté du 12 octobre 1944.

On se trouvait, à l'époque, devant des inconnues quant à la valeur du minerai au départ et des frais de transport ainsi qu'à la valeur des ferro-alliages entrant dans la fabrication des aciers.

Afin d'assurer un prix stable pendant une certaine période de temps, la Commission centrale régulatrice des Prix fixa forfaitairement le coefficient des minerais à 2 et celui des ferro-alliages à 1,65 par rapport aux prix de 1939. Si, pendant cette période, les prix des minerais s'avéraient supérieurs à ceux estimés, l'Etat prendrait à sa charge ce supplément. Cette garantie gouvernementale s'appliquait à l'ensemble des minerais incorporés dans le lit de fusion, à l'exclusion des minerais de provenance indigène.

Les prix fixés étaient établis sur la base de 2.200 francs la tonne pour les aciers marchands.

Ces coefficients se sont révélés insuffisants et la réalité a montré que les coefficients moyens par rapport à 1939 pour les minerais et les ferro-alliages, étaient respectivement de 3,47 et 3,9. De plus, les diverses hausses de salaires devaient encore accentuer la différence entre les prix de vente officiels et les prix de revient.

2. Toutefois, malgré les nombreuses démarches des sidérurgistes, ces prix ne furent pas modifiés, en vertu de la politique du Gouvernement (blocage des prix).

3. Vers décembre 1945, étant donné cette situation, les sidérurgistes ont réagi par l'application de surprix (conformes au barème officiel) correspondant à des améliorations de qualité plus ou moins justifiées. Ils ont facturé un surprix pour acier calmé de 440 francs, correspondant à peu près à l'insuffisance constatée des prix de revient.

Au cours d'une réunion tenue le 19 février 1946, M. le Ministre De Smaele proposa aux sidérurgistes l'amnistie en ce qui concerne les surpris et le non-paiement en ce qui concerne les subsides, étant donné que le montant de ceux-ci est inférieur à l'ensemble des écarts de prix réellement pratiqués.

Ces subsides n'ont donc, à juste titre, jamais été payés aux sidérurgistes.

4. Suite à un accord sanctionné par M. le Ministre Devèze, le 29 mai 1946, les prix des aciers fournis sur le marché intérieur ont été augmentés de 440 fr. la tonne (rectification du lit de fusion et hausse de salaires de 20 %).

Le prix des aciers marchands passa donc de 2.200 à 2.640 francs la tonne.

Un arrêté ministériel n'a pas été pris à ce sujet, étant donné que l'on prévoyait déjà l'augmentation du prix du charbon, ce qui entraînerait une nouvelle augmentation du prix de l'acier.

5. A partir du 1^{er} août 1946, afin de tenir compte de l'augmentation des charbons, et des cokes due à la suppression des subsides aux charbonnages à partir du 1^{er} juillet, les prix furent augmentés. Il fut tenu compte uniquement de l'incidence de la hausse du coke, compte tenu des mises au mille.

Cette décision fit l'objet de l'arrêté ministériel du 9 août 1946, qui, pour les aciers marchands, fixait le prix à 3.150 francs la tonne.

6. Par décision du Conseil des Ministres, et par l'arrêté du 21 septembre 1946, l'arrêté du 9 août 1946 fut suspendu et des enquêtes furent faites dans cinq usines sidérurgiques.

Ces enquêtes ont montré que les prix de l'arrêté du 9 août 1946 sont tangents aux prix de revient constatés par les experts.

7. Un arrêté du 10 mars 1947 rapportait l'arrêté du 21 septembre 1946 et fixait, pour la période du 26 septembre 1946 au 28 février 1947, les prix des produits sidérurgiques sur la base de 2.970 francs la tonne pour les aciers marchands.

A partir du 1^{er} mars 1947, les prix de l'arrêté du 9 août 1946 étaient remis en vigueur. On ne tenait donc pas compte de l'augmentation des prix des charbons et des cokes intervenus à partir du 1^{er} mars 1946.

Fabrication métallique :

Les prix des produits de l'industrie des fabrications métalliques ont été fixés suivant les dispositions des articles 5, 6 et 9 de l'arrêté du 12 octobre 1944, remplacé par l'arrêté de coordination du 1^{er} juillet 1946. De très nombreuses homologations de prix ont été accordées en application de ces arrêtés.

Une baisse de 10 % sur ces produits a été décrétée par les arrêtés des 17 et 24 mai 1946.

En août 1946, les prix des produits de l'industrie des fabrications métalliques ont été revus afin de tenir compte de l'incidence de la hausse des prix des produits sidérurgiques.

En février 1947, une nouvelle baisse de 10 % (5 pour les articles émaillés) a été décrétée par les arrêtés des 13 et 27 février 1947.

Un arrêté en date du 3 avril 1947 vient, pour certains produits où l'état actuel du marché permet le retour au régime de libre concurrence, de remettre

ces produits sous le régime du prix normal, tel que défini par l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, l'arrêté-loi du 14 mai 1946 et l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1946.

Métaux non ferreux :

Les prix des métaux non ferreux furent fixés par l'arrêté du 13 avril 1945.

Lors de l'élaboration de cet arrêté, il fallut trouver pour ces métaux des formules de prix se rapprochant autant que possible de la réalité et qui permirent la mise en consommation de certains stocks existant dans le pays.

Dès que les importations furent envisagées, on se rendit compte que ces estimations des prix étaient inférieures à la réalité. Comme les prix pratiqués sur les marchés étrangers ne pouvaient évidemment pas être envisagés en Belgique, dans le cadre de la politique économique de l'époque, et afin de ne pas freiner l'approvisionnement du marché belge, l'Etat subsidia les importations pour maintenir les prix sur le marché intérieur, compte tenu des prix d'achat de la Mission économique. Ces subsides portaient, en ordre principal, sur le zinc et sur le plomb.

Des modifications assez sensibles s'étant produites dans les prix des métaux non ferreux sur les marchés étrangers, notamment en Angleterre et en Amérique, et étant donné le caractère international du marché des minerais et de ces métaux, l'arrêté du 13 avril 1945 fut abrogé par celui du 20 mai 1946.

Depuis cette date, le marché des métaux non ferreux en Belgique est strictement conditionné par les cours pratiqués à Londres et à New-York.

5. — MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.

Les prix des matériaux de construction ont été fixés par homologation.

Un seul arrêté fixant les marges bénéficiaires des négociants en matériaux de construction fut pris le 9 août 1946 dans le but d'uniformiser les marges des négociants et d'empêcher des abus vers la hausse.

Le prix des briques pour les différentes régions du pays fut fixé suite à une expertise comptable dont les résultats ne sont pas encore définitivement connus pour le moment.

Le prix du ciment n'a pas évolué. Il est toujours au taux de 2,3 depuis décembre 1944.

Le prix de la chaux subit maintes fluctuations et ceci suite aux majorations de salaires et aux augmentations successives du charbon.

Le verre à vitre se trouve toujours au taux de 2,37 depuis 1945.

Les autres matériaux de construction peuvent être évalués actuellement aux environs du coefficient 3, départ usine.

Ce sont les différentes manipulations et les transports élevés (par eau) qui rendent le prix de la distribution souvent à un taux supérieur à 3.

La baisse légale de 4 % des producteurs et 10 % prévue par les arrêtés des 17 et 24 mai 1946 a été en mesure de contrebalancer en partie la hausse du prix du charbon de l'année passée.

La dernière baisse de 2 % (arrêté du 13 février 1947) s'est opérée sans difficultés, à l'exception du secteur des briques, où le prix de vente ne couvre que le prix de revient, sans amortissement ni bénéfice.

6. — BOIS.

1. *Bois en grumes* :

Le prix des bois en grumes a été fixé le 29 novembre 1944, par un arrêté ministériel. Le prix des bois fixé était de 840 francs pour un mètre cube de chêne de 1^m50 × 1^m79.

Ce prix fut porté, le 4 octobre 1945, à 1.125 francs et fut ramené, par l'arrêté de baisse du 17 mai, à 1.080 francs.

2. *Bois sciés* :

Le prix des bois sciés a été fixé par l'arrêté du 22 février 1945 sur la baisse des prix des bois en grumes.

Le prix de base était de 2.250 francs au mètre cube pour le chêne III boule de 40-49 cm.

Les prix des bois sciés ont été adaptés sur ceux des bois en grumes et le prix de base a été porté à 2.275 francs par l'arrêté du 15 mars 1946. La baisse générale du 17 mai 1946 a été appliquée également à ce secteur.

3. *Bois de mines* :

Immédiatement après la libération, les prix des bois de mines ont été fixés sur la base de 360 francs au mètre cube. Une prime de célérité de 50 francs au mètre cube pendant le premier semestre 1945 et de 80 francs au mètre cube à partir du deuxième semestre 1945, a été allouée aux fournisseurs de bois de mines. Cette prime a été supprimée et le prix porté à 460 francs au 1^{er} mars 1947.

4. *Articles transformés* :

Les prix des articles transformés tombent sous le régime des homologations. Des marges ont été fixées pour les meubles par l'arrêté du 20 février 1946.

7. — PRODUITS CHIMIQUES.

1. *Engrais* :

a) ENGRAIS PHOSPHATÉS :

Le prix du superphosphate fixé à fr. 7,90 l'unité sous l'occupation, resta en vigueur jusqu'en mai 1946, où il fut fixé à fr. 4,30 l'unité, grâce au subside octroyé sur les phosphates importés.

b) ENGRAIS POTASSIQUES :

Les prix des engrais potassiques sont conditionnés par les prix de la potasse importée réduite en mai 1946 de 25 %; ils furent relevés fin novembre 1946 d'environ 15 %, les prix ayant été alignés sur les prix des potasses d'origine française (source normale d'approvisionnement).

c) ENGRAIS AZOTÉS :

Les prix des engrais azotés fixés par l'arrêté du 28 avril 1945 furent revus par suite des hausses successives du charbon et consacrés par l'arrêté du 10 mars 1947, la hausse récente du charbon du 1^{er} mars 1947 ayant donné lieu à l'octroi d'un subside pour la fin de la saison à évaluer à 20 francs les 100 kilos.

2. Savons :

Le prix du savon dur de ménage fut d'abord fixé en fonction du prix d'importation en août 1945. Le prix du savon fabriqué en Belgique fut fixé à fr. 2,85 les 100 grammes; ce prix comprenant une redevance de fr. 0,43 à verser à une Caisse de Compensation.

Ce prix fut ramené à fr. 2,65 par l'arrêté du 8 mai 1947, par diminution de fr. 0,14 de la redevance et est toujours en vigueur. Ce prix a pu être maintenu malgré l'augmentation du prix des matières grasses à l'importation, grâce à un système de compensation.

Le savon de toilette fixé à fr. 4,35 les 100 grammes fut ramené à fr. 3,50 en octobre 1945 pour 80 grammes et à fr. 3,15 le 26 mai 1946.

Le prix du savon mou fixé à fr. 16,50 le kilo par l'arrêté du 30 août 1945 et ramené à fr. 14,75 le kilo le 26 mai 1946, a pu également être maintenu malgré l'augmentation du prix de l'huile de lin (dont le prix est passé de fr. 13,50 à 29 francs), grâce à un système de compensation.

3. Spécialités pharmaceutiques :

Les spécialités pharmaceutiques fixées en octobre 1944 par l'arrêté de cadre au coefficient 1,65 par rapport à 1939, ont été réduites de 10 % en mai 1946, puis portées au coefficient 2 le 1^{er} novembre 1946. Dans le cadre de baisse du 13 février, le coefficient fut ramené à 1,9.

4. Acide sulfurique :

Le prix de l'acide sulfurique est principalement fonction du prix de pyrites importées fixé au début de 1945 à 72 francs les 100 kilos; il fut ramené successivement à 69 francs (mars 1945), à 66 francs (avril 1946) et à 64,70 francs (février 1947).

5. Les produits de la chimie organique (méthanol et dérivés) ont subi les variations des prix des charbons. Les prix en sont fixés par homologation, comme d'ailleurs la plupart des produits de l'industrie chimique.

6. A titre d'indication, nous donnons ci-dessous l'évolution des prix du carbonate de soude passant de fr. 1.475,60 la tonne (mars 1945) à 1.600 fr. (juillet 1946) — hausse du charbon — à fr. 1.962 (septembre 1946 — hausse du sel) à fr. 2.039,30 (mars 1947 — hausse du charbon); de l'acide chlorhydrique, passant de fr. 805,04 (mars 1945) à 1.209 francs (juillet 1946 — hausse du charbon), 1.264 francs (septembre 1946 — hausse du sel et rajustement salaires) à 1.300 francs (mars 1947 — hausse du charbon).

7. L'arrêté ministériel du 3 avril 1947 a replacé sous le régime du prix normal une série de produits de l'industrie chimique pour lesquels l'approvisionnement du marché s'est normalisé.

8. — ÉNERGIE.

1. *Charbon :*

Le prix départ mine a été fixé, par l'arrêté du 27 septembre 1944, à un prix moyen de 320 francs la tonne. L'arrêté ministériel du 12 mars 1945 a rectifié le prix de certaines qualités.

Le prix moyen a été porté, le 1^{er} juillet 1946, à 480 francs la tonne et à 629 fr. le 1^{er} mars 1947, pour les charbons industriels et le 16 mars 1947 pour les charbons domestiques, cette dernière hausse étant destinée à compenser la suppression de tous les subsides à l'industrie charbonnière.

Les prix au consommateur sont obtenus par l'adjonction au prix départ mine des marges commerciales fixées par les mercuriales de détail. Celles-ci ont été réajustées à maintes reprises et sont actuellement régies par l'arrêté du 8 juillet 1946. Depuis le 2 août 1946, la taxe de transmission est à charge du consommateur, dans le cas des fournitures rendues cave pour une quantité inférieure à 400 kilos. Des modifications ont été apportées pour les régions d'Anvers et de Gand.

2. *Cokes :*

Les prix des cokes ont été fixés en fonction des prix départ mine et les prix actuellement en vigueur (880 francs la tonne) sont fixés par l'arrêté du 10 mars 1947.

3. *Gaz :*

Les prix du gaz en vigueur sous l'occupation ont été revus par la circulaire du 8 décembre 1944, adressée à l'Union des Sociétés Gazières de Belgique par la Commission centrale régulatrice des Prix. Ces prix sont restés en vigueur jusqu'au 26 mai 1946, date à laquelle le prix du gaz au consommateur à plein tarif fut réduit de 10 %.

A la suite de la hausse des prix du charbon du 1^{er} juillet 1946, les prix du gaz furent revus par l'arrêté ministériel du 9 août 1946. Toutefois, cet arrêté fut suspendu par l'arrêté ministériel du 21 septembre 1946, en attendant le résultat d'une enquête qui devait statuer sur le prix de revient du gaz.

Les prix furent réadaptés par l'arrêté ministériel du 10 mars 1947, qui tient compte de la hausse du charbon du 1^{er} mars 1947.

Un subside a été prévu en vue de maintenir le prix pour une consommation normale (soit 40 mètres cubes par mois) au prix antérieur.

4. *Energie électrique :*

Les prix de l'énergie électrique revus en octobre 1944, suite à la hausse de 60 % des salaires, furent limités provisoirement par la circulaire du 8 novembre 1944 et par un avis paru au *Moniteur Belge* du 9 février 1945. Les prix en furent fixés définitivement par l'arrêté ministériel du 11 juillet 1945 et restèrent en vigueur jusqu'au 20 mai 1946, où une réduction de 10 % fut décrétée. Suite à la hausse des prix du charbon, le 1^{er} juillet 1946, les prix furent revus par l'arrêté du 9 août 1946 et l'arrêté du 6 septembre 1946 pour l'énergie électrique fournie au tarif plein éclairage.

L'arrêté du 9 août fut également suspendu à partir du 26 septembre, une commission étant chargée d'étudier le problème du prix de revient et du prix de vente de l'énergie électrique et de ses répercussions sur l'économie nationale.

Les résultats de cette commission aboutirent à l'arrêté ministériel du 6 janvier 1947, qui fut, lui-même, revu par l'arrêté du 10 mars 1947, qui réadaptait les prix en fonction de la nouvelle hausse du charbon.

5. *Produits pétroliers :*

Les prix des produits pétroliers étant essentiellement fonction des prix à l'importation, l'action du Département s'est limitée à la réglementation des marges. Les prix en vigueur sous l'occupation furent revus au 1^{er} mars 1945.

Les prix purent en être réduits par suite de l'accroissement des importations en octobre 1945 et, en mars 1946, ils furent touchés également par la baisse générale du 26 mai 1946 et ces prix sont encore en vigueur, à l'exception du fuel-oil, qui fut réduit par suite de la suppression des droits de douane.

Le 28 mai 1947, les prix des produits pétroliers furent relevés suite à l'augmentation des droits d'entrée (ceux-ci passant, pour l'essence, de fr. 2,10 à fr. 3,20) et de la hausse des prix à l'importation.

Les prix de l'essence au consommateur ont varié comme suit :

1944	fr. 7,50
mars 1945	4,75
mars 1946	4,75
26 mai 1946	4,25
28 mai 1947	5,70

9. — TRANSPORTS.

1. *Chemin de fer :*

Les tarifs des chemins de fer en vigueur en mai 1940 ont été majorés de 50 % à la date du 1^{er} février 1945, à la suite des hausses des salaires; les prix maintenus par suite de la politique en général des prix du Gouvernement, furent majorés à nouveau de 50 % en avril 1946 (avec rétablissement toutefois de certains tarifs spéciaux). La réduction générale de 10 % fut appliquée en mai 1946 aux tarifs des chemins de fer.

2. *Tramways :*

Les tarifs des tramways ont été majorés de 25 à 35 % en décembre 1944, puis de 50 % le 15 août 1946. Les tarifs voyageurs des vicinaux, majorés de 20 % le 8 février 1945, puis de 50 % en avril 1946, furent réduits de 10 % en mai 1946. Cette réduction fut supprimée le 15 août 1946.

3. *Transports routiers :*

Les transports routiers en vigueur sous l'occupation ont été majorés de 100 % en décembre 1944, revus par l'arrêté ministériel du 24 mai 1945 et réduits de 10 % le 26 mai 1946.

On peut critiquer cette réglementation et lui opposer l'un ou l'autre système plus rationnel ou plus équitable; il y a cependant une chose qui nous paraît indiscutable : si cette réglementation avait été observée, la situation au point de vue prix aurait été plus saine et la situation plus facile.

Une erreur a été le système des homologations. Nous avons l'impression qu'elles ont été accordées trop facilement. Elles ont, au surplus, créé la confusion; il faut, en outre, constater que les instructions n'ont pas toujours été suffisamment formelles, comme le démontre l'exemple qui suit :

LE DÉPLACEMENT DES MARGES BÉNÉFICIAIRES.

Comme il ressort de la note ci-dessus, les marges entre le prix du producteur et celui à payer par le consommateur sont fixées en pourcentage, ce qui, à notre avis, constitue une erreur.

Pour les tissus de laine, la marge fut fixée et elle l'est toujours, à 45 %, y compris les taxes de transmission. Notre collègue M. Laurens, qui est particulièrement au courant de ce qui se passe dans ce secteur, a bien voulu nous documenter. Voici un exemple (1) frappant : il s'agit du tissu cardé pour hommes :

Prix usine :	fr. 137,50 le mètre
Taxe : 4,5 %	6,19
Prix d'achat du grossiste :	fr. 143,69 le mètre
Prix de vente du grossiste :	fr. 173,— (bénéfice brut : 29,31 ou 21,32 %)
Taxe : 4,5 %	7,79
Prix d'achat du détaillant :	fr. 180,79
Prix de vente du détaillant :	fr. 198,90 (bénéfice brut : 18,11 ou 13,19 % sur prix de l'usine)

En récapitulant, nous obtenons :

Bénéfice brut du grossiste :	fr. 29,31 — soit 21,32 %
Bénéfice brut du détaillant :	18,11 — soit 13,19 %
Taxes :	13,98 — soit 10,19 %
	44,70 %

(1) Le Département a répondu ce qui suit :

L'exemple donné concerne le tissu de laine peignée standard et se rapporte aux prix en vigueur avant la baisse décrétée par l'arrêté ministériel du 13 février 1947, qui ramena le prix usine de fr. 137,50 à fr. 130,50 et le prix au consommateur de fr. 198,90 à 183 francs le mètre.

La marge globale fixée à 45 % étant ramenée à 40,5 %.

Il est possible que ces chiffres soient exacts et que la marge du détaillant soit inférieure à celle du grossiste. Des cas analogues ont été signalés; cependant, le Département n'a pas cru pouvoir fixer des marges particulières et pour le grossiste et pour le détaillant.

En effet, le travail et le risque du grossiste et, par contre, du détaillant, varie très fort, suivant que le grossiste vend par pièce, ou par coupe, ou sur échantillonnage.

Dans le premier cas, la répartition de un tiers pour le grossiste et deux tiers pour le détaillant est normale, mais elle peut être différente dans les autres cas.

Il est possible cependant que des grossistes aient profité de leur position pour s'attribuer une portion de la marge non en rapport avec le travail qu'ils effectuent ou le risque qu'ils encourent.

Ce qui frappe dans cet exemple, c'est la disproportion incompréhensible entre le bénéfice brut que prend le grossiste et celui qui revient au détaillant. En effet, le grossiste a beaucoup moins de frais et fait moins de travail que le détaillant. Que s'est-il passé ? Dès le début, il avait été annoncé que la marge bénéficiaire de 45 % moins les taxes devrait être répartie de telle sorte que le grossiste obtienne un tiers et le détaillant deux tiers. Cette répartition n'a jamais été fixée par un arrêté, de telle façon que ce sont les plus puissants, les grossistes, qui ont imposé leur volonté. Le service compétent fut consulté, il reconnut le bien-fondé de la plainte des détaillants, mais il n'était pas armé pour intervenir, vu qu'aucun arrêté ne fixait la répartition.

Inutile de dire ce qui est arrivé dans beaucoup de cas. Le détaillant ne pouvant pas ou à peine couvrir ses frais a « tiré son plan ». Tout le monde sait ce que cela signifie.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a été fait preuve d'une légèreté inexcusable.

L'incidence des prix sur les bénéfices.

Quelle a été l'incidence des prix pratiqués sur les bénéfices ? Il est impossible de donner une réponse précise à cette question. Il y a les signes extérieurs ; mais il serait dangereux d'en tirer des conclusions.

Les dépenses exagérées et luxueuses sont le fait d'une minorité de profiteurs qui ne savent que faire de leurs fortunes trop facilement acquises. Ils aigrissent les travailleurs et ils donnent à l'étranger une impression qui ne correspond nullement à la réalité. Si la Belgique se trouve actuellement dans une situation qui est meilleure que celle des autres pays, qui ont été occupés, il n'en reste pas moins vrai qu'elle a encore à faire du chemin avant qu'elle puisse dire que toutes les difficultés ont été surmontées.

Nous avons préféré employer une autre méthode pour le calcul de l'incidence. Dans le tableau ci-dessous sont comparés les résultats de sociétés pour les années 1938 et 1946. Nous avons fait usage des tableaux publiés dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. Il nous a semblé qu'il était nécessaire de tenir compte des résultats déficitaires. Dans ce but, nous avons diminué les bénéfices des pertes renseignées dans les tableaux. Le pourcentage des bénéfices est donc un rendement moyen.

Nous avons laissé tomber la colonne des réserves pour ne pas trop compliquer. Elle n'est cependant pas sans importance. En effet, en 1938, les réserves de toutes les Sociétés renseignées se montaient à 15.202 millions, pour un capital versé de 38.914 millions. Fin 1945, les réserves étaient tombées à 12.222 millions, pour un capital versé de 38.431 millions. Pendant l'année 1946, les réserves sont montées à 18.047 millions, pour un capital versé de 41.161 millions. En une année, les réserves ont pu être augmentées de 5.825 millions. Grâce à cette augmentation exceptionnelle, la situation est meilleure fin 1946 qu'en 1938, ce qui, d'ailleurs, est une bonne opération, pour autant qu'on est décidé à consacrer ces sommes à des investissements.

Tous les chiffres ainsi que ceux du tableau qui suit, se rapportent aux Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique.

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉS AYANT LEUR PRINCIPALE
(milliers de

RUBRIQUES	ANNÉE	
	Nombre de Sociétés	Capital versé en milliers
<i>Entreprises financières :</i>		
1a. Banques privées.	71	1.953.003
1b. Banques d'intérêt public	3	395.000
2. Assurances.	140	257.818
3. Opérations financières	974	8.856.142
<i>Commerce :</i>		
4. Importations, exportations	93	169.947
5. Commerce de métaux	43	44.070
6. Commerce d'habillement et d'ameublement	226	494.063
7. Commerce de produits alimentaires	208	269.040
8. Commerces divers	1.451	1.185.603
20. Hôtels, théâtres, cinémas	263	357.200
21. Imprimerie, publicité	228	188.486
<i>Produits de consommation :</i>		
9. Sucrieries	35	410.939
10. Meuneries	44	211.848
11. Brasseries	169	738.016
12. Distilleries.	16	43.142
13. Industries alimentaires	227	636.688
22. Textiles (lin, coton, laines, soie)	560	2.780.796
23. Matières artificielles et produits céramiques	217	950.649
26. Papeteries.	19	448.367

ANONYMES BELGES.

EXPLOITATION EN BELGIQUE.
(francs)

1938			ANNÉE 1946		
Résultats nets en milliers	%	Nombre de Sociétés	Capital versé en milliers	Résultats nets en milliers	%
203.805	10,4	52	1.569.867	199.976	12,7
60.950	15,4	3	395.000	84.722	21,4
71.117	27,6	122	362.514	74.109	20,4
800.150	9—	948	8.947.690	511.262	5,7
15.598	9,1	72	99.965	22.313	22,3
8.722	19,7	69	88.611	23.966	27
38.299	7,7	235	692.501	159.547	23
24.000	8,9	245	325.000	61.021	18,8
127.419	10,7	1.355	1.383.783	256.889	18,5
3.688	1	227	342.018	67.501	19,7
25.723	13,6	201	255.161	49.945	19,5
33.274	8,09	34	484.207	— 22.677	—
34.595	16,3	44	315.789	24.149	7,6
82.973	11,2	155	1.002.165	100.881	10
2.066	4,7	20	70.450	6.465	9,1
49.790	7,8	225	811.268	84.860	10,4
143.678	5,1	526	2.950.012	592.894	20,1
55.548	5,8	211	1.171.395	122.979	10,5
52.673	11,7	43	542.097	81.981	15,1

RUBRIQUES	ANNÉE	
	Nombre de Sociétés	Capital versé en milliers
28. Industries du bois	104	162.077
29. Tanneries et corroieries	51	221.012
30. Automobiles	15	128.350
31. Verreries et cristalleries.	57	666.480
32. Glaceries	6	331 206
33. Industries diverses	571	1.868.528
<i>Industries de base :</i>		
14. Carrières	134	499.188
15. Charbonnages.	67	1.828.181
16. Mines	17	351.965
17. Gaz	20	689.720
18. Electricité.	64	3.704.492
19. Constructions électriques	95	396.164
24. Métallurgie et construction mécanique	456	4.113.593
25. Construction (bâtiments et travaux publics).	196	534.385
27. Produits chimiques	203	1.842.457
<i>Transports :</i>		
34. Chemins de fer	16	136.653
35. Chemins de fer vicinaux.	1	9.000
36. Navigation et aviation	141	458.143
37. Télégraphe et téléphone.	2	252.200
38. Tramways électriques	7	172.464
39. Autobus	10	20.292
40. Transports non dénommés	95	95.419
41. Divers non dénommés	49	41.562

1938		ANNÉE 1946			
Résultats nets en milliers	%	Nombre de Sociétés	Capital versé en milliers	Résultats nets en milliers	%
5.568	3,5	112	181.994	43.739	24
12.279	5,5	47	267.895	26.340	9,1
127.881	99,6	14	72.209	25.460	35,2
37.933	5,7	46	710.235	82.408	11,6
58.033	17,5	6	174.206	7.193	4,1
181.033	9,7	569	2.060.635	293.824	14,2
22.230	4,4	115	469.895	67.594	14,4
357.392	19,5	64	2.196.968	65.373	2,9
12.955	3,6	16	209.100	13.611	6,5
113.055	16,4	12	583.415	35.341	6,0
525.486	14,1	61	3.682.873	411.321	11,2
54.734	13,8	91	448.488	62.517	13,9
643.054	15,6	456	4.425.278	787.060	17,7
25.677	4,8	189	534.792	54.441	10,2
211.462	11,5	203	2.232.836	217.241	9,7
13.916	10,2	13	58.132	2.972	5,1
998	11	2	9.180	3.035	33
72.295	15,7	147	182.826	49.071	26,8
52.297	20,7	2	254.200	14.891	5,8
60.032	34,2	7	429.964	59.876	11,6
13	—	10	34.391	5.865	17
19.900	20,8	87	94.822	29.983	31,6
796	1,9	46	37.232	4.275	11,5

Nous rappelons que les entreprises recensées sont exclusivement des sociétés anonymes, qui sont légalement tenues à publier leurs bilans. On peut admettre que les résultats des entreprises non recensées ont enregistré des résultats analogues.

Nous admettons qu'on peut défendre la thèse, comme cela a été fait par des Commissaires, qu'il faut tenir compte, en jugeant les bénéfices, des besoins futurs d'investissement ou de renouvellement. Le but poursuivi est plus limité en ce sens qu'il s'agit simplement de rechercher les causes de l'augmentation des prix. Nous concédons d'ailleurs que, depuis 1946, il y a des changements profonds dans des secteurs comme le textile, où les bénéfices semblent avoir diminué.

Enfin, pour apprécier les résultats, il convient de tenir compte :

a) que l'activité industrielle de 1946 a été sensiblement inférieure à celle de 1938;

b) que la puissance d'achat du franc de 1946 est inférieure à celle du franc de 1938;

c) que les prix obtenus à l'exportation ont été, en général, plus rémunérateurs en 1946 qu'en 1938;

d) qu'il n'a pas été tenu compte des sommes versées à la réserve. Comme il a été dit plus haut, il est sage de profiter des périodes de haute conjoncture pour former des réserves considérables en prévision des renouvellements. Une industrie doit rester jeune et s'adapter continuellement au progrès technique.

Si nous examinons les résultats bénéficiaires sous l'angle des prix, nous constatons :

1^o que les industries qui influencent directement le coût de la vie et qui sont fortement contrôlées ou facilement contrôlables, ont subi des pertes, tel est le cas pour les sucreries; ou n'atteignent pas les rendements d'avant guerre : citons les meuneries, les brasseries, les charbonnages, le gaz, l'électricité;

2^o que dans les industries où le contrôle est difficile et même aléatoire, les bénéfices dépassent largement ceux de 1938. Citons : importations et exportations, commerce d'habillement et d'ameublement, commerce de produits alimentaires (1), commerces divers, hôtels, théâtres et cinémas, il s'agit surtout des derniers; textiles, industrie du bois, constructions (bâtiments et travaux publics), transports.

Un examen plus attentif confirme l'opinion exprimée à la Commission, que c'est surtout la distribution qui a profité des hauts prix;

3^o les grandes industries de base : constructions électriques, métallurgie et construction mécanique, produits chimiques, n'ont enregistré que de faibles augmentations et cela malgré une situation extrêmement favorable. Si nous récapitulons en prenant comme base les éléments de l'arrêté ministériel du 12 octobre 1945, nous constatons :

a) *Matières.* — Les prix intérieurs ont été observés pour les matières importées par les Missions économiques. Pour certaines matières, il y a eu subvention.

(1) Les organismes qui ont strictement observé la réglementation ont connu et sont toujours dans une situation difficile.

Ce n'est donc pas dans ce secteur qu'il y a eu des anomalies. Signalons cependant que pour les matières libérées, le prix mondial joue. Depuis quelques mois, il y a là donc un élément dont il faut tenir compte.

b) *Salaires*. — Ils ont subi des augmentations. Les ouvriers, dans ce domaine, ont fait preuve de modération. Les augmentations de salaires expliquent certaines hausses modérées, mais elles ne sont certainement pas responsables des prix exagérés.

c) *Combustible et énergie*. — Pendant toute l'année 1946, le Gouvernement a consenti de gros sacrifices. Les secteurs : charbonnages, gaz et électricité n'ont pas réalisé les rendements d'avant guerre. Il y a eu donc une influence modérative en ce qui concerne les prix.

d) *Frais généraux, amortissement, bénéfice*. — Le coefficient d'augmentation primitivement permis était de 1,65. Il correspond à peu près au taux de dévaluation. Il a été largement dépassé dans certains secteurs et notamment dans ceux cités sous le n° 2 plus haut. Cela a eu un retentissement sur les prix.

Il serait dangereux de généraliser, parce qu'en partant de données imparfaites on en arrive facilement à compliquer encore plus une situation qui est loin d'être facile. Il faut, au contraire, chercher les points faibles et les anomalies pour tâcher ensuite de les corriger.

Les conséquences de cette politique.

Nous ne sommes pas des pessimistes. Au contraire, nous croyons sincèrement que le pays a encore devant lui un temps suffisamment long pour redresser certaines erreurs et pour s'engager dans une voie qui lui donnera les plus grandes chances pour maintenir demain le plein emploi.

Nous nous refusons cependant à proclamer que tout va bien. Une telle affirmation est exacte pour la production industrielle actuelle, mais à plus longue échéance nous aurons à faire face à ces difficultés sérieuses.

Le progrès social et le bien-être dépendent de plusieurs facteurs, dont un des plus importants est le maintien constant de la paix sociale. Cette dernière n'est possible qu'à la condition qu'entre les parties en présence règne une confiance aussi complète que possible. La confiance réciproque, base essentielle de la paix sociale, manque chez les salariés. La classe laborieuse est énervée et méfiante. La raison n'est pas qu'on lui a demandé certains sacrifices. Au contraire, elle est toujours prête à en faire dans l'intérêt de la collectivité, mais à condition que tout le monde soit traité sur un pied d'égalité. Or, elle a nettement l'impression qu'il y a eu et qu'il continue à y avoir des différences très nettes. Elle pense que certaines catégories ont profité trop largement de la situation d'après guerre pour accumuler des bénéfices importants.

Une autre conséquence plus grave encore, est qu'une mauvaise répartition des profits conduit infailliblement au chômage.

Voici ce que dit, à ce sujet, une étude publiée en 1945 par le Bureau International du Travail :

« Une autre cause du chômage — la plus directe peut-être — est l'incomplète absorption de la production par le marché, résultat d'une mauvaise répartition du revenu national. La productivité du travail augmente grâce

aux progrès techniques, à une organisation perfectionnée, etc. plus vite que n'augmente le pouvoir d'achat effectif capable d'absorber la production.

» Cela est particulièrement observable dans la production industrielle et il est instructif de consulter à cet égard le rapport publié en 1929 aux Etats-Unis, par la Commission Nationale d'Enquête sur le Chômage, présidée par M. Herbert Hoover. Ce rapport montre que, de 1922 à 1927, la productivité générale du travail a augmenté de 3,5 % en moyenne par an, les salaires nominaux de 2,8 %, les salaires réels de 2,1 %, alors que les profits des sociétés industrielles se sont accrus de 9 % et les dividendes distribués de 6,8 %.

» Si donc les salaires ont progressé, ils ont progressé moins que la productivité du travail et moins que les profits.

» La progression moindre des salaires se traduit par une progression moindre de la demande des produits, donc par une augmentation de la quantité des produits non absorbés, et l'engorgement du marché agit dans le sens du ralentissement de la production et de la diminution de l'emploi. En même temps pourtant, la progression plus forte des profits qui n'agit guère sur la demande des biens de consommation, mais qui permet le placement de capitaux en nouveaux équipements, tend à augmenter le potentiel de production et éventuellement, la production elle-même. »

Il est peut-être opportun de rappeler que la grande crise économique a débuté aux Etats-Unis d'Amérique en 1929, et qu'elle a eu des répercussions très fortes dans le monde.

On peut objecter que les conditions actuelles sont différentes. C'est exact. La situation de la Belgique est beaucoup plus délicate parce que ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, n'ont pu reprendre leur position d'avant-guerre. Mais cela ne durera pas.

Voyons le marché intérieur. Deux industries, la bonneterie et la chaussure, ont connu ou connaissent encore, dans une certaine mesure, le chômage. Est-ce qu'on peut supposer que déjà tous les besoins sont satisfaits ? Evidemment non. Une enquête rapide suffirait pour le démontrer. La cause réelle ? Le pouvoir d'achat réduit des masses les empêche d'acheter suffisamment pour satisfaire tous leurs besoins.

Il s'agit de deux secteurs mineurs et relativement peu importants, mais qui ont précisément cette caractéristique d'être extrêmement sensibles aux réactions de la masse. C'est une raison majeure pour prêter une attention spéciale à ce qui s'y passe.

Tout cela démontre qu'il est grand temps d'assainir les prix, si l'on ne veut pas courir le risque d'un chômage intensif dans un avenir assez rapproché.

La distribution.

Ce secteur a été particulièrement critiqué; aussi avons-nous cru utile d'en examiner certains aspects.

Est-ce qu'il y a trop de commerçants ? Le tableau qui suit donne, sinon une réponse, du moins une indication très nette en ce qui concerne les tendances

des groupes principaux de l'activité économique en Belgique :

Année	Population totale	Industrie (1)	% du total	Commerce (2)	% du total	Agriculture	% du total
1880	5.520.009	1.287.468	23,3	262.638	4,9	807.696	14,8
1890	6.069.321	1.405.807	23,1	284.654	6,3	649.414	10,7
1900	6.193.548	1.604.676	23,9	483.701	7,1	697.809	10,4
1910	7.423.784	1.612.799	21,8	616.758	8,3	780.523	10,5
1920	7.405.569	1.494.264	20,1	596.505	8,0	610.573	8,2
1930	8.092.004	1.794.372	22,2	817.625	10,1	635.032	7,8

(1) Y compris la pêche.

(2) Y compris le transport.

Ces chiffres indiquent une tendance peu rassurante pour l'avenir du pays. S'il est vrai que la population industrielle augmente en chiffres absolus, il n'est pas moins significatif que le rapport entre la population totale et la population industrielle diminue. 1930 montre une reprise assez vigoureuse. Il convient de tenir compte que c'est la dernière année d'une période de haute conjoncture. En outre, la loi des huit heures a été introduite en 1921. Si on en tient compte et aussi du fait que la diminution des heures de travail a été en partie compensée par une plus grande productivité, on peut admettre que 1930 constitue un nouveau recul sur 1910.

En agriculture, la diminution est constante, tant en chiffres absolus qu'en pourcentages.

Chaque recensement — à une exception près — montre une augmentation de la population commerçante tant en chiffres absolus qu'en pourcentage.

L'évolution du nombre des établissements commerciaux.

Dans ce domaine, il faut se contenter de données assez récentes. En effet, le recensement des établissements commerciaux ne s'est fait pour la première fois qu'en 1910.

Les chiffres que nous reproduisons comprennent les établissements commerciaux s'occupant d'achat, vente et location des produits industriels et agricoles.

Année	Population totale	Index	Nombre d'établissements	Index
1910	7.423.784	100	204.466	100
1930	8.092.004	109	258.933	126
1937	8.361.220	112	303.480	148

Tandis que la population totale croît en vingt-sept années de 12 %, le nombre d'établissements commerciaux augmente de 48 %.

L'écart qui était déjà grand en 1930, début de la crise, ne fait que s'accroître et cela dans une proportion assez alarmante. Rien ne justifie, en effet, un accroissement des établissements commerciaux de 22 %, alors que la population n'accuse que 3 % d'augmentation.

On peut se demander quel est le genre des nouveaux établissements. Si on fixe la population de commerce à 100 pour l'année 1910, l'augmentation pour 1930 s'établit à 131.

Cet indice se rapproche sensiblement de 126. De telle façon qu'il est permis de supposer que ce sont surtout les petits établissements occupant une ou deux personnes qui se multiplient.

Il nous a paru intéressant d'établir le nombre d'habitants par établissement commercial. Voici le résultat :

1910 : un établissement pour 36 habitants;

1930 : un établissement pour 31,2 habitants;

1937 : un établissement pour 27 habitants.

Une telle situation ne saurait continuer sans entraîner à la longue de très gros inconvénients. Le nombre d'établissements commerciaux est trop grand. Plus grave est cependant le fait que le nombre de producteurs diminue régulièrement, alors que celui des distributeurs augmente. En effet, en un demi-siècle, les producteurs (industrie et agriculture ensemble) tombent de 38,1 % à 30 %, soit à peu de choses près, d'un quart. Les distributeurs, par contre, augmentent dans la même période de 4,9 à 10,1 %, soit plus du double. Le distributeur joue incontestablement un rôle nécessaire et personne ne pense à le supprimer. Il n'ajoute cependant aucune valeur à la marchandise, il rend service sans plus. Seul le producteur augmente la valeur du produit et c'est lui qui crée, par conséquent, la richesse. Il n'est donc nullement exagéré de dire qu'un pays s'appauvrit au fur et à mesure que le nombre de producteurs diminue.

La situation actuelle.

Les données statistiques manquent encore. Il est donc difficile d'avoir une idée plus ou moins exacte du nombre de ceux qui sont venus grossir encore l'effectif des distributeurs. Il ne semble pas contestable que leur nombre a augmenté sérieusement, ce qui a encore compliqué la situation.

Aussi, estimons-nous, et c'est notre conclusion, qu'il est grand temps d'étudier très sérieusement les mesures qu'il convient de prendre pour établir une situation saine, compatible avec l'intérêt général.

Un moyen simple et qui a donné des résultats ailleurs, est de propager l'idée de la coopération, tant entre les détaillants, qui y trouveraient le moyen d'éliminer des intermédiaires inutiles, qu'entre les consommateurs eux-mêmes.

Le problème présente des aspects compliqués et délicats. Le Gouvernement doit s'en occuper sérieusement, avec le désir de proposer une solution d'ensemble.

TROISIEME PARTIE.

LES INSTITUTIONS AUXILIAIRES DE L'ÉCONOMIE.

Institut National de Statistique.

ATTRIBUTIONS.

Les attributions de l'Institut National de Statistique sont déterminées par arrêté royal du 7 août 1939.

ORGANISME CONSULTATIF.

Conseil Supérieur de Statistique. — Pour les attributions, voir annexe III.

TRAVAUX EFFECTUÉS.

Les travaux actuellement effectués par l'Institut National de Statistique sont repris ci-après :

1. *Démographie* :

Toutes les statistiques démographiques sont actuellement dressées par l'Institut National de Statistique. Elles concernent :

- a) le mouvement de la population (statistique annuelle);
- b) le mouvement de l'état civil (statistique mensuelle — statistique annuelle);
- c) les recensements généraux de la population et des familles.

2. *Agriculture* :

- 1^o Recensement des ensemencements d'hiver et du cheptel (annuel).
- 2^o Recensement agricole et horticole du printemps (annuel).
- 3^o Situation et rendement des cultures (mensuel).
- 4^o Relevé trimestriel des animaux abattus pour la consommation.
- 5^o Relevé trimestriel des stocks de bois en grumes ou sciés.
- 6^o Diverses statistiques occasionnelles.
- 7^o Recensement général de l'agriculture (prochain en 1950).

3. *Industrie* :

- 1^o Recensement général de l'industrie (quinquennal).
- 2^o Statistiques mensuelles de la production dans les industries suivantes :
 - Azote;
 - Industrie transformatrice du bois;
 - Carrières;
 - Charbonnages;

Chaussures;
Chaux, calcaires et dérivés;
Caoutchouc;
Construction;
Eau;
Gaz;
Métaux non ferreux;
Papier;
Pétrole et produits dérivés;
Sidérurgie;

4. *Statistiques du commerce :*

a) COMMERCE INTÉRIEUR :

- 1^o Recensement des établissements commerciaux (quinquennal).
- 2^o Indice *mensuel* des ventes à la consommation.
- 3^o Statistique du commerce ambulant (mensuelle — travail commencé).

b) COMMERCE EXTÉRIEUR :

- 1^o Statistique du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (mensuelle).
- 2^o Statistique des licences (mensuelle).

5. *Statistiques des transports :*

- 1^o Statistiques du trafic international des ports (mensuelles).
- 2^o Statistiques de la navigation intérieure (mensuelles).
- 3^o Inventaire permanent des véhicules à moteur admis à la circulation (en préparation).

6. *Statistiques sociales :*

- a) Recensement général des professions;
- b) Indice des salaires :

Un indice est, à titre d'essai, calculé pour plusieurs industries. La méthode et la liste des établissements à consulter sont soumises aux Commissions paritaires compétentes. Dans quelques mois, il sera établi un indice des salaires pour toutes les branches d'activité ainsi qu'un indice général;

- c) Statistique des grèves et lock-outs (mensuelle);
- d) Statistique des accidents du travail (annuelle);
- e) Statistique du chômage en collaboration avec le Fonds provisoire de soutien aux chômeurs (mensuelle);
- f) Statistique des fonctionnaires (occasionnelle).

7. *Statistiques financières :*

a) Finances publiques :

- 1^o Statistique des finances provinciales et communales (budgets et comptes) (annuelle).

2^o Statistique des déclarations à l'impôt sur le revenu et à l'impôt complémentaire personnel (annuelle — travail en cours pour la première fois).

3^o Statistique de l'impôt foncier (en préparation).

Ces deux dernières statistiques permettront le calcul du revenu national par la méthode subjective.

b) Finances privées :

1^o Rendement des sociétés anonymes belges et congolaises (mensuel).

2^o Emissions (mensuelles).

3^o Indices boursiers (mensuels);

4^o Enquête sur le rendement des industries (annuelle).

En préparation :

1^o Statistique des coopératives;

2^o Statistique des hypothèques.

3^o Statistique des mutations immobilières.

8. Statistiques judiciaires :

1^o Statistique de l'Administration de la Justice (annuelle).

2^o Statistique criminelle (annuelle).

9. Statistiques intellectuelles (projet en préparation).

10. Etudes d'économétrie (en préparation).

11. Statistiques coloniales (à l'étude).

Statistique du commerce extérieur du Congo belge à partir de juillet.

ORGANISATION.

L'Institut National de Statistique est organisé comme suit :

1. Service d'études statistiques comprenant : six sections spécialisées, dirigées par des universitaires : tâche, préparation, analyse et publication des statistiques.

2. Service d'exécution : tâche, dépouillement.

3. Bureau de renseignements.

4. Bureau des traductions.

5. Secrétariat (affaires de personnel — comptabilité et économat).

Cette organisation est conforme au plan préconisé par M. Camu, Commissaire royal à la réforme administrative; au point de vue technique, elle donne satisfaction. Cependant, au point de vue administratif, il existe des lacunes d'organisation auxquelles il importe de remédier et au sujet desquelles les propositions nécessaires seront faites en temps opportun.

DÉPENSES ET PERSONNEL.

Le total des dépenses après réduction est de 37.346.480 francs (août compris).

Nous avons signalé une réduction de 450.000 francs sur le *Bulletin de Statistique*. Une autre économie a été réalisée sur le poste 9.5, location des machines. Elle est de l'ordre de 1.000.000 de francs.

Il nous a été expliqué que les maisons américaines ne disposeraient pas de machines cette année, de telle façon que la somme prévue de 4 millions de francs ne pourrait pas être employée.

Enfin, le poste de 2 millions de francs (art. 31), frais de déménagement de l'Institut National de Statistique ne sera pas employé cette année, parce que, un bâtiment convenable n'a pas été trouvé.

Il s'agit, en l'occurrence, de dépenses qui sont reportées à l'année prochaine. Elles devront d'ailleurs être augmentées sensiblement parce que, dans le domaine de la Statistique, notre pays a un retard à rattraper.

PERSONNEL INSUFFISANT.

Plus personne ne conteste l'utilité et on peut même dire la nécessité pour un état moderne de disposer de statistiques nombreuses et exactes. C'est ce qui explique que, même dans un pays comme les Etats-Unis d'Amérique, un effort considérable est fait pour perfectionner ce service.

Le tableau ci-dessous donne l'effectif permanent de ce service :

TRAVAUX STATISTIQUES	PERSONNEL		Total
	Service central	Service extérieur	
Dénombrement (population, établissements industriels, commerce, petite industrie, etc.	2.417	453	2.870
Dénombrement des exploitations agricoles	2.489	3.553	6.042
Commerce extérieur et intérieur	681	141	822
Salaires et prix	929	503	1.432
Mines	188	29	217
Recherches agricoles	502	208	710
Production agricole	202	393	595
TOTAUX	7.408	5.280	12.688

Le fonctionnement de ce service nécessite une dépense en traitement d'environ 31 millions de dollars et d'environ 4,4 millions de dollars pour d'autres frais, soit au total environ 35,4 millions de dollars.

L'Institut de Statistique occupe en tout 419 agents. C'est beaucoup moins, mais il convient de tenir compte que la Belgique est beaucoup plus petite et dispose de beaucoup moins de moyens. Il faut donc chercher une base de comparaison. Nous croyons que la plus simple est de mettre en regard le nombre d'agents occupés à la Statistique par millions d'habitants. Cette comparaison donne le résultat suivant :

Etats-Unis d'Amérique :	90
Belgique :	52

On peut en conclure que la Belgique reste considérablement en arrière avec les Etats-Unis d'Amérique puisque, pour 1 million d'habitants, l'Institut occupe 38 agents de moins. En se basant sur la situation américaine, l'Institut devrait disposer d'un effectif d'environ 720 agents.

* * *

On peut dire qu'il serait plus rationnel de prendre comme point de comparaison un petit pays. Prenons les Pays-Bas, nombre d'habitants sensiblement égal, situation économique et financière plus difficile que celle de la Belgique.

A titre comparatif, nous donnons ci-après la composition du personnel du Bureau Central des Statistiques des Pays-Bas et de Belgique pour les sections pour lesquelles une comparaison est possible :

	Pays-Bas cadre prévu	Belgique
Démographie	43	19
Statistiques économiques et sociales	394	69
Statistiques judiciaires	51	6
Conjoncture et statistique mathématiques	14	5
Statistiques des finances publiques et privées	80	25
Statistique du commerce et des transports	173	104
Statistique culturelle	33	2
Secrétariat, comptabilité et bureau de renseignements et bureau de traduction	58	40
Recensements généraux (préparation)	15	2
Economat	51	15
Mécanographie	415	132
	1.327	419

Peut-être objectera-t-on que le personnel occupé à la Statistique est en réalité plus nombreux, puisque certains départements continuent à faire « des enquêtes et relevés de renseignements faisant partie de la pratique administrative courante, à laquelle ils sont inséparablement liés par leur but spécial, limités aux exigences directes du service intéressé », comme le spécifie la loi du 7 août 1939.

Nous n'avons pas eu le temps de dresser la liste de ces enquêtes et relevés. Nous sommes d'avis que, dans le domaine de la statistique, il faut éviter l'éparpillement. Il faut, au surplus, faire un effort pour serrer la vérité d'aussi près que possible, parce que c'est le seul moyen d'obtenir du public qu'il y attache de l'importance. Enfin, il faut les établir sur des bases qui rendent les comparaisons possibles avec l'étranger.

Nous ne prétendons d'ailleurs nullement que, dans ce domaine, il faut un personnel aussi important qu'à l'étranger.

Nous avons simplement voulu faire ressortir que le personnel d'exécution de l'Institut National de Statistique est insuffisant pour la tâche qu'il doit remplir tant les demandes en statistique sont devenues nombreuses; d'autre part, pour activer les travaux, il manque à l'Institut National de Statistique, une équipe de quelques agents chargés de contrôler les déclarations en procédant spécialement par persuasion auprès des particuliers et des administrations.

LA MÉCANOGRAPHIE.

La modernisation de l'équipement **mécanographique** est en cours d'exécution. A moins de travaux extraordinaires, **on** peut estimer qu'à ce point de vue, l'équipement sera à peu près au point **pour** la fin de cette année.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

L'installation du service est défectueuse; les locaux ne conviennent pas pour un service aussi important, où le travail doit être fait à la chaîne. Les services sont trop dispersés; certains bureaux, mal aérés; le personnel du Service de mécanographie travaille dans un bruit assourdissant et dans des conditions ayant une influence néfaste pour la santé et pour le rendement des agents. D'autre part, aucune des prescriptions légales en matière d'installation du personnel n'est respectée. Si l'on veut qu'un organisme aussi important pour la gestion des affaires publiques et privées puisse continuer à remplir sa tâche et se développer, il faut l'installer dans des locaux convenables.

CONCLUSION.

Nous reconnaissons qu'un effort sérieux a été fait et que, dans une certaine mesure, il a été tenu compte des remarques faites l'année passée.

L'effort est cependant largement insuffisant. Le Gouvernement veut pratiquer, d'après la déclaration gouvernementale, une économie « orientée ». Une telle politique est impossible sans statistiques nombreuses et véridiques. Les particuliers eux-mêmes ne peuvent travailler sans disposer de renseignements sérieux. Les affirmations contradictoires et rarement prouvées, loin d'apporter la lumière sur des problèmes importants, rendent la recherche de solution onéreuse et parfois impossible.

Loin de faire des économies, il faudra consentir de nouvelles dépenses, pour parfaire un appareil indispensable tant aux pouvoirs publics qu'aux particuliers pour que l'effort économique puisse être porté au maximum.

La Recherche scientifique.

Le crédit est passé de 30 à 50 millions. Ce crédit est mis à la disposition de l'I.R.S.I.A. Cet organisme, après examen sérieux, subsidie les initiatives qu'il juge dignes d'intérêt.

(Voir la liste des entreprises qui ont été subsidiées pendant l'année 1946 dans le rapport de la Chambre des Représentants, page 33, document 252.)

La nouvelle augmentation marque un effort sérieux et témoigne de l'intérêt que le Ministère attache aux recherches scientifiques.

La question se pose de savoir jusqu'où il faut aller dans ce domaine. Nous croyons utile de communiquer un tableau, qui donne quelques renseignements à ce sujet. Il est repris d'une étude faite par M. W. De Keyser, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, et publiée en 1944 par la C.E.P.A.G., à Londres :

	U.S.A.	ANGLETERRE	U.R.S.S.	BELGIQUE
Dépenses totales aux recherches scientifiques . . . fr.	13.200 millions	1.232 millions	?	?
% par rapport au revenu national.	0,35%	0,2%	1%	?
Dépenses totales du Gouvernement	5.456 millions	528 millions	?	7 millions
% par rapport au revenu national.	0,14%	0,08%	?	0,014 %
Subvention du Gouvernement aux recherches industrielles	?	153,5 millions		1 million
% par rapport au revenu national.	?	0,025%		0,002%

Tous ces chiffres se rapportent, bien entendu, aux situations d'avant guerre. Il faut constater, non sans regret, que l'effort belge restait loin derrière celui des Anglais, non seulement en chiffres absolus, ce qui s'explique aisément, mais également en pourcentage, ce qui est beaucoup moins excusable.

Il ne suffit pas de constater que notre industrie perd du terrain et de s'en plaindre. Au contraire, il faut réagir et employer les moyens nécessaires pour reprendre le terrain perdu.

Un effort sérieux a été fait, mais il nous paraît encore insuffisant. En effet, pour nous mettre au niveau d'avant-guerre des Anglais, il faudrait dépenser 0,2 % de 180.000 millions ou 360 millions, dont 144 millions à charge de l'Etat.

D'autres Ministères que celui des Affaires Economiques inscrivent à leur budget des crédits qui doivent être ajoutés aux 50 millions des Affaires Economiques.

Devant l'ampleur des sacrifices requis, on peut se demander ce que ces dépenses rapportent au pays. Nous pourrions répondre par une autre question, notamment celle de savoir ce que l'industrie a déjà perdu du fait que les recher-

ches scientifiques ont été insuffisamment développées. Nous préférons cependant nous référer au rapport dont il a été question plus haut.

Nous y lisons :

« Il est difficile d'établir exactement ce que la recherche scientifique rapporte à l'industrie. Le D.S.I.R. (Department of Scientific and Industrial Research) a cependant entrepris une enquête à cet égard et a obtenu quelques résultats intéressants.

» En ce qui concerne les hauts-fourneaux, l'électricité, l'industrie alimentaire, l'industrie cotonnière, le D.S.I.R. estime que des dépenses totales, de l'ordre de 44.000 livres, ont permis des économies qui se chiffrent annuellement à 3.250.000 livres.

» Cette économie ne profite évidemment pas à un seul groupe de personnes, mais s'étend à l'industrie entière, ne se chiffrant parfois que par de petites sommes, ce qui explique quelque peu le manque d'ardeur avec lequel certains industriels profitent de cette source, pourtant importante de revenus. Cela justifie, par ailleurs, pleinement l'intervention de l'État. »

Evidemment, l'Etat doit intervenir et même largement. Un réel effort a d'ailleurs été fait depuis la libération. Nous espérons que l'extrait qui précède convaincra tous les industriels qu'ils ont un intérêt évident à consacrer des sommes importantes pour la recherche scientifique.

La parcimonie montrée avant guerre vis-à-vis des recherches scientifiques a placé le pays devant deux autres difficultés qui, l'une et l'autre, demanderont un certain temps pour être résolue.

D'un côté, il y a manque de personnel scientifique. De l'autre, il sera nécessaire de perfectionner les laboratoires existants et d'en créer de nouveaux. Cela est d'autant plus regrettable actuellement et pendant les années suivantes, qu'un effort tout spécial s'impose.

Un exemple typique et qui intéressera au plus haut point l'industrie, est celui de l'énergie nucléaire. Si nous sommes bien renseignés, on vient de créer un centre de recherche. Il faudra acheter des appareils qui coûtent très cher et il faudra augmenter le nombre de spécialistes.

Un effort particulièrement énergique s'impose, car la guerre nous a été très défavorable dans ce domaine. Avant 1940, la Belgique avait pratiquement acquis un monopole dans la fabrication du radium. Tout permettait donc de croire qu'un jour notre pays serait un des premiers à jouer un rôle intéressant dans la production de l'énergie nucléaire. Par suite de la guerre, cet espoir ne s'est pas réalisé. Dans le stade actuel, la production de l'énergie nucléaire demande des installations qui dépassent nos possibilités financières.

Il serait, d'autre part, regrettable que le Congo puisse livrer la matière première, mais que la transformation doive s'opérer à l'étranger.

Tout espoir ne doit d'ailleurs pas être écarté. En effet, si la méthode de production de l'énergie nucléaire est connue, il faut encore mettre au point le procédé qui permettra son utilisation industrielle. Rien ne permet de dire d'ailleurs que la méthode de production actuelle ne peut plus subir des perfectionnements. Mais il faut faire vite et ne reculer devant aucune difficulté.

De ce qui précède, nous pouvons conclure :

En tout premier lieu, « les économies » faites dans le domaine de la recherche scientifique se traduisent, tôt ou tard, par des pertes sensibles pour l'économie nationale. Ensuite, outre les sacrifices financiers, il faut prendre les mesures

nécessaires pour donner à la recherche scientifique une place de premier choix. Cela est d'autant plus nécessaire que, vu nos possibilités financières, il faudra suppléer à la quantité par la qualité.

Pour atteindre ce résultat, il sera nécessaire de créer une organisation coordonnée évitant, autant que possible, les pertes et les doubles emplois. La guerre a d'ailleurs démontré que les résultats surprenants atteints dans les grands pays, sont dûs, pour une bonne partie, à l'organisation méthodique de la recherche et en substituant, là où cela était possible, l'effort collectif à l'effort individuel. Nous visons, bien entendu, les recherches scientifiques industrielles.

Depuis la libération, l'I. R. S. I. A. a été créée. Elle a fait un travail excellent, comme le démontre l'annexe III du rapport de la Chambre des Représentants (document 252, page 33) donnant la liste des entreprises ayant bénéficié, en 1946, de subsides.

Le rôle de l'I. R. S. I. A. est cependant limité, en ce sens que son rôle consiste uniquement à encourager les efforts qui lui paraissent dignes d'être soutenus.

L'arrêté-loi du 30 janvier 1947, pris par M. le Ministre De Groote, et fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner la technique des diverses branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique, constitue un premier pas dans la voie de l'organisation méthodique.

Les centres dont il est question dans l'arrêté-loi ressemblent beaucoup aux « Research Associations » de l'Angleterre. Dans ce dernier pays, ces organisations de base dépendent du D. S. I. R. A côté de celui-ci fonctionnent le « Medical Research Council » et l' « Agricultural Research Council ». Ces trois organismes assurent la liaison avec les Universités et dépendent, à leur tour, du « Privy Council ».

De ce dernier Ministère dépend, d'autre part, le « Service de Planning Central », qui s'occupe du rééquipement de l'industrie.

Le tout est conçu pour lier la science à l'industrie. Cet exemple montre qu'il est nécessaire de continuer l'effort d'organisation méthodique de la recherche scientifique.

Surtout, et c'est là que nous insistons énergiquement, plus d'économies sur les recherches scientifiques.

Nous espérons qu'au contraire, le Gouvernement continuera à amplifier son effort, malgré les difficultés financières.

Nous souhaitons, d'autre part, que l'industrie elle-même ne recule plus devant les sacrifices qu'elle doit s'imposer.

Information et Documentation.

Le Ministre des Affaires Economiques manque, à notre avis, d'un service essentiel. D'abord un service d'information : nous savons très bien que la création d'un tel service se heurtera à des difficultés, ou, pour être plus exact, à des préjugés. Immédiatement, l'on songe, en effet, à la propagande des Etats totalitaires et, sans le dire, on a plus ou moins la crainte que le Ministre en fonction pourrait s'en servir pour influencer l'opinion publique. Ces objections n'ont que très peu de valeur. Voyons l'Angleterre, où les partis politiques se livrent une lutte très âpre. Le Gouvernement socialiste a mené une cam-

pagne publicitaire admirable pour faire comprendre à la population la nécessité d'exporter. Jamais il n'y eût la moindre critique parce qu'il s'agissait tout simplement de défendre les intérêts du pays. La population, grâce à cette campagne, a compris, et le résultat en est que, dans ce domaine, les efforts du Gouvernement anglais sont soutenus par toute la population. Le soutien est d'autant plus significatif qu'il comporte pour tous des sacrifices.

Nous pourrions multiplier cet exemple. La Hollande édite un hebdomadaire d'allure économique. Il présente des études économiques, non seulement sur la situation en Hollande, mais également ailleurs. Toute politique partisane est rigoureusement exclue, l'information est objective. Les Hollandais comprennent les difficultés du moment, ils savent que, sans devises, il n'y a personne qui peut les tirer de leurs difficultés. Tout cela est une question d'honnêteté et si cette dernière est respectée, le pays ne peut que tirer profit d'une information judicieuse.

On nous a objecté : il y a les conférences de presse. Nous n'en sommes pas trop partisans. Il s'agit d'une innovation américaine, où les traditions et les règles du jeu parlementaire sont toutes différentes. Un Secrétaire d'Etat ne dispose pas, dans ce pays, d'une tribune parlementaire; il peut être entendu par une commission parlementaire, c'est tout, et c'est très peu. A certains moments, nous avons eu des Ministres qui convoquaient un tel nombre de conférences, qu'on avait nettement l'impression qu'ils avaient totalement oublié qu'en Belgique il y a un Parlement.

De plus, il y a chez nous, comme d'ailleurs en Angleterre, une tradition qui veut que le Ministre, qui a quelque chose d'important à communiquer au pays, le fait par l'entremise du Parlement. Enfin, les conférences de presse ne montrent pas toujours, d'une façon objective, les deux côtés de la médaille.

D'ailleurs, pourquoi insister ? Plusieurs Ministères éditent des périodiques. Pour autant que nous sachions, il n'y a aucune critique sérieuse en ce qui concerne l'objectivité.

Peut-être que l'on objectera qu'un tel besoin n'existe pas dans notre pays. Erreur grave; ce n'est pas parce que momentanément l'économie traverse une bonne période que demain il n'y a aucune difficulté à prévoir.

D'ailleurs, il y a des problèmes immédiats à résoudre, et il serait facile de donner des exemples. Pour que le pays puisse aider, il faut lui exposer objectivement les difficultés auxquelles il doit faire face.

DOCUMENTATION.

Si l'on veut que l'industrie se modernise et continue à suivre le progrès technique et social, il doit disposer d'un appareil de documentation aussi parfait que possible. Peut-on demander à un industriel, même puissant, qu'il ait un service pour examiner, même superficiellement, les dizaines, parfois les centaines de revues, publiées dans le monde pour en extraire les renseignements qui l'intéressent ? Evidemment non. Un tel service lui coûterait trop cher. Il n'y a que le Gouvernement qui puisse l'organiser rationnellement. Il finira d'ailleurs par couvrir lui-même tous ses frais, du fait que l'industriel sera certainement disposé à payer un prix proportionnel aux services qui lui seraient rendus. Inutile d'insister d'ailleurs sur ce point. Bien documenté sur ce qui se passe dans le domaine qui l'intéresse, l'industriel prévoyant sera

incité à suivre le progrès dans tous les domaines. De tels services existent dans d'autres pays et y rendent des services appréciés.

Un Commissaire a exprimé des doutes en ce qui concerne l'utilité d'un service de documentation. Il doute, au surplus, que l'Etat soit capable de l'organiser.

* * *

Le problème de la documentation présente d'ailleurs un autre aspect. Déjà dans notre rapport précédent, nous avons insisté sur la nécessité de rattacher le « Commerce Extérieur » au Ministère des Affaires Economiques. Nous ne reviendrons pas sur ce point, car il semble bien que l'idée doit encore faire son chemin. Les circonstances finiront bien par en démontrer la nécessité.

Personne ne contestera que le Ministre des Affaires Economiques doit avoir une vue complète non seulement de l'économie nationale, mais également des principaux pays avec lesquels nous entretenons des rapports économiques importants. Les renseignements d'ordre commercial sont incontestablement utiles, mais insuffisants, pour se former une opinion de la situation économique d'un pays. Pour cela, il faut toute une série d'autres renseignements, que l'on ne trouve qu'imparfaitement dans les publications officielles ou privées. Pour interpréter et comprendre certains faits, il faut, au surplus, tenir compte de l'état d'esprit régnant dans le pays. Dans plusieurs pays, des transformations profondes s'opèrent. Celles-ci ne manqueront pas d'influencer considérablement la structure économique future de ces pays. Il convient de suivre régulièrement et d'une façon objective ces transformations. Rien n'indique, en effet, qu'elles ne nous obligeront pas de revoir notre propre situation, du fait que notre industrie doit avoir la possibilité de lutter avec des armes égales.

Toutes ces considérations militent en faveur du principe d'une représentation économique directe dans un certain nombre de pays importants. La Belgique peut difficilement imiter les grands pays, qui ont de plus en plus recours à une spécialisation très poussée d'attachés. Cette difficulté peut être surmontée, à notre avis, en confiant à un attaché une mission plus étendue, par exemple en lui confiant l'économie et les questions sociales.

Il nous semble en tout cas impossible de charger les représentations diplomatiques d'une tâche aussi étendue et spéciale. Dès lors, il faudra se décider à recourir à des spécialistes. C'est le moyen adéquat pour que le Ministre des Affaires Economiques puisse disposer de tous les éléments qui déterminent une information exacte et objective. L'expérience faite par la présence d'un attaché économique près de notre ambassade à Londres a d'ailleurs produit des résultats intéressants.

De la possibilité de garantir la qualité de nos produits.

Nous avons déjà eu l'occasion d'attirer l'attention sur cette importante question. Nous avons proposé alors l'introduction d'une marque nationale. Rien n'a été réalisé dans ce domaine. C'est regrettable. En effet, on ne cesse de proclamer qu'il faut améliorer la qualité des produits belges, entretemps, rien n'est fait. Les producteurs honnêtes sont obligés d'employer des procédés qui leur répugnent, mais ils doivent tenir tête aux marchandises de moindre qualité jetées sur le marché. Pour les textiles, par exemple, il est difficile de trouver des tissus en coton. A peu près tout est vendu « pure laine ». Inutile d'ailleurs d'insister, tout le monde sait ce qui se passe.

Il est grand temps de prendre les mesures nécessaires pour garantir la qualité de nos produits. Il est cependant évident que le Ministère ne peut songer à édicter une série imposante d'arrêtés, spécifiant, pour chaque produit, les normes déterminant la qualité.

D'autres pays se sont trouvés en face des mêmes difficultés. Ils sont parvenus à résoudre le problème à la satisfaction du producteur, du distributeur et du consommateur.

Le système le plus simple nous paraît celui qui existe aux Etats-Unis d'Amérique. En 1915 a été créé la « Federal Trade Commission ». Celle-ci convoque en conférence nationale les producteurs d'un même article ou d'un même groupe d'articles. Les producteurs qui, de par leur expérience, sont les mieux qualifiés pour le faire, sont invités à fixer les règles du « fair-trade practice » (pratique du commerce sincère). Si ces règles standard donnent satisfaction, elles sont acceptées par le F.T.C. et tout producteur doit les observer.

Dans certains cas, les produits qui ne satisfont pas à ces règles doivent porter l'inscription « imitation »; tel est le cas, par exemple, pour la confiture. Celle-ci doit contenir 45 livres de fruits pour 55 livres de sucre. Le produit qui contient moins de fruits est considéré comme imitation.

Le contrôle est très simple puisqu'il est fait par le consommateur, le distributeur et le producteur. Un consommateur croit qu'il a été trompé, il envoie l'article au laboratoire officiel, celui-ci procède à l'analyse; s'il y a fraude, la F.T.C. est avertie, elle dresse procès-verbal et le coupable est condamné à une amende qui peut aller jusqu'à 5.000 dollars. De plus, le petit corps de contrôleurs de la F.T.C. surveille spécialement le délinquant, jusqu'à ce qu'il soit dans la bonne voie.

Le système est simple, fonctionne avec un minimum d'agents et donne des résultats excellents. Il y a naturellement d'autres méthodes pour atteindre le même résultat. Le système américain nous paraît cependant particulièrement recommandable parce qu'il est démocratique — même les consommateurs sont entendus — et rationnel. D'autre part, les dépenses à prévoir sont peu élevées. Nous espérons en tout cas que, dès cette année, des mesures seront prises pour ébaucher l'un ou l'autre système. Si le Gouvernement veut donner aux traitements et salaires une puissance d'achat maximum, il faut en arriver à mettre sur le marché des produits de bonne qualité.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le budget des Affaires Economiques pour 1947 a été adopté à l'unanimité moins une abstention.

Le Rapporteur,
A. DE BLOCK.

Le Président,
F. LOGEN.

ANNEXE I.

INDICE DES SALAIRES.

Il n'existe pas d'indice officiel des salaires en Belgique. Sans doute, l'Institut National de Statistique procède en ce moment, avec la collaboration du Département du Travail, à une enquête approfondie dont les résultats permettront l'établissement d'un tel indice, mais il est normal que cette enquête, la première de l'espèce par son ampleur, exige encore plusieurs mois de travail.

Toutefois, le Gouvernement dispose, dès à présent, d'un certain nombre de renseignements qui, faute de mieux, peuvent servir de base à une appréciation du mouvement des salaires depuis la guerre.

En effet, d'une part, nous connaissons l'importance des hausses consenties officiellement à la suite des diverses Conférences du Travail.

D'autre part, en ce qui concerne le niveau effectivement atteint par les salaires à l'heure actuelle, le Gouvernement possède les renseignements fournis au Département du Travail à l'occasion des demandes introduites soit par des Commissions paritaires, soit par des entreprises individuelles, en vue d'obtenir un réajustement des salaires sur la base de l'arrêté-loi du 14 août 1946, pris à la suite des résolutions de la Conférence Nationale du Travail du 12 août.

Il s'agit, bien entendu, uniquement du secteur privé, ces investigations ne s'étendant pas aux services publics.

Ces demandes, une fois introduites, furent soumises pour avis à trois commissions, dont la Commission centrale régulatrice des Prix.

Celle-ci a, en collaboration avec le Service des Etudes du Département des Affaires Economiques, établi un relevé des décisions prises en la matière par M. le Ministre du Travail. Dans ce relevé figurent, pour chaque entreprise ou groupe d'entreprises intéressé, les renseignements apportés par les demandeurs, à savoir les salaires payés en mai 1940 et ceux payés immédiatement avant la session de la Conférence Nationale du Travail du 12 août 1946. L'on a indiqué en regard le nouveau salaire approuvé par M. le Ministre du Travail et l'on a pu calculer de la sorte l'indice de l'augmentation constatée depuis 1940. Connaissant, d'autre part, grâce aux indices de la Banque Nationale, l'augmentation moyenne dans chaque secteur de 1936 à 1940, il est possible de comparer le niveau actuel à la moyenne des années 1936 à 1938, moyenne choisie comme base de référence tant pour le prix de détail et le coût de la vie que pour les salaires.

Les renseignements ainsi recueillis ne constituent évidemment que le résultat d'un sondage. Mais tel quel, ce sondage a porté sur un nombre suffisant de secteurs, d'entreprises et de travailleurs pour permettre de se faire une opinion sur la question.

Au total, plus de 900 dossiers ont été ainsi étudiés. En éliminant :

1° tous les dossiers ne comportant pas de données suffisantes en ce qui concerne le salaire d'avant guerre;

2° les cas de réajustements individuels, ceux de réajustements partiels, c'est-à-dire ne visant qu'une faible proportion du personnel d'une entreprise, et enfin ceux n'intéressant que de très petites entreprises n'ayant pas de caractère représentatif de leur secteur et de leur région, il a été possible de dresser un tableau englobant 122 entreprises ou groupes d'entreprises (par groupe il faut entendre, par exemple, toutes les carrières de telle région) réparties entre neuf secteurs : la sidérurgie, les fabrications métalliques, les carrières, les produits chimiques, l'alimentation en général, les brasseries et malteries, les peaux et cuirs, le papier et le carton. A cela il faut ajouter les renseignements détaillés que l'on possède actuellement en ce qui concerne les charbonnages, l'industrie du bâtiment et l'industrie textile. L'ensemble de ces secteurs groupe environ 638.000 travailleurs.

Parmi les données ainsi recueillies, il convient d'attacher une importance spéciale à celles relatives aux salaires des manœuvres. En effet, les ouvriers spécialisés et qualifiés présentent, d'un secteur à l'autre, des caractéristiques beaucoup plus diversifiées, et il est, dès lors, plus difficile de comparer leurs rémunérations entre elles. Une certaine diversité existe sans doute également parmi les manœuvres, mais elle est, en général, beaucoup moindre, et, dès lors, leurs salaires peuvent bien mieux servir de commun dénominateur. De plus, il est de tradition et dans la logique des choses que les salaires des manœuvres servent de point de départ à l'établissement de toute l'échelle des salaires dans toute entreprise comme dans tout secteur déterminé. Enfin, il s'avère que, contrairement à ce qui a été souvent affirmé, les salaires des qualifiés ne sont nullement en retard, dans la généralité des cas, sur le mouvement de hausse des salaires des manœuvres.

Cet indice est pondéré, en tenant compte de l'importance relative de chacun de ces secteurs au point de vue du nombre des travailleurs occupés. Il a parfois été objecté qu'en tenant compte de secteurs tels que les charbonnages, le bâtiment et le textile, où la hausse des rémunérations a été la plus forte depuis la guerre, l'on influence fortement l'indice dans le sens de la hausse. Mais c'eût été fausser l'indice que de ne pas en tenir compte, parce que ces industries comportent à elles seules le tiers des travailleurs de Belgique (environ 400.000) et que, de ce fait, leur influence sur le niveau d'ensemble des rémunérations est très considérable.

Voici d'ailleurs les chiffres indiquant la dispersion actuellement constatée entre les indices des différents secteurs (base 1936-1938 = 100) :

Charbonnages	367
Sidérurgie	303
Fabrications métalliques	301
Bâtiment	324
Papier et carton	310
Produits chimiques	294
Peaux et cuirs	322
Alimentation en général	294
Brasseries, malteries, distilleries	286
Industrie textile	319
<i>Moyenne pondérée</i>	<i>320</i>

L'indice général des salaires résulte de la moyenne arithmétique pondérée de ces indices particuliers. En raison de la dispersion que l'on vient de montrer (l'indice des brasseries est à 286, tandis que celui des charbonnages est à 367), il est bien évident que certains salaires se trouvent sensiblement au-dessous de cette moyenne, mais, par contre, d'autres la dépassent dans les mêmes proportions.

Il faut aussi remarquer que l'indice 320 sur la base 1936-1938 = 100 correspond à l'indice 280 sur la base 10 mai 1940 = 100. En effet, entre 1936-1938 et 1940, la hausse des salaires a été d'environ 14 %.

ANNEXE II.

EXPLICATION DU TABLEAU DES PRIX DE DÉTAIL.

I. — L'indice global comprend 56 articles.

Ils sont :

1^o *Produits alimentaires* (34 articles), à savoir :

1. Pain de ménage.
2. Pommes de terre.
3. Fromage.
4. Lait complet.
5. Œufs.
6. Beurre de ferme.
7. Beurre de laiterie.
8. Saumon.
9. Café.
10. Chicorée.
11. Riz.
12. Sucre scié.
13. Haricots.
14. Conserves de petits pois.
15. Huile.
16. Vinaigre.
17. Sel.
18. Margarine.
19. Pâte de pommes.
20. Cacao.
21. Chocolat.
22. Pois cassés.
23. Macaroni.
24. Sardines.
25. Bières de ménage.
26. Graisse de bœuf.
27. Entrecôte au filet.
28. Haché.
29. Bouilli.
30. Côtelettes de porc.
31. Lard.
32. Saindoux.
33. Blanquette de veau.
34. Jambon.

2° *Produits d'habillement* (12 articles), à savoir :

1. Chemise homme.
2. Col.
3. Chaussettes de travail.
4. Laine.
5. Pantalon de travail.
6. Coton.
7. Casquette.
8. Chapeau.
9. Costume veston sur mesure.
10. Chaussures homme.
11. Ressemelage complet.
12. Sabots.

3° *Produits d'entretien* (5 articles), à savoir :

1. Brosse.
2. Torchon.
3. Amidon.
4. Savon mou.
5. Savon blanc.

4° *Chauffage et éclairage* (3 articles) :

1. Charbon.
2. Gaz.
3. Electricité.

5° Restent en outre, *le tabac et les allumettes*.

On constate donc que, par rapport à octobre 1945 :

l'indice global est tombé de 359,1 à 331,1;

l'indice de l'alimentation est passé de 265,1 à 278,2;

l'indice de l'habillement est tombé de 520,3 à 392,4;

l'indice de l'entretien est tombé de 686 à 518,5;

l'indice de chauffage et éclairage est passé de 208,1 à 290,6.

II. — Pendant la période de fin 1945 à avril 1947, les salaires ont subi les modifications suivantes :

1. Augmentation de 20 % (Conférence Nationale du Travail du 30 juillet 1945).

2. Augmentation de 2,66 % (Conférence Nationale du Travail du 16 janvier 1946, paiement de huit jours fériés par an).

3. Augmentation de 20 % en moyenne (Conférence Nationale du Travail du 12 août 1946 — réajustement des bas salaires).

ANNEXE III.

**LISTE DES COMMISSIONS
RELEVANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES.**

1. — Commission d'orientation économique (COREC).

Arrêté organique : Arrêté du Régent du 13 janvier 1945 (*Moniteur Belge* du 24 janvier 1945).

Président : M. le Ministre des Affaires Economiques.

Mission :

1^o Etudier les problèmes relatifs à la structure, à la réglementation et à l'organisation de l'économie belge et plus particulièrement des questions d'orientation et de la réadaptation;

2^o Emettre son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre, ou, à son intervention, par le Comité ministériel de coordination économique ou le Conseil des Ministres;

3^o Proposer, le cas échéant, au Ministre, ou à son intervention, au Comité ministériel de coordination économique ou au Conseil des Ministres, toutes mesures générales ou spéciales en conclusion de ses études.

N. B. — Les membres de la COREC n'ont pas encore été désignés. La COREC se substitue à la Commission d'orientation industrielle (CORI) créée par arrêté ministériel du 20 avril 1936.

Réunions : Cette Commission n'a jamais fonctionné, ses membres n'ayant pas été désignés. Sa mise en activité ne se justifie d'ailleurs plus, par suite de la création ultérieure du Ministère du Rééquipement National, d'une part, et de la Commission de coordination économique, d'autre part.

2. — Conseil supérieur de la statistique (anciennement : Commission centrale de Statistique).

Arrêté organique : 29 octobre 1946 (*Moniteur Belge* du 7 novembre 1946), abrogeant l'arrêté royal du 16 mars 1841, organique de la Commission centrale de Statistique.

Président : M. G. Mullie.

Mission : Veiller à l'élaboration par l'Institut national de Statistique et éventuellement par le ou les Départements intéressés, des statistiques d'intérêt public. Il fait toutes les propositions qui lui paraîtraient propres à introduire de l'unité ou des améliorations dans les travaux statistiques.

Aucune statistique nouvelle ne peut être entreprise par les Administrations de l'Etat; aucune statistique existante ne peut être suspendue ou modifiée sans que le Conseil supérieur de Statistique ait été entendu.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : dix.

3. — **Commission des nombres indices des prix de détail et du coût de la vie.**

Arrêté organique : 2 avril 1935 (*Moniteur Belge* du 20 avril 1935) — 20 décembre 1945 (*Moniteur Belge* du 23 décembre 1945).

Président : M. A. Julin.

Mission :

1^o Etudier toute question de méthode relative à la construction du nombre-indice des prix de détail;

2^o Examiner chaque mois, ou à tout le moins à des dates déterminées, les feuilles de relevé des prix de détail dans les diverses communes du royaume où s'effectue ce relevé et entendre les observations et remarques des représentants de l'Administration compétente;

3^o Prendre connaissance des réclamations dirigées contre l'index, lorsqu'elles portent sur un point précis et de déléguer, éventuellement, certains de ses membres pour enquêter sur ce point.

4^o L'arrêté du Régent du 20 décembre 1945 dispose que « la mission » et les attributions de la « Commission du nombre-indice des prix de détail » s'étendent à tous les indices des prix de détail et du coût de la vie. La Commission portera le titre de « Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie ».

Réunions : En principe se réunit hebdomadairement.

4. — **Comité ministériel de coordination économique.**

Arrêté organique : Arrêté royal du 26 août 1938 (*Moniteur Belge* du 8 septembre 1938).

Président : M. le Premier Ministre.

Mission :

1^o Examiner, dans le cadre de la politique générale du Gouvernement :

a) sur la base du budget extraordinaire, le programme des travaux publics et le programme des marchés à conclure par les pouvoirs publics et les établissements publics;

b) les répercussions économiques de la politique financière et fiscale, de la législation sociale, des interventions de l'Etat dans le domaine du crédit et de la politique des transports;

c) tout problème dont les membres du Gouvernement le saisissent par l'entremise du Premier Ministre et du Ministre des Affaires Economiques;

2^o Donner son avis sur certaines questions, avant délibération du Conseil des Ministres (Cfr. *Moniteur Belge* du 8 septembre 1938).

Réunions : En principe, se réunit toutes les semaines.

5. — Commission de coordination économique.

Arrêté organique : 23 décembre 1946 (*Moniteur Belge* du 25 décembre 1946).

Président : M. Jacquemijns, G., professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Mission :

1^o Donner, à la demande des Ministres compétents, ses avis et suggestions sur toutes questions relatives à la coordination des problèmes économiques concernant les prix et salaires, et les programmes généraux de production et la distribution jusqu'au moment où le Conseil national de l'Economie sera constitué;

2^o Faire d'initiative toutes les propositions qu'elle jugera utiles, relativement aux problèmes précités.

Réunions : La Commission ayant été instituée en décembre 1946, aucune réunion n'a eu lieu cette année.

6. — Commission d'études chargée de préparer la revision de la législation sur le registre du commerce et de l'élaboration d'un statut légal des Chambres de commerce.

Arrêté organique : Arrêté du Régent du 21 janvier 1946 (*Moniteur Belge* du 24 janvier 1946).

Président : M. Van Ackere, ancien Sénateur.

Mission : Revision de la loi du 30 mai 1924, modifiée par celle du 9 mars 1939, portant création du registre du commerce et élaboration d'un statut légal des Chambres de commerce.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : vingt.

7. — Commission d'études chargée de préparer la revision de la législation sur le fonds de commerce.

Arrêté organique : Arrêté du Régent du 9 janvier 1946 (*Moniteur Belge* du 12 janvier 1946), modifié par l'arrêté ministériel du 21 juin 1946 (*Moniteur Belge* du 19 juillet 1946).

Président : M. Cuvelier, F., avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles.

Mission :

1^o Elaboration de dispositions tendant notamment à renforcer l'efficacité des prescriptions réglant la mise en nantissement et à organiser dans le détail le régime de la vente du fonds de commerce comme tel et l'exercice du privi-

lège du créancier gagiste (chapitre I^{er} de la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle);
2^o Revision des chapitres II et III de la loi du 25 octobre 1919, précitée.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : vingt-trois.

8. — Commission des fils et tissus.

Arrêté organique : Arrêté royal du 30 juin 1909 (*Moniteur Belge* du 7 août 1909) — Arrêté royal du 18 décembre 1929 (*Moniteur Belge* du 4 janvier 1930).

Président : M. Gérard, M., Directeur général honoraire.

Mission :

1^o Contrôler les opérations des agents de la douane ayant pour objet la vérification de l'identité des fils admis temporairement en franchise partielle ou totale de droits d'entrée convertis en tissus et réexportés sous cette forme;

2^o Procéder à l'expertise des tissus et accessoires, à l'usage du personnel des administrations des chemins de fer, des postes et des télégraphes, qui lui seront soumis par le Conseil d'administration de la masse d'habillement des chemins de fer et par le Conseil d'administration du Service de l'habillement des postes et des télégraphes;

3^o Procéder à l'expertise des draps et tissus destinés à l'habillement des surveillants et des pensionnaires des établissements de bienfaisance de l'Etat et des détenus des Maisons de Hoogstraeten, Merxplas, etc.

Réunions : La Commission se réunit hebdomadairement.

9. — Conseil du Contentieux économique.

Arrêté organique : Arrêté royal du 13 janvier 1935 (*Moniteur Belge* du 18 janvier 1935).

Président : M. Fauquel, Président de la Cour de Cassation.

Mission : En attendant que la Cour du Contentieux administratif, dont le Roi Albert a suggéré la création dans sa lettre du 4 janvier 1934, ait été constituée, le Gouvernement constitue un organisme offrant le maximum de garanties et d'impartialité pour donner son avis après débats contradictoires sur toutes les questions d'ordre professionnel et économique dans lesquelles des intérêts seraient en opposition et après avoir confronté les points de vue, peut-être divergents, de la petite, de la moyenne, comme de la grosse industrie.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : vingt.

10. — Conseil d'enquête économique pour étrangers.

Arrêté organique : Arrêté royal du 16 novembre 1939 (*Moniteur Belge* du 27/28 novembre 1939).

Président : M. Caeremijnck, Conseiller à la Cour d'Appel de Bruxelles.

Mission : Comité institué en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 16 novembre 1939, portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers. Cet arrêté stipule que « tout étranger qui exerce sur le territoire du royaume un métier, une profession ou une activité quelconque de caractère lucratif, doit être porteur d'un titre de séjour régulier ou d'un document ou visa l'autorisant à voyager en Belgique.

L'étranger dont le métier, la profession ou l'activité de caractère lucratif ne tombe pas sous l'application des arrêtés royaux n° 285 du 31 mars 1936 complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, et du 29 décembre 1936 portant coordination de la réglementation du commerce ambulancier, doit, en outre, être titulaire d'une carte professionnelle.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : trente-deux pendant la période s'écoulant entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre. D'autre part, vingt-cinq réunions se sont déjà tenues depuis le début de 1947.

11. — Comité directeur des « Annales des Mines ».

Législation : Arrêté royal du 9 mars 1896 (*Moniteur Belge* du 12 mars 1896) — 30 juin 1939 — 14 février 1936 — 31 juillet 1946.

Président : M. Meyers (Administration des Mines).

Mission : Diriger la publication des « Annales des Mines de Belgique » recueil spécial périodique destiné à faire connaître les mémoires et documents qui parviendront à cette fin au Ministre « *de l'Industrie et du Travail* » et relatifs aux industries extractives, à la métallurgie, aux arts industriels, aux produits explosifs, aux appareils à vapeur et à la géologie dans ses rapports avec l'exploitation des mines et des carrières.

Réunions : Ce Comité ne se réunit jamais; tout se fait par écrit.

12. — Conseil géologique.

Arrêté organique : Arrêté royal du 30 mai 1919 (*Moniteur Belge* du 4 juin 1919).

Président : M. Meyers, A. (Administration des Mines).

Mission : Donner son avis sur toute question d'ordre scientifique relative à la révision de la carte géologique, qui lui sera soumise par le Ministre « *de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement* ».

N. B. — Les textes organiques sont actuellement soumis à la révision.

Réunions : Aucune réunion ne s'est tenue jusqu'à présent. Ce Conseil sera réorganisé. Le nouveau Conseil sera chargé du travail pour l'établissement de la nouvelle carte géologique.

13. — Commission consultative permanente pour les appareils à vapeur.

Arrêté organique : Arrêté royal du 17 novembre 1879 (*Moniteur Belge* du 20 novembre 1879).

Président : N....

Mission : Examiner les questions qui se rattachent à la police des machines à vapeur, questions qui lui seront renvoyées par le Ministre des Travaux Publics.

N. B. — Cette Commission doit être réorganisée.

Réunions : Cette Commission ne s'est plus réunie depuis plusieurs années; la réorganisation de son activité est envisagée.

14. — Commission de revision des règlements miniers.

Arrêté organique : Arrêté ministériel du 4 décembre 1897 (*Moniteur Belge* du 9 décembre 1897). — Réorganisée par arrêtés ministériels des 15 mai 1919 et 19 mars 1935.

Président : M. Meyers (Administration des Mines).

Mission : Préparer la revision des règlements de police sur les mines, étant donné que « les progrès de l'art des mines et la nécessité d'assurer de plus en plus la sécurité des ouvriers mineurs réclament des modifications et des compléments » aux dits règlements.

Réunions : La réorganisation de cette Commission est envisagée, pour l'élaboration d'un nouveau règlement minier.

15. — Commission consultative des expositions et foires à l'étranger.

Arrêté organique : Arrêté royal du 27 avril 1929 (*Moniteur Belge* du 30 mai 1929).

Président : M. Van Overbergh, C., Ministre d'Etat.

Mission : Procéder à une étude attentive des expositions et foires dont l'organisation est projetée à l'étranger, examiner l'utilité pour les intéressés belges d'y participer et éventuellement, assurer ou organiser cette participation.

Réunions : La réorganisation de cette Commission est envisagée.

16. — Comité interministériel des brevets.

Arrêté organique : Arrêté ministériel du 30 avril 1945 (*Moniteur Belge* du 6 juin 1945).

Président : M. Hamels, Inspecteur général de la Direction générale du Commerce :

Mission :

- 1^o Examiner les questions relatives aux brevets sous séquestre;
- 2^o Donner au Gouvernement son avis sur la politique à suivre dans ce domaine;
- 3^o Examiner tout autre problème en rapport avec les droits de propriété industrielle et commerciale appartenant à des sujets ennemis;

Réunions : Réunions tenues en 1946 : onze.

17. — Conseil supérieur des classes moyennes.

Arrêtés organiques : 5 février 1909, 25 janvier 1928, 2 juin 1931, 9 juin 1934.

Président : M. F. van Ackere, ancien Sénateur.

Mission : Délibérer sur les questions concernant les intérêts professionnels et économiques des artisans, petits industriels et détaillants.

Réunions : Cette Commission s'est réunie à partir du troisième trimestre de l'année 1946, sept fois en tout.

18. — Conseil interfédéral du crédit à l'outillage artisanal.

Arrêté royal : 22 mars 1939 (*Moniteur Belge* du 5 avril 1939).

Mission :

- a) Examiner toutes les questions intéressant l'activité des organismes officiels du crédit à l'outillage artisanal;
- b) Soumettre au Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions un projet de règlement d'ordre intérieur auquel doivent se conformer les sociétés locales et fédérales de crédit artisanal;
- c) Donner au Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions un avis motivé sur les demandes d'agrégation de sociétés fédérales de crédit à l'outillage artisanal.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : quatre.

19. — Comité des priorités (Commission temporaire).

Arrêté organique : Arrêté royal du 9 septembre 1944 (*Moniteur Belge* du 14 septembre 1946); Erratum des 27 septembre 1946 et 12 décembre 1944. (*Moniteur Belge* du 7 janvier 1945).

Président : M. le Baron Snoy d'Oppuers.

Mission : Décider, dans le cadre des instructions données par le Ministère compétent et des possibilités de change et de transport, de l'octroi de certificats de priorité autorisant l'approvisionnement, l'importation, l'exportation, le transit et la production, ainsi que les opérations de change et le transport y afférent.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : quatre-vingt-cinq.

Un projet d'arrêté est en préparation pour mettre le Comité des Priorités en liquidation et le remplacer par la Commission Economique Interministérielle.

20. — Commission économique interministérielle (C.E.I.).

Arrêté organique : Arrêté royal du 26 août 1938 (*Moniteur Belge* du 8 septembre 1938).

Président : M. le Ministre des Affaires Economiques.

Mission : Peut être appelée à préparer l'examen préalable et l'application des mesures qui relèvent simultanément de plusieurs Ministres et qui ont été décidées par le Conseil des Ministres. Elle pourra être consultée par le Comité ministériel de coordination économique.

N. B. — Les attributions de la C.E.I. sont temporairement exercées par le Comité des Priorités.

Réunions : Cette Commission ne s'est plus réunie depuis 1940. Elle sera remise sur pied dès que le Comité des Priorités sera mis en liquidation.

21. — Commission centrale régulatrice des prix (Commission temporaire).

Arrêté organique : Arrêté du Régent du 9 septembre 1944 (*Moniteur Belge* du 20 septembre 1944).

Président : M. Jacquemijns, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Mission :

1^o Donner, à la demande du Ministre, ses avis et suggestions sur toutes questions relatives au coût de la vie;

2^o Suivre la situation des prix et en faire rapport au Ministre;

3^o Coordonner éventuellement l'action des commissions régionales, recevoir et coordonner leurs informations et rapports.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : sept réunions plénières plus une réunion hebdomadaire du Comité restreint et de la Délégation du C.C.R.P. pour l'examen des augmentations de salaires.

22. — Commission de consultation syndicale (Commission temporaire).

Base : Commission créée le 1^{er} août 1945 à l'initiative de M. le Ministre De Smaele, suite aux résolutions de la Conférence Nationale du Travail du 30 juillet 1935.

Président : M. Jacquemijns, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Mission : La Commission n'a qu'un caractère consultatif et n'a pas été sanctionnée par un arrêté. Sa mission est d'établir et de maintenir un contact régulier entre le Département des Affaires Economiques et les délégués syndicaux.

Réunions : Cette Commission a pratiquement cessé de fonctionner depuis la création de la Commission de Coordination économique.

Cette Commission a néanmoins tenu cinq réunions au cours de l'année 1946.

23. — Comité de liquidation des offices centraux de marchandises
(Commission temporaire).

Arrêté organique : Arrête-loi du 1^{er} septembre 1944 (*Moniteur Belge* du 6 septembre 1944). — Arrêté du Régent du 13 novembre 1944 (*Moniteur Belge* du 16 novembre 1944) — Arrêté du Régent du 4 février 1945 (*Moniteur Belge* du 10 février 1945).

Président : M. G. Ilegems, Chef de Cabinet adjoint au Ministère du Budget.

Mission : « Le Ministre ayant les Affaires Economiques dans ses attributions détermine le mode de liquidation des Offices centraux de Marchandises dont la nullité est constatée par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, relatif aux arrêtés pris et aux autres actes administratifs accomplis, durant l'occupation ennemie, par les Secrétaires Généraux et par ceux qui ont exercé leurs fonctions. » (Art. 1^{er} de l'arrêté-loi du 1^{er} septembre 1944).

» ... Dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre des Affaires Economiques, d'accord avec le Ministre des Finances et sur avis conforme d'un *Comité de Liquidation* dont il détermine la composition et le fonctionnement, peut refuser de valider certaines des obligations contractées lorsque cette validation serait de nature à porter un préjudice grave au Trésor ou serait contraire aux intérêts de l'Etat. » (Art. 1^{er} de l'arrêté du Régent du 4 février 1945.)

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : neuf.

24. — Comité de liquidation des groupements économiques (Commission temporaire).

Arrêté organique : Arrêté ministériel du 15 décembre 1944 (*Moniteur Belge* du 16 février 1945).

Président : M. G. Dernouchamps, Inspecteur des Finances.

Mission : Donner les instructions et directives nécessaires aux commissaires-liquidateurs pour l'accomplissement de leur mission, notamment en ce qui concerne la documentation, la résiliation des baux, la liquidation du mobilier et du matériel, le personnel, la comptabilité et, en général, pour toute question de principe à solutionner par les commissaires-liquidateurs, dont il coordonne l'action.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : neuf.

25. — Comité de liquidation des Conseils professionnels (Commission temporaire).

Arrêté organique : Arrêté-loi du 9 février 1946 (*Moniteur Belge* du 5 mars 1946).

Président : M. J. Van der Meulen, Directeur Général au Ministère des Affaires Economiques.

Mission : Coordonner la gestion des commissaires-liquidateurs en ce qui concerne la liquidation des « *Conseils professionnels* ».

A cette fin, il peut soumettre à son approbation préalable tous les actes de la gestion qu'il jugerait utile. Il peut exiger des rapports et renseignements des commissaires liquidateurs. Il fait rapport au Ministre des Affaires Economiques et lui donne son avis sur toute matière touchant à la liquidation dont il mesure le contrôle.

Réunions : quatorze.

26. — Commission pour l'étude d'un statut de la profession de réviseur d'entreprise.

Arrêté organique : Arrêté ministériel du 25 avril 1946 (*Moniteur Belge* du 10 mai 1946).

Président : M. H. Depage.

Mission : Cette Commission a presque achevé ses travaux.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : dix-huit.
Cette Commission sera supprimée sous peu.

27. — Commission du lin.

Arrêté organique : Arrêté ministériel du 30 août 1935 (*Moniteur Belge* du 3 septembre 1935) modifié par l'arrêté ministériel du 30 octobre 1946).

Président : M. le Sénateur Gilbert Mullie.

Mission : Commission consultative pour tous les problèmes se rapportant à l'industrie et au commerce du lin.

Nombre de réunions : Cette Commission ayant été réorganisée en octobre 1946, une seule réunion s'est tenue.

28. — Commission nationale des artisanats et des industries d'art.

Arrêté organique : Arrêté du Régent du 1^{er} janvier 1945 (*Moniteur Belge* du 26 janvier 1945).

Président : M. van Ackere, Fernand.

Mission : Cette Commission a pour mission de proposer toutes mesures utiles en vue de :

1^o rechercher les moyens de protéger les artisanats et industries d'art, de contribuer à leur développement et d'en provoquer le cas échéant la renaissance;

2^o coordonner les efforts tendant aux fins reprises ci-dessus.

La Commission patronne, le cas échéant, toutes manifestations organisées à cette fin.

Réunions : Nombre de réunions tenues en 1946 : quinze.

29. — Commissions régionales régulatrices des prix.

Siège chez :

MM. Bossaert, Président de la C.R.R.P. du Brabant, 22, rue du Chêne, Bruxelles;

Sandron, Président de la C.R.R.P. de Charleroi, Palais du Peuple, Charleroi;

Logen, Président de la C.R.R.P. de Liège, 18, quai de la Boverie, Liège;

Staes, Président de la C.R.R.P. de Bruges, Prinsenhof, Bruges;

Kranzen, Président de la C.R.R.P. du Limbourg, Dr Willemsstraat, 34, Hasselt;

Leclef, Président de la C.R.R.P. d'Anvers, 17, Oudaen, Anvers.

30. — Commission d'agrération des candidats experts-vérificateurs.

Président : M. Blairon, expert-comptable à Nivelles.

Attributions : Arrêté organique du 9 juillet 1946 (*Moniteur Belge* du 12 juillet 1946).

La Commission d'agrération des candidats experts-vérificateurs est chargée de donner au Ministre des Affaires Economiques, préalablement à la nomination des dits experts, tous avis concernant les candidats à ces fonctions, ainsi que d'émettre toutes suggestions visant à en améliorer le recrutement.

Elle pourra proposer au Ministre des Affaires Economiques la radiation des experts-vérificateurs qui seraient jugés indignes.

Réunions tenues en 1946 : quinze.

31. — Commission de liquidation des Caisses de compensation.

Président : M. Van der Meulen, Directeur Général au Ministère des Affaires Economiques et des Classes moyennes.

Attributions : Coordination de l'activité des commissaires-liquidateurs, examen des questions de principe et soumettre son avis au Ministre.

Réunions tenues en 1946 : deux (première réunion le 30 octobre 1946).

32. — Comité de gestion et de coordination des prisonniers de guerre.

Président : Colonel B.E.M. De Vijver.

Mission : Le Comité a dans ses attributions notamment :

1^o l'examen de toutes les questions dont la solution dépend de différents départements ministériels et, après accord, la détermination des mesures qui devront être mises en application par le Service des prisonniers de guerre du M.D.N., relativement à ces questions;

2^o l'étude des moyens propres :

a) à augmenter le rendement des prisonniers de guerre;

b) à diminuer les dépenses dans tous les domaines;

3^o l'examen de toutes les dépenses au sujet desquelles le Chef du Service des prisonniers de guerre du M.D.N. estime devoir en référer au Comité avant de les porter à charge du compte d'exploitation;

4^o l'adoption de toute mesure permettant un contrôle efficace des dépenses;

5^o l'élaboration des directives pour l'organisation et la gestion des cantines établies dans les camps de prisonniers de guerre;

6^o l'approbation du taux des salaires dus à l'Etat par les employeurs de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre;

7^o la question du principe de création de nouveaux camps ou détachements de travail (commandos);

8^o tout ce qui concerne les demandes de moyens de transport supplémentaires sollicités par les camps ou commandos;

9^o l'examen de l'opportunité des marchés à passer par les services de la Défense Nationale pour les besoins des prisonniers de guerre;

10^o l'étude de toutes les questions qui pourraient grever le compte d'exploitation.

Réunions : vingt-neuf en 1946.

33. — Comité d'études des questions relatives au bois de mines.

Président : M Van der Meulen, Directeur Général au Ministère des Affaires Economiques.

Mission :

1^o Haute surveillance et gestion des Corps forestiers militaires;

2^o Mesures propres à assurer un rendement efficace de l'exploitation des forêts allemandes pour l'approvisionnement en bois de mines et bois de sciage pour la reconstruction.

Réunions : vingt-cinq en 1946.

ANNEXE IV.

**LISTE DES ORGANISMES PARASTATAUX ET AUTRES
RELEVANT DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES.**

DÉNOMINATION	ADRESSE	CHEF
1. Régie des Services frigorifiques de l'Etat Belge — Refribel. (Budget et comptes reposent au siège de l'organisme : 40, rue de la Pépinière, à Bruxelles.) L'état de prévision de dépenses et les comptes sont déposés annuellement au Parlement.	40, rue de la Pépinière Bruxelles.	Le Directeur : J. FOULON.
2. C.N.C.P. — Caisse Nationale de Crédit Professionnel (précédemment Caisse Nationale de Crédit aux Classes Moyennes et Caisse Centrale du Crédit Professionnel, fusionnées depuis le 1 ^{er} janvier 1947). Budget et comptes reposent au siège : 185, rue Joseph II, Bruxelles. Les budget et comptes sont soumis à l'approbation des Ministres des Finances et des Affaires Economiques et des Classes Moyennes.	185, rue Joseph II Bruxelles.	Le Directeur général. LÉGER, L.-T.
3. Office Belge de Gestion et de Liquidation. (Les comptes reposent au siège : 1, rue du Marquis.) Il n'y a pas de budget, l'organisme ayant été créé en Angleterre pendant l'occupation ennemie en Belgique. Ses travaux touchent à leur fin.	1, rue du Marquis Bruxelles.	Le Président : W. KOELMAN.
4. I.R.S.I.A. — Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture. (Les comptes reposent au siège : 53, rue de la Concorde, Bruxelles.) Le budget et les comptes, établis sur proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Affaires Economiques, sont déposés à la Cour des Comptes.	53, r. de la Concorde Bruxelles.	Le Président : L. LEPAGE.
5. O.R.E. — Office de Récupération Economique. (Les comptes reposent au siège : 3, boulevard Anspach, Bruxelles.) Le bilan et le compte des résultats sont, après approbation du Conseil d'administration, soumis au Ministre des Affaires Economiques et déposés avec les pièces justificatives à la Cour des Comptes.	3, boul. Anspach Bruxelles.	Le Directeur Gén. : M. REUL.

DÉNOMINATION	ADRESSE	CHEF
6. Office National du Ducroire. (Les comptes et le budget reposent au siège : 12, rue Van Orley, Bruxelles.) Les comptes arrêtés par l'assemblée plénière sont déposés à la Cour des Comptes, appuyés des pièces justificatives des recettes et des dépenses.	12, rue Van Orley Bruxelles.	Le Directeur : V. LEJEUNE.
7. Institut National des Mines. (Les comptes reposent au siège : 53, rue Grande, Pâturages.) Les bilan et relevés des comptes sont soumis à l'approbation du Directeur Général des Mines.	53, rue Grande Pâturages.	Administr.-Directeur de l'Institut. L'Ingénieur en chef- Directeur des Mines : FRIPLAT.

ANNEXE V.

PRODUCTEURS D'AZOTE.

Les producteurs belges de l'azote sont affiliés au Comptoir Belge de l'Azote, « Cobelaz », à l'exception d'une firme « La Société Belge d'Electro-Chimie. », à Langerbrugge, qui produit la cyanide calcique.

Renseignements concernant Cobelaz (1).

Liste des affiliés du Comptoir Belge de l'Azote.
Belgisch Stikstofbureau « Cobelaz »

FIRMES	Siège social	Siège d'exploitation
1. Société Belge de l'Azote et des Produits Chimiques du Marly, S. A.	16, quai Churchill Liège	Renory Marly
2. Société Carbochimique, S. A.	13, rue de Brédérade Bruxelles	Tertre
3. Ammoniaque Synthétique & Dérivés, S. A.	97, rue de Livourne Bruxelles	Willebroeck
4. Union Chimique Belge, S. A.	61, avenue Louise Bruxelles	Gand Zandvoorde Burcht Droogenbosch Mornimont Houdeng-Gœgnies
5. Engrais & Produits Chimiques de la Meuse, S. A.	Tilleur	Tilleur
6. Manufactures de Produits Chimiques du Nord Réunies, Etablissements Kuhlmann, S. A.	Rieme-Ertvelde	Rieme-Selzaete
7. Forges de la Providence, S. A.	Marchienne-au-Pont	Marchienne-au-Pont
8. Société Anonyme d'Ougrée-Marihay.	Ougrée	Ougrée
9. Société Anonyme John Cockerill.	Seraing	Seraing Frameries
10. Usines Gustave Boël, S. A.	6, square Frère-Orban Bruxelles	La Louvière

(1) Cette société a repris les activités de la société anonyme « Comptoir Belge des Engrais Azotés ».

FIRMES	Siège social	Siège d'exploitation
11. Société Anonyme Métallurgique de Sambre et Moselle.	Montignies-sur-Sambre	Montignies-sur-Sambre
12. Aciéries & Minières de la Sambre, S. A.	Monceau-sur-Sambre	Monceau-sur-Sambre
13. Société Anonyme des Fours à Coke de Zeebrugge.	Zeebrugge	Zeebrugge
14. Les Cokeries du Marly, S. A.	127, rue du Marché Bruxelles	Neder-Over-Heembeek
15. Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz.	60, rue d'Harscamp Liège	Jemeppe-sur-Meuse
16. Association Métallurgique pour la Fabrication du Coke, S. A.	103, boul. de Waterloo Bruxelles	Willebroeck
17. Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le-Château & Marcinelle S. A.	Marcinelle	Marcinelle
18. Usine à Gaz de la Ville de Bruxelles.	8, rue du Chêne Bruxelles	Bruxelles
19. Société en Commandite Simple Evence Coppée & C ^{ie} .	103, boul. de Waterloo Bruxelles	Anderlues
20. Société Anonyme des Forges de Clabecq.	Clabecq	Vilvorde (Fours à Coke)
21. Glaces & Verres « Glaver ».	4, chaussée de Charleroi	Moll-Gompel
22. Société Anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons.	Boussu-Mons	Boussu-Mons
23. Société Anonyme des Charbonnages de Ressaix, Leval, Péronnes, Sainte-Aldegonde & Genck.	Ressaix	Ressaix
24. Société Anonyme des Charbonnages de Maurage.	Maurage	Maurage
25. Usines Métallurgiques du Hainaut, S. A.	Couillet	Couillet
26. Cokeries du Brabant, S. A.	127, chaussée d'Ixelles Bruxelles	Pont-Brûlé, Vilvorde

Constitution.

L'an mil neuf cent quarante, le douze septembre.

Devant nous, M^e Raymond Stoop, notaire résidant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Ont comparu :

- 1^o La Société belge de l'Azote et des Produits chimiques du Marly,;
- 2^o La Société anonyme pour la Fabrication des Engrais azotés;
- 3^o L'Union Chimique Belge;
- 4^o La Société anonyme Forges de Clabecq;
- 5^o La Société anonyme John Cockerill, à Seraing-sur-Meuse;
- 6^o L'Association Métallurgique pour la Fabrication du Coke;
- 7^o La Société en commandite simple Evence Coppée et C^o;
- 8^o La Société anonyme Aciéries et Minières de la Sambre;
- 9^o La Société Carbochimique, société anonyme;
- 10^o La Société anonyme Forges de la Providence;
- 11^o La Société anonyme Ammoniaque synthétique et Dérivés;
- 12^o La Ville de Bruxelles;
- 13^o La Société anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons, à Boussu;
- 14^o La Société anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz;
- 15^o La Société Métallurgique de Sambre et Moselle, société anonyme;
- 16^o La Société anonyme Cokeries du Marly;
- 17^o La Société Belge pour l'Exploitation de Cokeries (Sobelcoke);
- 18^o La Société anonyme Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le-Château et Marcinelle;
- 19^o La Société anonyme des Fours à Coke de Zeebrugge;
- 20^o La Société anonyme Ougrée-Marihaye;
- 21^o La Société anonyme Glaces et Verres (Glaver);
- 22^o La Société anonyme d'Angleur-Athus;
- 23^o La Société anonyme Engrais et Produits Chimiques de la Meuse.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts, arrêtés comme suit, d'une société coopérative qu'ils déclarent constituer entre eux et toutes les personnes qui y seront admises dans la suite :

Dénomination, siège, objet, durée de la Société.

La Société a pour objet de réaliser et de poursuivre, dans le domaine de l'industrie de l'azote et de ses dérivés et dans tout ce qui s'y rattache, tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes opérations commerciales relatives à la vente des produits azotés fabriqués dans les usines de ses membres, ainsi que de régler les achats de matières premières.

A cet effet elle peut accomplir toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet indiqué ci-dessus ou de nature à en favoriser le développement.

Elle peut également, dans ce domaine, régler toutes questions d'intérêt général pour ses membres, poursuivre et réaliser une action commune à tous les associés, prendre toutes mesures en conséquence, entretenir en nom propre, pour ce qui concerne l'objet social, toutes relations avec des tiers, notamment avec tous pouvoirs, autorités, organismes nationaux ou internationaux, publics ou privés, négocier et conclure, en son nom ou pour compte de ses associés, tous accords ou conventions se rapportant à l'objet social, assurer l'exécution de tous accords ou conventions de ce genre, existants ou à conclure.

Fonds social, capital.

Le capital social est illimité; le minimum en est fixé à un million de francs. Il est actuellement et sera ultérieurement constitué par des parts nominatives de mille francs chacune, incessibles à des tiers.

Elles ne sont cessibles entre associés que moyennant l'autorisation de l'assemblée générale.

Il est souscrit en espèces par :

1 ^o La Société Belge de l'Azote et des Produits Chimiques du Marly, parts sociales	326
2 ^o La Société Carbochimique, parts sociales	203
3 ^o L'Ammoniaque Synthétique et Dérivés, parts sociales.	145
4 ^o L'Union Chimique Belge, parts sociales	126
5 ^o La Société anonyme pour la Fabrication des Engrais azotés, parts sociales.	82
6 ^o Les Engrais et Produits chimiques de la Meuse, parts sociales.	52
7 ^o La Société Belge pour l'Exploitation des Cokeries (Sobelcoke) parts sociales.	17
8 ^o Les Forges de la Providence, parts sociales	12
9 ^o Les Forges de Clabecq; parts sociales.	4
Ensemble : parts sociales.	967

A la suite d'une nouvelle répartition de ces parts sociales entre les actionnaires du Comptoir Belge des Engrais azotés, société anonyme, en liquidation, les souscriptions définitives s'établissent comme suit :

	Parts sociales
La Société Belge de l'Azote et des Produits Chimiques du Marly.	617
La Société Carbochimique	385
L'Ammoniaque synthétique et Dérivés	275
L'Union Chimique Belge	241
La Société anonyme pour la Fabrication des Engrais azotés	155
Les Engrais et Produits Chimiques de la Meuse	99
La Société Belge pour l'Exploitation des Cokeries (Sobelcoke).	17
Les Forges de la Providence	12
La Société anonyme d'Ougrée-Marihaye	15

La Société anonyme John Cockerill	9
La Société anonyme Métallurgique de la Sambre et Moselle . . .	8
La Société anonyme des Fours à Coke de Zeebrugge	7
Les Aciéries et Minières de la Sambre.	6
La Société anonyme Cokeries du Marly	6
La Société Métallurgique d'Espérance-Longdoz.	5
L'Association Métallurgique pour la Fabrication du Coke	4
La Société des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le-Château et Marcinelle	3
La Société Evence Coppée et Co	2
Usine à Gaz de la Ville de Bruxelles	2
La Société anonyme d'Angleur-Athus.	1
La Société anonyme Glaces et Verres (Glaver)	1
La Société anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons . .	1
Les Forges de Clabecq	4
Ensemble.	1.875

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PREMIERE PARTIE.

Généralités	1
Personnel	2
Articles du budget	3
Classes moyennes	9
Secrétariats d'apprentissage	10
Réforme de l'apprentissage	11
Institut national des Classes moyennes	16

DEUXIEME PARTIE.

La politique économique	17
La production industrielle	18
Les salaires	20
Les prix de détail	20
L'évolution de la réglementation et des prix	23
1 ^o Textiles	25
2 ^o Cuir	27
3 ^o Papier et carton	29
4 ^o Produits métalliques	29
5 ^o Matériaux de construction	31
6 ^o Bois	32
7 ^o Produits chimiques	32
8 ^o Energie	34
9 ^o Transport	35
Le déplacement des marges bénéficiaires	36
L'incidence des prix sur les bénéfices	37
La distribution	44

TROISIEME PARTIE.

Institut National de Statistique	47
La Recherche scientifique	53
Information et Documentation	55
De la possibilité de garantir la qualité de nos produits	57

ANNEXES.

1. Indice des salaires	59
2. Explication du tableau des prix de détail	62
3. Liste des commissions	64
4. Liste des organismes parastataux	76
5. Producteurs d'azote	78

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1946-1947.

COMMISSIEVERGADERING VAN 26 JUNI 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Economische Zaken belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor het dienstjaar 1947.

(Zie de n^{rs} 4-XII, 214, 220, 252, 253 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 8, 13 en 14 Mei 1947; n^o 149 van de Senaat.)

Aanwezig : de hh. LOGEN, voorzitter; BEERT, BOULANGER, DE SMET (P.), DESMEYT (R.), DONVIL, LAPAILLE, LAURENS, LEDOUX, SPREUTEL, VAN BUGGENHOUT, ZURSTRASSEN, en DE BLOCK, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Algemeen.

De begroting van het Ministerie van Economische Zaken, zoals aangenomen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers, ziet er als volgt uit :

1 ^o Gewone uitgaven.	fr.	285.216.807
2 ^o Uitzonderingsuitgaven		28.688.500
		323.905.307
3 ^o Uitgaven voortvloeiende uit de oorlog		459.250.000
ALGEMEEN TOTAAL.	fr.	783.155.307

De oorspronkelijke kredietvoorstellen werden ter zake van de gewone en de uitzonderingsuitgaven onderscheidenlijk verhoogd met 205.000 frank (Kamer, Gedr. St. 214) en 21.700.000 frank (Kamer, Gedr. St. 253).

Het Ministerie is voornemens de volgende verminderingen toe te passen :

1 ^o Gewone uitgaven.	fr.	10.575.000
2 ^o Uitzonderingsuitgaven		6.400.000
3 ^o Uitgaven voortvloeiende uit de oorlog		65.000.000
TOTAAL.	fr.	81.975.000

N. B. — Zie inhoudstafel achteraan het verslag.

Als deze vooruitzichten werkelijkheid worden, zullen de uiteindelijke kredieten als volgt bedragen :

1 ^o Gewone uitgaven.	fr.	274.641.807
2 ^o Uitzonderingsuitgaven		32.288.500
TOTAAL GEWONE BEGROTING		fr. 306.930.307
3 ^o Uitgaven voortvloeiende uit de oorlog		394.250.000
ALGEMEEN TOTAAL.		fr. 701.180.307

Als wij deze cijfers vergelijken met de kredieten voor het dienstjaar 1946, komen wij tot de volgende bevindingen :

1 ^o Gewone uitgaven, vermeerdering	fr.	66.537.577
2 ^o Uitzonderingsuitgaven, vermeerdering.		2.845.060
VERMEERDERING GEWONE BEGROTING.		fr. 69.382.637

3^o Uitgaven voortvloeiende uit de oorlog, vermindering. fr. 942.879.500

De vermeerdering van de gewone uitgaven komt in het bijzonder voort uit :

a) het personeel : 16.171.750 frank.

De oorzaak ervan is door de band gelegen in de toepassing van de nieuwe weddeschalen en in de verhoging van de kinderbijslagen (zie verantwoording, Gedr. St., Kamer der Volksvertegenwoordigers n^o 4-XII);

b) de subsidiën en toelagen : 45.570.400 frank, waarvan 20 miljoen om de leerjongens onder de regeling van de « Maatschappelijke Zekerheid » te brengen (zie inlichtingen bij Middenstand) en 20 miljoen voor wetenschappelijke opzoeken.

Personeel.

Zoals reeds gezegd is, werden de diensten van het Departement in de loop van 1946 (Regentsbesluit dd. 29 Juli 1946, *Belgisch Staatsblad*, 5-6 Augustus 1946) gereorganiseerd.

Hieruit volgt dat een vergelijking per dienst een verwrongen beeld van de toestand zou opleveren. Derhalve is een globale vergelijking verkieslijk. Deze doet zich voor als volgt :

JAARTAL	GETALSTERKTE VAN HET PERSONEEL		
	Vast personeel	Tijdelijk pers.	Totaal
31 December 1945	648	1.688	2.336
31 December 1946	599	1.677	2.276
Verschil.	— 49	— 11	— 60

Het vaste kader voorziet in 1.235 posten, en het tijdelijk kader in 1.273 posten.

De toestand is dus nogal onevenwichtig. Het organieke kader voorziet in een vast effectief van 1.235 beampten, terwijl er slechts 599 zijn, dit is een verschil van 636 beampten.

Dit verschil komt hieruit voort, dat de aanstellingen in vaste dienst sedert 1938 stopgezet zijn.

Dit heeft er toe geleid, dat het werk van vaste beampten veelal aan tijdelijke beampten moest opgedragen worden. En zulks heeft een storing teweeggebracht, die voor de goede gang van de diensten zeer nadelig is.

Begrotingsartikelen.

Uw Commissie heeft voor een groot aantal begrotingsartikelen nadere opheldering en verantwoording gevraagd. Om dit verslag niet al te zwaar te maken, heeft de Commissie aan de verslaggever toegestaan om alleen de voornaamste kwesties te behandelen.

ART. 3-5. — *Verdelingsbureau's.*

Krediet : 20.591.800 frank.

Er bestaan thans nog drie verdelingsbureau's :

- 1^o Verdelingsbureau Kolen;
- 2^o Verdelingsbureau Ambachtswezen;
- 3^o Verdelingsbureau Textielproducten (in liquidatie).

Sedert 1945, zijn de volgende bureau's opgeheven : leder — papier — petroleum en teer — scheikundige producten — metaalproducten — ijzer en staal — nijverheidsvetstoffen — hout — diamanten, — afvalstoffen — non-ferrometalen — tabak.

Het personeel van de bureau's is als volgt verdeeld :

- « Kolen » : 332 beampten,
- « Ambachtwezen » : 60 beampten,
- « Textielproducten » : 50 beampten (1).

Hierbij komen nog 11 beampten, die verbonden zijn aan de « Dienst van het tijdelijk personeel ».

ART. 6. — 1. — *Vergoedingen aan landbouwcorrespondenten.*

Krediet : 500.000 frank.

De opdracht van deze correspondenten bestaat in een geregelde opname van de stand der teelten. Zij zenden hun schattingen aan de Rijkslandbouwkundigen. De uitkomsten worden centraal verzameld op het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

(1) Namelijk 12 in dienst;
5 met opzegging;
33 naar andere diensten overgeplaatst.

Er zijn 500 landbouwcorrespondenten.

De maandelijkse vergoeding bedraagt 40 frank, doch het Departement stelt voor die op 100 frank te brengen.

Opmerking van de Verslaggever. — Ons dunkt, dat er gebrek is aan coördinatie tussen de departementen. De correspondenten staan onder Economische Zaken; zij zenden hun inlichtingen voor de landbouwkundigen aan de Dienst van het Ministerie van Landbouw, waaraan de Minister van Economische Zaken geen instructies kan geven. Ten slotte zenden de landbouwkundigen de gegevens door aan de Statistiekdienst, dus aan Economische Zaken. Het gaat bezwaarlijk op te zeggen, dat een dergelijke organisatie doelmatig is.

Men kan zich zelfs afvragen of het met een dergelijke organisatie mogelijk is de gewenste nauwkeurigheid te verkrijgen bij het opmaken van statistieken.

ART. 12. — Werken uitgegeven door het Departement.

Aanvankelijk krediet	fr.	3.434.000
Vermindering		450.000
Verbeterd krediet		2.984.000

De vermindering met 450.000 frank slaat op de publicaties van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, welks krediet daardoor van 3 miljoen frank wordt teruggebracht tot 2.550.000 frank. Dit krediet is 550.000 frank hoger dan in 1946. De verhoging is te verantwoorden op grond van de grote ontwikkeling van het Statistisch Bulletin.

De kredieten voor « Fabrieksmerken » 24.000 frank en de « Verzamelingen der Brevetten » 300.000 frank, d. i. onderscheidelijk 12.000 en 150.000 meer dan voor 1946. De verhoging, zegt het Departement, vloeit voort uit de kosten van publicaties als gevolg van een aanbesteding door het Departement. Dat de drukkosten in een jaar tijds verdubbeld zijn, lijkt ons onmogelijk. Het Departement heeft op een vraag daaromtrent geantwoord :

« Het krediet voor 1946 was gegrond op de uitkomsten van een aanbesteding in 1940.

» De toestand op de markt ten tijde van het opmaken der begrotingsramingen liet een stijging met 75 % boven de prijzen van 1940 voorzien.

» Bovendien valt er rekening te houden met het aantal gedeponeerde merken en brevetten, dat aanzienlijk is toegenomen. »

De inkomsten voor 1947 bedragen naar schatting :

1 ^o Fabrieksmerk	fr.	37.500
2 ^o Verzamelingen brevetten		473.000
3 ^o Nationaal Instituut voor de Statistiek		—
4 ^o Verdere publicaties		
Of te zamen	fr.	510.500

tegenover 75.000 frank in 1946, dit is 435.500 frank meer.

Het te verwachten tekort bedraagt dus 2.469.500 frank, natuurlijk met inbegrip van de kosteloos verstrekte publicaties.

Wij betreuren dat er geen rekening is gehouden met de wenken, die in het vorige verslag gegeven waren over de noodzakelijke inrichting van de verkoop op een commerciële grondslag. Een goed doordacht verkoopbestel doet de verkoop toenemen. Overigens zou elke landgenoot de gelegenheid moeten hebben om zich alle uitgaven van het Departement aan te schaffen, tenzij die een vertrouwelijk karakter dragen, wat niet het geval schijnt te wezen.

ART. 13-4. — *Commissie van garen en stoffen.*

Krediet : 20.000 frank.

De opdracht van deze Commissie is de volgende :

1^o Contrôle op de verrichtingen van de douanebeambten door het nazien van de eenzelligheid van het tijdelijk geheel of gedeeltelijk van inkomende rechten vrijgestelde garen, dat tot stoffen verwerkt en in die vorm wederom uitgevoerd wordt.

2^o Deskundig onderzoek van weefsels en toebehoren ten gebruike van het personeel van de spoorwegen, de posterijen en telegrafie, welke haar worden onderworpen door het Kledingsfonds van de spoorwegen en door de Kledingsdienst van posterijen en telegrafie.

3^o Deskundig onderzoek van lakens en weefsels, bestemd voor de kleding van opzichters en kostgangers van de Rijksweldadigheidsgestichten en van de gedetineerden te Hoogstraten, Merksplas, enz.

Er valt op te merken, dat in artikel 110 van de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1947 (Allerhande en toevallige uitgaven) een ontvangst van 4.000 frank vermeld is.

ART. 16-5. — *Conventionele toelage aan de European Coal Organisation.*

Krediet : 640.000 frank.

De European Coal Organisation (afgekort « E.C.O. ») is een internationaal lichaam, waarvan de zetel te Londen gevestigd is en dat tot opdracht heeft, de kolen van Amerikaanse, Britse en Duitse herkomst onder de bevrijde landen te verdelen. De onderscheiden landen, die er deel aan nemen, betalen hun aandeel in de begroting van dat lichaam, welke begroting in totaal 60.000 pond sterling bedraagt. België's aandeel werd in gemeen overleg vastgesteld op 6 % van dat totaal, dit is 3.600 pond sterling of 640.000 frank ongeveer.

ART. 16-7. — *Conventionele toelage aan het Internationaal Bureau der Brevetten.*

Krediet : 6 miljoen frank.

De Commissie van Brevetten van de Raad voor Economische Samenwerking, die in 1946 in den Haag is samengekomen, heeft de begroting van het Internationaal Bureau der Brevetten geraamd op 1.300.000 Nederlandse guldens, dit is ongeveer 21 miljoen frank.

De financiële bijdrage van elk aangesloten land stemt overeen met een bepaald aantal punten, al naar de klasse waarin het valt.

België valt in de derde klasse, wat overeenkomt met 15 punten.

De gezamenlijke begroting stemt overeen met 53 punten, België's aandeel bedraagt 15/53^{ste} van 21 miljoen frank, dit is ongeveer 6 miljoen frank.

ART. 20. — Toelage om de vorming der Belgische werkkrachten in de buitenlandse instellingen aan te moedigen.

Aanvankelijk krediet : 500.000 frank;
verminderd met 10 %, blijft 450.000 frank.

Zoals bovenstaande omschrijving aangeeft, worden de betreffende kredieten verleend aan Belgische arbeidskrachten, die naar het buitenland gaan, om zich te vervolmaken.

Belanghebbenden zijn gehouden een aanvraag in te dienen volgens een door het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand vastgesteld model, met toevoeging van alle documenten en verantwoordingsstukken, die het Ministerie kunnen voorlichten omtrent het beoogde leer- en opleidingsprogramma.

Toelagen worden alleen dan verstrekt, wanneer in België geen inrichting bestaat, die de gewenste opleiding kan geven.

De bijdrage mag als regel 50 % van de reis-, verblijf- en leerkosten niet te boven gaan, het overige is ten laste van de voordeelhebbende, dan wel, in voorkomend geval, van het organisme of bedrijf, dat hem beschermt.

De uitgaven door middel van deze toelagen van Staatswege moeten verantwoord worden door de voordeelhebbenden, welke gehouden zijn, uiterlijk bij het einde van hun opleiding, een staat van hun uitgaven over te leggen. Bovendien moet op gezette tijden een verslag van de Directeur der buitenlandse inrichting binnenkomen.

ART. 24. — Commissies, congressen, studies, enz..., tentoonstellingen en jaarbeurzen.

Krediet : 5 miljoen frank.
verhoogd met 2 miljoen frank tegenover 1946.

Voor het jaar 1947, is een officiële Belgische afdeling ontworpen met inzonderheid de volgende officiële lichamen : De Dienst voor de Buitenlandse Handel, het Commissariaat-generaal voor Toerisme, het Koloniaal Toerisme, de Dienst van de Afzetgebieden voor land- en tuinbouwproducten, het Zeewezen, de Spoorwegen, enz., alsmede de Nijverheid, op de volgende internationale jaarbeurzen :

Utrecht, 15 tot 24 April; Lyon, 12 tot 21 April; Parijs, 10 tot 16 Mei; Rijsel, 7 tot 22 Juni; Milaan, 14 tot 29 Juni; Stockholm, 23 Augustus tot 7 September; Utrecht, 9 tot 18 September; Praag, 13 tot 22 September.

Er moet rekening gehouden worden met de tegenwoordige stroming van de jaarbeurzen, die echte tentoonstellingen worden, waarop onze toestand zeer moeilijk is, omdat België in de regel een plaats heeft onder vreemde landen als Frankrijk, Zwitserland, Nederland, die over veel hogere kredieten beschikken

dan wij en tegenover welke wij een behoorlijk figuur moeten slaan. Dit wil zeggen, dat wij, in de tegenwoordige stand van zaken, wonderen van behendigheid zullen moeten verrichten om waardig vertegenwoordigd te zijn.

Opmerking. — België's krachtsinspanning bij de deelneming aan de Internationale Jaarbeurzen is feitelijk veel groter, dan het vrij onbeduidend krediet van 5.000.000 frank op de begroting zou kunnen doen veronderstellen. Dit is inderdaad een zeer geringe som ten aanzien van de hoge kosten, die aan tentoonstellingen verbonden zijn. In dergelijke gevallen moet groot gezien worden, als men uit zulke deelnemingen al het mogelijke voordeel wil halen. Als wij zeggen groot, bedoelen wij geenszins, dat onze afdeling de grootste moet wezen. Daardoor zouden onze belangen maar slecht gediend worden. Onder « groot » verstaan wij de hoedanigheid, dit wil zeggen een afdeling, welke door haar opzet, haar inrichting, enz. de bezoekers aantrekt. Het ware van nut, en zelfs noodzakelijk, de verschillende kredieten zo te groeperen, dat het Parlement een beeld kan krijgen over de totale bemoeiing van Regeringswege.

* *

Uit de verstrekte gegevens blijkt, dat het Departement buiten Europa practisch geen tentoonstellingen houdt. Dat is, onzes inziens, een grote dwaling. Aan de overkant van de Atlantische Oceaan liggen afzetgebieden, die voor de Belgische industrie moeten veroverd worden. Dat het systeem van de jaarbeurzen ginder niet bestaat, is geen reden om werkeloos toe te zien. Met een beetje verbeeldingskracht is er allicht een middel te vinden om aan die landen monsters aan te bieden van de Belgische industrie, waarvoor ze belangstelling kunnen hebben.

Er zouden natuurlijk veel hogere kredieten moeten uitgetrokken worden; dat ware geen geld verloren gegooid, integendeel, als de zaak maar goed bestudeerd en ten uitvoer gebracht wordt; dat geld zal vruchten opleveren, en meer dan gedacht wordt.

Wij vragen met klem, dat het Departement en de bevoegde Dienst onmiddellijk in ernst zouden onderzoeken, wat in die richting kan gedaan worden, met het vaste voornemen iets te bereiken.

ART. 41bis. — *Deelneming van België aan de Tentoonstellingen van Stedebouw en woningbouw te Parijs en te Milaan.*

Krediet : 21.700.000 frank.

De totale uitgave zal 22 miljoen bedragen. Het overige, namelijk 300.000 fr., is uitgegeven op het dienstjaar 1946.

Wij geloven dat de Regering door haar beslissing, om deel te nemen aan deze tentoonstellingen, goed werk heeft verricht. Ons land moet overal tegenwoordig zijn, niet alleen om zich te doen kennen, maar ook om blijk te geven, dat het aan de spits van de vooruitgang staat.

Niettemin zijn er twee vragen te stellen :

a) Het Departement heeft een dienst, welke zich speciaal toelegt op tentoonstellingen. Waarom werd dan nog een verdere dienst in het leven geroepen, die wel zeker tijdelijk is. Dat het speciale tentoonstellingen betreft, is geen reden.

De betrokken dienst had een beroep kunnen doen op bevoegde personen en zich verstaart met de ministeries, die bevoegdheid hebben voor stedenbouw en woning.

b) Waarom en sedert wanneer laat het Ministerie van Economische Zaken zich ook in met stedenbouw en woning?

Antwoord.

a) Het krediet van 22 miljoen frank is bestemd tot dekking van de uitgaven van het Commissariaat-Generaal van de Regering bij de betreffende tentoonstellingen. Dat Commissariaat-Generaal staat onder het toezicht van de Dienst der Tentoonstellingen en Jaarbeurzen van het Departement, welks beperkt personeel voor het zwaarder geworden werk niet zou volstaan hebben. Dit is trouwens ook geschied voor andere tentoonstellingen (Parijs 1937, Rijsel 1939, New-York 1939-1940).

b) Het Departement laat zich met die tentoonstellingen in, omdat het onder meer bevoegd is voor het op touw zetten van jaarbeurzen en tentoonstellingen in het buitenland. Het is ook wegens soortgelijke redenen, dat het zich ingelaten heeft met de tentoonstellingen.

— Kunst en Techniek in het Moderne leven (Parijs 1937);

— De Maatschappelijke Vooruitgang (Rijsel 1939);

— De Wereld van Morgen (New-York 1939-1940).

ART. 40. — Kosten van onderzoek betreffende de familiebegrotingen.

Aanvankelijk krediet : 5 miljoen frank;

Teruggebracht tot 1.650.000 frank.

Bij beslissing van de Regering werd een persoon uit de universiteitswereld voor rekening van het Ministerie van Economische Zaken belast met een onderzoek naar de familiebegrotingen van gezinnen met bescheiden inkomsten.

Dit onderzoek zal slaan op 500 gezinnen en moet uitwijzen hoe de familiebegrotingen maand per maand verlopen gedurende een tijdvak van vier maanden.

Het onderzoek beoogt in hoofdzaak te achterhalen, hoe de uitgaven op een bescheiden familiebegroting verdeeld zijn, welke nieuwe gewoonten ontstaan zijn op het stuk van voeding, kleding, ontspanning en dergelijke, wat er uitgegeven wordt op de regelmatige markt en in de sluikhandel, enz.

Hieronder volgt de omslag van het krediet van 1.650.000 frank voor bedoeld onderzoek :

1 ^o Kosten van notaboekjes : 500 gedurende vier maand (er is enige afval te verwachten) er zullen 2.500 notaboekjes gedrukt worden.	fr.	35.000
2 ^o Instructies aan contrôleurs		7.000
3 ^o Personeel om de boekjes na te zien, 200 frank per maand, of 800 frank voor de vier maanden per gecontroleerd gezin . . .		400.000
4 ^o Vergoedingen aan de gezinnen : 250 frank per maand, of 1.000 frank voor de vier maanden, wordt uitgekeerd bij het einde van het onderzoek om de gewone inkomsten van het gezin niet te « vervalsen »		500.000

5 ^o Reis- en verblijfkosten (bijeenkomst van de verificateurs te Brussel om onderrichtingen te krijgen en verslag uit te brengen; verplaatsingen van de Directeur van het onderzoek en de controleur der verificateurs)	300.000
6 ^o Wetenschappelijk personeel (zes maand lang) één maand om op gang te komen + vier maanden voor het onderzoek, plus één maand na de sluiting van het onderzoek	300.000
7 ^o Kantoorpersoneel (zes maand)	48.000
8 ^o Kantoorkosten	20.000
9 ^o Onvoorziene kosten en diversen	40.000
Totaal. . fr.	1.650.000
	=====

Opmerking. — Er is een vermindering mogelijk geweest omdat de Regering haar aanvankelijke voornemens gewijzigd heeft. Het onderzoek moest namelijk slaan op 5.000 volksgezinnen. Door dit grote aantal ware het mogelijk geweest, het onderzoek het gehele land door te laten plaats vinden. Dat zou meer afdoende uitkomsten hebben opgeleverd.

Na deze opmerking, moeten wij verklaren, dat wij oprecht verheugd zijn over een dergelijk initiatief. België is een van de zeldzame industrielanden, waar nog geen officiële enkwesten van die aard zijn gedaan. Deze leiden echter steeds tot inlichtingen, welke in menig opzicht kostbaar kunnen genoemd worden.

Uw Commissie heeft de wens geuit, dat voor dit onderzoek zoveel doenlijk de medewerking moge ingeroepen worden van de vrouwenorganisaties.

ART. 43. — *Gedeeltelijke werken van afbraak, heropbouw en herstelling der door oorlogsfeiten aan de opslagplaatsen en andere instellingen van de Rijkskoel- en vriesdiensten aangerichte schade.*

14.250.000 frank.

Deze uitgaven zijn ten laste van de Staat gebracht, omdat de koelopslagplaatsen en andere koelinrichtingen ten tijde van de ramp eigendom waren van de Staat.

De Koeldiensten werden een regie op grond van de besluitwet van 14 November 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 20-21 November 1944), maar in geen artikel dier besluitwet is bepaald, dat de besproken uitgaven ten laste van de nieuwe regie komen.

Middenstand.

Al de inlichtingen betreffende de middenstand werden hieronder bijeengebracht.

Art. 17-6. — 100.000 frank. — Voor de economische opbeuring van de middenstand — verspreiding van de zin voor economische en vakverenigingen en Congres.

Ter aanmerking diene dat de Algemene Directie van de middenstand, vóór de oorlog, in haar begroting regelmatig een som uittrok voor die post van verspreiding van de zin voor economische en vakverenigingen.

Voor dienstjaar 1947 werd die som in het bijzonder uitgetrokken voor het op touw zetten van het Tweede Internationaal Congres der Ambachten, Vakken en Kunstonderwijs. Er werd 150.000 frank gevraagd en die som werd op 100.000 frank verminderd, door de Departementale Commissie van Begroting.

Nut van het Congres.

Dit tweede Internationaal Congres van Ambachten, Vakken en Kunstonderwijs is een gevolg op een eerste internationaal congres dat plaats had te Namen in 1938, en het wordt ingericht met het doel een keure van werken te tonen, vervaardigd door de Belgische ambachtslieden en kunstbedrijven, ten einde onze producten in het buitenland bekend te maken en aldus nieuwe afzetgebieden voor te bereiden.

Opmerking. — Wij menen inderdaad dat een grote inspanning moet geleverd worden om de producten van de ambachtsnijverheid in het buitenland bekend te maken. Hoewel wij erkennen dat de voorgenomen manifestatie daartoe kan bijdragen, zijn wij van oordeel dat een voortdurende en rationele inspanning op dit gebied van node is. Een middel daarvoor schijnt ons te vinden te zijn in een keure van ambachtsproducten welke op de Handelsbeurzen zouden voorgebracht worden.

Aan de andere kant moet het mogelijk zijn die werken aan het Amerikaans publiek te tonen, waar er zeker mogelijkheden bestaan om nieuwe afzetgebieden te scheppen.

Secretariaten voor het leerlingwezen.

Het besluit dat thans bij de Regering in onderzoek is stelt, in de plaats van de vroegere secretariaten voor het leerlingwezen, secretarissen voor het leerlingwezen, door de Minister erkend, op de voordracht van interbedrijfs- of sociale groeperingen en voor een bepaald ambtsgebied.

Die secretarissen treden op bij het sluiten van leerling- contracten, door uitoefening van de administratieve contrôle, en zijn er mede belast die tot goede afloop te brengen. Subsidiën kunnen hun daartoe verleend worden.

Buitendien treden zij op als bemiddelaars voor de terugbetaling van de toelagen verleend met het oog op voorlichting bij beroepskeuze en contrôle op de gezondheid van de contracterende leerlingen.

Zij oefenen op dezelve, om zo te zeggen, een rol van voorgdij en van contrôle uit, alsmede van leiding en voorlichting bij beroepskeuze; zij zijn eveneens bevoegd om op te treden in de tussen werkgevers en leerlingen voorkomende geschillen.

Een ministerieel uitvoeringsbesluit, dat in voorbereiding is, voorziet dat de hun toegekende premies 800 frank voor elk contract van twee jaar en 1.000 frank voor een contract van drie jaar belopen, waarvan 250 frank hun afgedragen worden na erkenning van het contract, en het saldo nadat de leerling in het examen geslaagd is.

Op dat tijdstip wordt een som van 20 frank per contract toegevoegd voor wat betreft de bemiddeling van de secretaris van het leerlingwezen ter zake van voorlichting bij beroepskeuze.

De secretarissen voor het leerlingwezen zijn er eveneens mede belast voor de medische keuring van de leerlingen te zorgen, alsmede de sanitaire voogdij waar te nemen, volgens de modaliteiten die later zullen bepaald worden.

Op het gebied van examens zijn de secretarissen voor het leerlingwezen belast met het stoffelijk werk van inschrijving der kandidaten.

Hervorming van het leerlingwezen.

De onder post 17-4 uitgetrokken 25 miljoen komen voort van de samenvoeging der posten 17-4 en 17-5, aanvankelijk in het ontwerp van begroting van 1947 voorzien, waarvan de voorziene sommen onderscheidenlijk 9 en 25 miljoen beliepen.

De voorziene 9 miljoen moeten het mogelijk maken de hervorming van het leerlingwezen te verwezenlijken overeenkomstig de bepalingen van het besluit waarvan hierboven sprake.

De aanvankelijk voorziene 25 miljoen moesten toelaten het tegenwoordig stelsel van premiën aan werkgevers en leerlingen te vervangen door een nieuw stelsel van premiën, waarvan het beginsel was dat de leerlingen al de voordelen van de sociale wetgeving zouden genieten; doch aangezien dit voor de werkgever zeer zware lasten zou teweegbrengen, zou het Departement in de vorm van premiën ten minste een gedeelte van die lasten terugbetalen.

Als grondslag van berekening van die premiën is de Administratie blijven staan bij een fictieve en gelijkmatige beloning van 30 frank per dag. Met een aantal van 15.000 leerlingen zou de uitgave op 31 miljoen per jaar te becijferen zijn.

Daar het in toepassing brengen niet voor het ganse jaar 1947 kon gebeuren, werden slechts de voor een half jaar nodige sommen aangehouden, en de voor de werking van het leerlingwezen en de premiën nodige sommen werden teruggebracht op het globaal bedrag van 25 miljoen.

Die premiën zouden, volgens de thans vigerende regelen, toegekend worden door het Bestuur voor de Middenstand, dat voor de uitvoering van het materieel werk zou gebruik maken van de gewestelijke diensten welke bij het besluit van de Regent, waarvan hierboven sprake, voorzien worden.

Leerlingcontracten en examensuitslagen.

Verslag over de bedrijvigheid van de Secretariaten voor het Leerlingwezen in de Vlaamse en Waalse provinciën in 1946 :

PROVINCIËN	Totaal leerlingen onder contrôle op 1-1-1946	Totaal der nieuwe contracten voor 1946	Totaal der contract- breuken v ^r 1946	Aantal leerlingen onder contrôle op 31-12-1946
West-Vlaanderen.....	2.109	1.161	716	2.401
Oost-Vlaanderen	2.412	1.140	575	2.666
Antwerpen	1.971	1.094	721	2.120
Limburg	844	760	205	1.340
Vlaams Brabant	618	379	200	781
	7.954	4.534	2.417	9.308
Waals Brabant	386	285	148	505
Henegouwen	3.334	2.285	1.343	3.914
Namen	852	716	328	1.190
Luxemburg	298	324	84	490
Luik	1.714	1.228	560	2.156
	6.584	4.838	2.458	8.255
TOTAAL OVER HET LAND :				
	14.538	9.472	4.875	17.563

Er bestaat dus een vooruitgang van 20 % voor het beschouwde jaar.

Opmerking. — Bij het nagaan van deze statistiek, was de Commissie ten eerste getroffen door het groot aantal contractbreuken. Zij oordeelt dat het nodig is de mogelijkheid in overweging te nemen een psychotechnisch centrum tot stand te brengen. Dit laatste zou toelaten de geschiktheid van de candidaat-leerling te bepalen voor het vak dat hij gekozen heeft, en zou vermoedelijk tot betere resultaten leiden.

(13)

[N^o 198.]

**STATISTIEKEN
DER EXAMENS 1946 PER PROVINCIE**

STATISTIEKEN DER EXAMENS

Waalse

PROVINCIEËN	Voorgest.	Aanwezig	Afwezig	Geslaagd	90 %	80 %	70 %
Waal Brabant	132	65	67	39		4	16
Henegouwen	692	424	268	264	1	47	119
Namen	233	155	78	114	3	18	47
Luxemburg	76	63	13	44	1	8	20
Luik	574	335	239	234	3	43	84
	1.707	1.042	665	695	8	120	286

Vlaams

Oost-Vlaanderen	613	347	266	179		31	58
West-Vlaanderen	718	459	259	220	5	32	96
Antwerpen	461	311	159	190		10	69
Limburg	101	70	31	47		7	17
Vlaams Brabant	163	91	72	56		3	19
	2.056	1.278	778	692	5	83	259
Totaal voor het land	3.763	2.320	1.443	1.387	13	203	545
		61,7	38,3	59,8			

1946 PER PROVINCIE.

provinciën.

60 %	Ver- daagd	Alles	Practijk	Ber. Ken.	Alg. Ken.	P+B/K	P.+A.K.	B.K.+A.K.	Uitgesl.
19	26	7	3		13	1	1	1	
97	154	33	14	2	70	6	13	16	6
46	41	7	3		23	5		3	
15	19	3		2	10	3	1		
104	91	21	6	4	34	10	2	14	10
281	331	71	26	8	150	25	17	34	16

provinciën.

90	167	19	1	6	90	6	16	29	1
87	223	48	9	19	74	33	20	20	16
111	111	16	5	12	49	9	4	16	10
23	23	8		1	6	2		6	
34	35	14		2	15	1	2	1	
345	559	105	15	40	234	51	42	72	27
626	890	176	41	48	384	76	59	106	43
	38,3				43				1,9

EXAMENS 1946.

Statistieken per %.

PROVINCIEËN	Voor- gest.	Aanwe- zig	Afwe- zig	Ge- slaagd	Ver- daagd	Voor Alg. Ken.	Uit- geslot.
Waals Brabant	132	49,2	50,8	60,—	40,—	50,—	
Henegouwen	692	61,2	38,8	62,3	36,3	45,8	1,4
Namen	233	66,5	33,5	73,5	26,5	56,—	
Luxemburg	76	83,—	17,—	70,—	30,—	53,—	
Luik	574	58,5	41,7	70,—	29,—	37,3	1,—
	1.707	61,—	39,—	66,7	31,7	45,3	1,6
West-Vlaanderen.....	613	56,7	43,3	51,6	48,—	54,—	0,2
Oost-Vlaanderen	718	63,5	46,5	48,—	49,—	33,2	3,—
Antwerpen	461	67,—	33,—	61,—	35,7	44,—	3,3
Limburg	101	70,—	30,—	67,—	33,—	40,—	
Vlaams Brabant	163	56,—	44,—	61,9	38,1	48,—	
	2.056	62,—	38,—	54,—	43,8	42,—	2,8
Voor het land :	3.763	61,7	38,3	59,8	38,3	43,—	1,9

De bovenstaande percentages zijn in de volgende orde opgemaakt :

- 1^o Aanwezigen en afwezigen ten opzichte van de voorgestelden;
- 2^o Geslaagden, verdaagden en uitgeslotenen ten opzicht van de aanwezigen;
- 3^o Verdaagden voor algemene kennis ten opzichte van het totaal der verdaagden.

Nationaal Instituut voor de Middenstand.

De navolgende inlichtingen werden door het Departement verstrekt wat betreft de toekomstige werking en bedrijvigheden van dit Instituut.

Op de begroting wordt een krediet (art. 21) van 1 miljoen ter bestrijding van de kosten van het Instituut voorzien.

Het ligt in de bedoeling van de h. Minister het Instituut onmiddellijk op gang te brengen. Een ontwerp van besluit houdende het reglement van inrichting is thans aan de bevoegde instanties voorgelegd. Zodra dit besluit zal bekrachtigd zijn, zal het Instituut regelmatig kunnen functionneren.

TWEEDE DEEL

DE ECONOMISCHE POLITIEK.

Kentrekken van deze politiek.

In ons verslag van verleden jaar hebben wij ons veroorloofd, er op te wijzen, dat België het Atlantisch Handvest ondertekend heeft. Hierdoor is een plechtige verbintenis aangegaan tegenover het buitenland, maar tevens en vooral tegenover de inlandse bevolking. Ons land heeft zich verbonden, om alle mogelijke maatregelen te treffen, ten einde de bevolking te vrijwaren voor behoefte. (Freedom from want). Onzes inziens is deze belofte onafscheidelijk van de volle tewerkstelling. Op dit doel moeten al onze krachtsinspanningen gericht zijn.

* * *

De kentrekken van de economische politiek blijven dezelfde : terugkeer tot het economisch liberalisme, volle vertrouwen in de private onderneming om de tegenwoordige en toekomstige moeilijkheden te boven te komen. Er is niet gedacht aan het opmaken van een economische begroting en al even min aan een geplande of geleide economie. In de jongste regeringsverklaring wordt gesproken van een gerichte economie, doch de juiste betekenis van dit woord wordt daarin niet aangegeven. Wellicht zal de toekomst dit uitwijzen.

Alle getroffen maatregelen zijn er op berekend, om zo spoedig mogelijk een eind te maken aan de geregelde economie.

De reglementering bestaat nog altijd, doch ze is nu veel soepelder gemaakt.

Het aantal gerantsoeneerde waren is tot een half dozijn teruggelopen. Op dit gebied staat België aan het hoofd van alle landen, die bezet geweest zijn. Er zijn een aantal wettelijke prijzen — wanneer zal daarvoor weer de veel duidelijker en juister uitdrukking gebezigd worden, namelijk maximumprijzen, — opgeheven. Voor een vrij groot aantal artikelen gelden evenwel nog officiële prijzen. Er zij op gewezen, dat de officiële prijzen veelal in het geheel niet worden in acht genomen. Zodat er kan gezegd worden, dat vele producten practisch reeds een regime van vrijheid genieten.

Deze al te grote soepelheid, evenals het gebrek aan tucht vanwege de bevolking worden omgezet in feiten, die onvermijdelijk een terugslag zullen hebben in de toekomst. De levensduurte vermindert niet, en België blijft een duur land. De collectieve overeenkomsten worden niet nageleefd, wat de lonen betreft. Zonder overdrijving kan gezegd worden, dat de paritaire loonschalen in vele gevallen overschreden zijn.

Telkens wanneer het mogelijk was, is de in- of uitvoer van dit of dat product vrijgegeven. De economische zendingen treden nog alleen op, waar België gebonden is aan internationale overeenkomsten.

Het systeem van de vergunningen geldt nog steeds — er valt op te merken, dat dit niet in de oorlog is ingevoerd, vermits het ook vóór de oorlog bestond, doch de belemmeringen zijn in vele gevallen opgeheven.

Al deze maatregelen wijzen op een krachtig streven naar een zo spoedig mogelijke terugkeer tot economische vrijheid. Een hoge ambtenaar heeft trouwens op een conferentie verklaard, dat het nagestreefde doel wel degelijk was een zo spoedig mogelijk herstel van de toestand van 1939, en dit is niet gelogenstraft.

Een economische politiek voeren betekent daar ook de gevolgen van te aanvaarden. Economische vrijheid nu leidt tot economische crisis, dit wil zeggen werkloosheid. Dit is het geval geweest vóór de eerste wereldoorlog, cyclische crisis, even goed als in de periode tussen de twee oorlogen. In laatstgenoemde periode was de toestand erger in deze zin, dat de werkloosheid een blijvende maatschappelijke kwaal geworden was, althans in bepaalde landen. Men zal hiertegen aanvoeren, dat het in de bedrijven aan arbeidskrachten ontbreekt, dat de bestellingboekjes nog voor maanden gevuld zijn; wij weten dat, en wij verwachten ook geen erge werkloosheid voor dit jaar, zelfs niet voor het volgende jaar. Toch zal men er best rekening mee houden, dat de toestand toekomstig jaar in elk geval moeilijk zal worden.

Wij mogen niet vergeten, dat wij een economische periode van schijnvoorspoed doormaken, die te wijten is aan buitengewone en voorbijgaande omstandigheden. Zal de toestand tijds aangepast kunnen worden, om een inzinking of, wat erger zou zijn, een crisis van werkloosheid te ontgaan. Zulk een crisis zou zeer ernstige gevolgen hebben, dat zal niemand wel ontkennen.

Wij beweren niet, dat België alleen kan voorzien in alle maatregelen tot bescherming tegen de crisis. Wij zijn daarentegen vast overtuigd, dat er maatregelen kunnen ontworpen worden, om de werkloosheid in aanzienlijke mate af te weren. Wij denken hier niet in de eerste plaats aan de uitvoering van grote werken. Dit middel kan de hevigheid van de werkloosheid enigszins milderen, doch brengt geen oplossing voor het probleem. Het doet overigens daarmee samenhangende vraagstukken rijzen, die moeilijk op te lossen zijn, bij voorbeeld de financiering. Wat ons veel doeltreffender lijkt is een vermeerdering van de uitvoer en een vermeerdering van het binnenlands verbruik.

De maatregelen om dit doel te bereiken moeten methodisch voorbereid en, lang voordat de crisis zich laat gevoelen, in toepassing gebracht worden.

Wij hopen weldra te mogen vernemen, welke maatregelen overwogen worden, om het doel van de volle tewerkstelling te bereiken.

De voortbrenging van de nijverheid.

De grondslag van de nijverheid is nog steeds het kolenvraagstuk. Daar er thans een Ministerie van Steenkolen bestaat, komt het ons ongewenst voor, het uit die hoek te belichten.

In het *Statistisch Bulletin* van Maart 1947, is de jongste index van de nijverheidsproductie verschenen. Voorts hebben wij de Belgische indices vergeleken met die van een aantal andere landen. De voortgang, welke deze cijfers te zien geven, is zeer bevredigend. De hervatting is niet overal gelijk. In sommige sectoren is het gemiddelde van 1938 ver overschreden, in andere is de voortgang trager. Er valt trouwens op te merken, dat de statistiek nog zeer onvolledig is. Algemeen gesproken kan men zeggen dat, met inachtneming van sommige moeilijkheden die nog blijven bestaan, de toestand door de band goed is. Bovendien valt er op te wijzen, dat de hervatting van de bedrijvigheid in België algemeen genomen sterker is dan in de overige landen, welke oorlog gevoerd hebben.

Naast opbeurende factoren zijn er andere, waarop aandachtig moet gelet worden.

1. Als men geloof kan hechten aan sommige verklaringen, slaagt de voortbrenging er niet in, het vooroorlogs volume weer te bereiken. Het is jammer genoeg onmogelijk, om deze verklaring te controleren. In België worden immers nog geen statistieken bekend gemaakt over het personeel, dat in de bedrijven werkzaam is. Dat is een betreuenswaardige leemte. Is die verklaring juist, dan biedt de toestand een tweevoudig bezwaar. Ten opzichte van de prijzen veroorzaakt een daling van de voortbrengst een stijging van de kostprijzen. Met het oog op de verdere toekomst worden de kansen op de wereldmarkt daardoor verminderd.

2. In het verslag van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (Gedr. St. 252) wordt de aandacht gevestigd op de verschillen in de prijzen van ons land en van sommige onzer concurrenten op de wereldmarkt.

Dat is een gewichtig vraagstuk, hetwelk van zeer dichtbij moet onderzocht worden op grond van ernstige gegevens. De indices wijzen een strekking aan, maar die is onvoldoende. Op dit terrein moet de werkelijkheid veel nauwer omvat worden.

Voorts is het naar ons oordeel een verkeerde politiek, om van een voorbijgaande toestand gebruik te willen maken voor het vragen van prijzen, welke die van sommige onzer concurrenten al te ver te boven gaan. Aldus wordt de indruk gewekt, dat wij zeer duur verkopen, met het gevolg, dat wij, ver van klanten te winnen, klanten verliezen, zodra andere landen in staat zijn om te leveren. Als de faam slecht is, volstaat het niet onze prijzen op hetzelfde peil te brengen als de andere. Wij moeten goedkoper verkopen en onze prijzen sterk doen dalen, wat zeker niet wenselijk is.

3. De Amerikaanse bedrijven beschikken over een hyper-volmaakte toerusting. De uitbreidingen zijn tot stand gekomen onder uiterst gunstige omstandigheden (zie hieromtrent *Lend Lease*, door E.-R. Stettinius Jr). Bovendien heeft de nijverheid massale afschrijvingen kunnen verrichten. De Engelse nijverheid is zich aan het ombouwen en wederuitrusten, zelfs in de private sector. Het plan voor modernisatie en rationalisatie, opgemaakt door de Working Party van de Katoennijverheid, en goedgekeurd door de Regering, is zo pas in uitvoering gebracht. Deze wederuitrusting nu geschiedt met goedkoop krediet, dat vrij veel lager is dan de in België geldende bedragen. Het gebrek aan eenheid van zienswijze en het duurdere geld zijn twee factoren, welke de toekomstige voortbrenging ongunstig zullen beïnvloeden.

4. De bedrijvigheid in de Britse en Amerikaanse zones zal nu ook verdubbeld worden. De staalproductie zal op 10 of 12 miljoen ton gebracht worden (in 1930 bedroeg de productie van *geheel* Duitsland 11,4 miljoen ton). Deze hernieuwde bedrijvigheid zal misschien ten goede komen aan sommige Belgische sectoren, maar zal in andere zeker ongunstige gevolgen hebben. Bovendien blijven de lonen uiterst laag in dat land, hetwelk nooit heeft teruggeschrokken voor dumping. Het minste, wat kan gevraagd worden, is dat deze nieuwe ontwikkeling van de Duitse nijverheid van zeer dichtbij gevolgd zou worden. Dat is des te noodzakelijker, omdat de Duitse industriëlen een zeer sterke invloed uitoefenen.

Uit het vorenstaande kan een besluit worden afgeleid. Er blijft nog een zeer grote krachstinspanning te doen, voordat de voortbrenging van onze nijverheid zodanig ontwikkeld is, dat ze zich zonder moeite een plaats kan veroveren op de markt, zowel binnen als buiten het land, waardoor het welzijn ernstig kan bevorderd worden.

Deze periode van hoog conjunctuur moet te nutte gemaakt worden, om een stevige grondslag te leggen voor de toekomst.

De lonen.

Wij behoeven niet terug te komen op hetgeen wij daarover verleden jaar gezegd hebben. Het verslag van de Kamer bevat overigens nadere gegevens. De loonindices van de verschillende landen moeten met omzichtigheid vergeleken worden, en wel om een afdoende reden, namelijk dat de methoden voor het berekenen van de indices verschillen.

In het verslag van de Kamer der Volksvertegenwoordigers lezen wij, dat de loonindex op 320 staat. Deze kwestie is van belang, omdat volgens de verstrekte cijfers, 320 lonen, 322 kleinhandelsprijzen, de loontrekkenden nagenoeg weer het vooroorlogse peil bereikt hebben. Dit wordt ten eerste betwist en wordt door de arbeiders niet aangenomen. Wij hebben gepoogd de oorsprong van dit cijfer 320 op te sporen. De verkregen inlichtingen zijn weergegeven in bijlage I.

Als men iets nuttigs wil tot stand brengen, moet er eerst een veel vollediger statistiek komen. Het uurloon is een gegeven van groot belang, doch onvolgende voor de berekening van het werkelijk inkomen, dat een van de voornaamste grondslagen is, om het welzijn te bepalen.

Juiste loonstatistieken alleen maken ernstige vergelijkingen mogelijk. De werkgevers zowel als de vakbonden zouden daaraan moeten meewerken, opdat van in den beginne vertrouwen heerst in de echtheid der statistieken. Van geen belang is, dat ze al te vaak tegenstrijdige verklaringen bevestigen of ontkennen. Alleen de waarheid maakt een vruchtbare vergelijking van gedachten en eisen mogelijk.

De Regering heeft goed gehandeld, toen ze zich verzette tegen algemene loonsverhogingen, haar positie zou evenwel sterker geweest zijn, had ze kunnen steunen op gemakkelijk te controleren en onbetwistbare argumenten.

De kleinhandelsprijzen.

In ons verslag van verleden jaar hebben wij de nadruk gelegd op de volstrekte noodzakelijkheid, de levensvoorwaarden van de loontrekkenden te verbeteren door verlaging van de prijzen.

Een prijs doen dalen is geen improvisatiewerk; gewis, een algemene prijsdaling uitvaardigen kan een aanzienlijke psychologische invloed uitoefenen. Als de prijsdaling niet gehandhaafd wordt, of in het geheel niet wordt toegepast, ontstaat er een uiterst schadelijk gevoel voor de openbare zaken, namelijk het scepticisme.

Om tot een verlaging te geraken, moeten er ofwel zodanig veel artikelen voorhanden zijn, dat er geen prijsverhoging kan ontstaan omdat het aanbod onvoldoende is, ofwel moet een goede meerderheid van voortbrengers en ver-

delers doeltreffend samenwerken. Een kleine minderheid kan in toom gehouden worden. Maatregelen tegen een weerspannige meerderheid zijn uiterst moeilijk te treffen, tenzij er een heel leger controleurs wordt op afgestuurd. Om de gewenste samenwerking te verkrijgen is het beter, te overtuigen dan te dwingen.

Sedert ons laatste verslag is er een officiële daling geweest; deze was redelijker, omdat de Minister een bepaald aantal sectoren had gekozen, waarin de daling mogelijk geacht werd.

Naderhand werden een aantal artikelen en diensten vrijgegeven. Ten slotte, was er een uiterst ongelukkige verklaring. Zij liet voor eerlang de vrijgave te gemoet zien van de vleesmarkt en dat juist op het ogenblik toen een daling van de binnenlandse aanbiedingen normaal te verwachten viel. Het feit dat de koelkasten praktisch leeg waren, met het gevolg dat er maar weinig bevroren vlees op de markt was, heeft de toestand nog neteliger gemaakt.

Laten wij nu nagaan, welke invloed deze maatregelen op de kleinhandels-prijzen hebben uitgeoefend.

Verloop van de kleinhandelsprijzen in België sedert 1945 (Basis 1936-1938 = 100) (1).

	Globale index	Voeding	Kleding	Onderhoud	Licht en vuur
1945 : Januari	291,4	221,2	468,5	393,7	186,5
April	323,8	222,5	540,1	553,8	210,9
Juli	342,9	244,4	536,6	616,8	214,7
October	359,1	265,1	520,3	686,—	208,1
1946 : Januari	347,5	270,8	474,8	614,2	209,4
Februari	352,4	279,5	439,2	678,—	209,1
Maart	347,4	279,1	427,7	652,9	208,—
April	352,4	279,5	439,2	678,—	209,1
Mei	347,4	279,1	427,7	652,9	208,—
Juni	315,6	254,9	387,9	587,6	196,—
Juli	318,1	259,4	382,4	579,9	197,2
Augustus	319,3	259,2	383,8	580,2	219,—
September ..	323,9	266,3	384,9	575,6	231,—
October	321,8	264,2	387,7	562,2	223,1
November....	327,—	273,7	391,3	548,8	222,6
December ...	332,7	282,6	395,2	541,—	222,6
1947 : Januari	332,7	281,7	397,5	542,5	221,6
Februari	332,2	281,5	398,—	535,4	221,5
Maart	329,3	280,2	390,4	524,9	230,5
April	331,1	278,2	392,4	518,2	290,6
Mei	331,9	280,—	392,6	514,9	293,1

(1) Voor de verklaring van deze tabel zie bijlage II.

Het is mogelijk niet akkoord te gaan met de methode, om de index van de kleinhandelsprijzen op te maken. Het valt echter niet te betwisten, dat daaruit een zekere aanwijzing verkregen wordt. Sedert enkele maanden schijnt de globale index in evenwicht te komen. Op de « zwarte markt » is onbetwistbaar een zeer sterke daling te bespeuren. Dit is een teken dat in verscheidene sectoren de verzadiging benaderd wordt.

De vrijgave van sommige artikelen heeft aanleiding gegeven tot vrij scherpe kritiek. Er is zelfs beweerd, dat de vrijgave geleid heeft tot een algemene prijsverhoging.

Het Departement heeft ons hieromtrent de volgende ophelderingen verschaft: wij laten de sinaasappelen, de appelen en de gedroogde pruimen vallen. Het geldt hier een seizoenverhoging. Bovendien kan niet gezegd worden, dat het onmisbare artikelen betreft.

17 % verhoging van de prijs van zijden kousen.

Nylon-kousen zijn in zo grote hoeveelheden binnengekomen, dat de prijzen gestadig dalen, hoewel die kousen thans volop mode zijn. De Nylon-kousen worden thans verkocht voor de helft van de prijs, die in December 1946 gold.

De prijsdaling van de Nylon-kousen heeft de prijzen van de natuurzijden-kousen geweldig gedrukt. De prijsdaling bedraagt gemiddeld een derde van de prijzen in December 1946.

In zake rayonne-kousen bestaat er op de markt een volledige reeks kousen van alle kwaliteiten, waarvan de prijzen schommelen tussen 16 en 57 frank. Er valt op te merken, dat dit de fijnste kwaliteiten zijn, waarvan de duurste het eerst verkocht worden, terwijl de dichtgeweven goedkope kousen moeilijk van de markt geraken.

De stopzetting van de grote machines heeft de voortbrenger tot een herziening van zijn prijzen geërcht : de fijne kousen zijn gestegen met 10 % (jauge 54) terwijl de grove kousen aangeboden worden voor opruimingsprijzen, en desniettemin door de klant van de hand gewezen worden.

20 % prijsstijging voor weefsels uit kamwol.

De prijzen van de weefsels uit kamwol, standaardkwaliteit, zijn niet gestegen sedert de laatste daling in Februari 1947. Deze standaardstoffen worden voortgebracht tot een maximumhoeveelheid van 25 % van de productie. Het overige wordt buiten standaard vervaardigd als zware weefsels van grote fantaisie en van vaak betere kwaliteit. Het is dan ook maar normaal, dat de prijs daarvan, hoewel streng geregeld, toch hoger is dan van de standaardstoffen.

Verder had in Januari-Februari 1947 een nieuwe prijsstijging van de wol op de wereldmarkt plaats (1). Deze stijging had geen invloed op de prijzen van de standaardkwaliteit, maar had natuurlijk een uitwerking op de prijzen van de overige kwaliteiten (2).

Feitelijk wordt het gekamde weefsel van standaardkwaliteit te goedkoop verkocht in vergelijking met de gekaarde stoffen.

15 % verhoging van de manskostumen.

De prijs van de manskostumen is sedert het besluit tot prijsverlaging van 22 Februari 1947 nog niet gestegen. Volgens dat besluit wordt een derde van de productie van manskostumen verkocht tegen prijzen tussen 960 en 1.620 fr.

(1) Prijsstijging van de wol op de wereldmarkten :

a) van Januari 1947 tot heden : + 20 % al naar de kwaliteit ;

b) van September 1946 tot heden : + 50 % al naar de kwaliteit.

(2) Standaard kamweefsel : prijs in Juli 1946 : 183 frank af fabriek ;
prijs op heden : fr. 130,50 af fabriek.

voor een kostuum van drie stuks, en 840 en 1.445 frank voor een kostuum van twee stuks. Die prijzen zijn sedertdien niet veranderd. Voor de kostumen naar maat is een zekere stijging waargenomen; er doet zich echter reeds op dit gebied een crisis voelen, wat voorzeker zal leiden tot prijsdaling.

Wat valt er van al het vorenstaande te denken? Er kunnen naar onze mening verschillende lessen uit getrokken worden. Het publiek moet inzien en aannemen, dat de Regering niet in te grijpen heeft voor weeldeartikelen. De loontrekkende moet op de markt alle artikelen kunnen vinden, die hij nodig heeft, en wel in voldoende hoeveelheid, van een goede kwaliteit en voor een bereikbare prijs.

Verder zou er een veel nauwere samenwerking moeten bestaan tussen de bevoegde diensten en het publiek. De eerstbedoelde zou nauwlettend moeten toezien op de markt en kennis geven van de schommelingen, welke het publiek kunnen treffen. Het publiek zou van zijn kant de gewoonte moeten aannemen, om de bevoegde dienst te waarschuwen, zodra er ongewone dingen worden opgemerkt.

Gewestelijke prijsregelende commissies.

De strekking om de prijzen geleidelijk vrij te geven brengt ons tot de vraag, of de gewestelijke prijsregelende commissies moeten gehandhaafd worden. Een commissielid heeft met nadruk gevraagd, wat de bedoelingen van de Minister hieromtrent zijn. Dat lid heeft bovendien gevraagd, om zo mogelijk de opdracht van deze commissies en hun arbeidsveld te bepalen.

ANTWOORD.

De gewestelijke prijsregelende commissies hebben het misschien niet overdruk. Toch komen de gewestelijke commissies van Hasselt, Luik, Charleroi en Brussel nog geregeld bijeen en doet hun secretariaat dienst als inlichtingenkantoor.

De kwestie van de handhaving van de prijsregelende commissies is op 30 Mei 1947 voor het ministerieel comité voor economische coördinatie gebracht, naar welks oordeel ze kunnen blijven bestaan om inlichtingen te verstrekken over bijzondere plaatselijke toestanden.

Evolutie van de reglementering en van de prijzen.

De prijzenkwestie staat nog immer in het brandpunt der openbare belangstelling. Wij hebben aan de Minister gevraagd ons een nota te verstrekken omtrent de evolutie die zich voor de grote nijverheidstakken sedert de bevrijding heeft voorgedaan in de reglementering en de prijzen bij de voortbrenging en de verdeling. Hoewel zij vrij lang is, volgt die nota hier voluit ter wille van de belangrijkheid der kwestie.

NOTA OMTRENT DE EVOLUTIE DER PRIJZEN BIJ VOORTBRENGING EN VERDELING IN DE GROTE NIJVERHEIDSTAKKEN SEDERT DE BEVRIJDING.

Algemene opmerkingen :

1. De prijzen voortvloeiende uit de tijdens de bezetting opgelegde reglementering werden vastgezet bij een besluit van 1 September 1944, dat te Londen door de in Raad vergaderde Ministers was genomen.

Een besluit van dezelfde datum heeft het Commissariaat voor Prijzen en Lonen in vereffening gesteld.

2. Ter bewerkstelling van de prijzenpolitiek, werd bij besluitwet van 9 September 1944 de Centrale Prijsregelende Commissie ingesteld die, zonder de voortzetting te zijn van het Commissariaat voor Prijzen en Lonen, samen met de Prijzendienst van het Ministerie van Economische Zaken belast was met het uitvoeren van de beslissingen in zake prijzen.

3. De prijzenreglementering was gegrond op de besluitwet van 27 October 1939, gewijzigd bij die van 22 Januari 1945, tot organisatie van de reglementering en de contrôle der prijzen. Dat besluit stelt verbod op het toepassen van hogere prijzen dan de maximumprijzen. Het verbiedt dat, bij gemis aan een vastgestelde maximumprijs, hogere prijzen dan de normale worden toegepast en verleent aan de hoven en rechtbanken de bevoegdheid om eigenmachtig het normale of abnormale karakter der prijzen te beoordelen.

4. In uitvoering van die besluitwet werd het ministerieel besluit van 12 October 1944 genomen, tot bepaling van de methode ter vaststelling van de maximumprijzen voor verschillende waren :

a) de prijzen van de eetwaren, land- en tuinbouwproducten bleven vastgezet op het peil van 1 September 1944 en onderworpen aan vaststelling bij wege van besluit.

b) de prijzen van de nijverheidsvoortbrengselen werden maximaal gebracht op de coëfficiënt 1,65 ten opzichte van het eerste halfjaar 1939, en het besluit voorziet een andere meer genuanceerde berekeningsmethode. Het is het stelsel van de homologatie, dat toelaat de verkoopprijs over het eerste halfjaar 1939 in vier hoofdbestanddelen te splitsen : grondstoffen, lonen, brandstof en energie en saldo (algemene onkosten, afschrijvingen, winst, enz.). De eerste drie bestanddelen kunnen naar rato van de werkelijke wettelijke stijging worden opgevoerd, het saldo forfaitair met 65 %.

Die homologatie werd toegestaan door de Centrale Prijsregelende Commissie en, met ingang van 15 October 1945, door de Minister van Economische Zaken op eventueel advies van de Centrale Prijsregelende Commissie. Dat stelsel ligt ten grondslag aan gans de reglementering van de nijverheidsprijzen.

5. Voor de belangrijker geachte sectoren, werden de prijzen evenwel bij afzonderlijk ministerieel besluit gezet.

6. Het besluit van 12 October voorzag als maximummarge te betalen door de tussenpersonen — grossiers of kleinhandelaars — dezelfde gemiddelde percent-marge als die welke voor dezelfde soort artikelen in 1939 werd toegepast.

7. Het besluit van 9 Februari 1946 voert de coëfficiënt 3 in.

Met het oog op het omlaagdrukken der prijzen werden bij dat besluit alle homologaties van vóór 15 Maart 1946 die een coëfficiënt boven 3 toekenden, teniet verklaard en het noopte de begunstigden er toe hun aanvraag te hernieuwen. Tevens werden aan de Prijzendienst onderrichtingen gegeven die nadruk legden op de gestrengheid waarmee die aanvragen dienden onderzocht. Dat besluit stelde ook regelen ter bepaling van de verkoopprijzen bij invoer, welke werden begrensd :

- a) tot de verkoopprijs van soortgelijke inlandse producten;
- b) of, bij gemis van soortgelijke voortbrengselen, tot de coëfficiënt 3.

Een toelating van de Minister van Economische Zaken was vereist om die twee grenzen te overschrijden.

Voor de ingevoerde landbouw-, tuinbouw- en voedingsproducten worden de maximale prijzen gesteld krachtens het Ministerieel besluit van 5 Mei 1945, na akkoordbevinding van de Minister van Economische Zaken betuigd ter gelegenheid van het uitreiken der invoervergunningen.

8. Het besluit van 1 Juli 1946, houdende samenvatting van het besluit van 12 October 1944 en de daaropvolgende besluiten, is het basisbesluit voor de vaststelling van de prijzen der nijverheidsproducten geworden.

9. Op 17 Mei 1946 verliep de algemene prijsverlaging met 10 % op alle producten en op sommige prestaties. Bij dat besluit werd de last van de prijsvermindering over voortbrengers en verdelers omgeslagen.

10. Een algemene prijsverlaging, die slechts een beperkt aantal sectoren betrof, werd insgelijks uitgevaardigd bij de prijsdrukkingsbesluiten van 13 Februari 1947.

11. Ten slotte werden sommige producten en prestaties, waarvan de ruime marktvoorziening en de daaruit volgende concurrentie een doeltreffender prijsdaling dan door handhaving van de reglementering lieten verhoplen, bij besluit van 3 April 1947 onder het stelsel van de normale prijs geplaatst.

Nadat die opmerkingen gemaakt zijn, kan bondig nagegaan worden hoe de prijzevolutie zich in de verschillende sectoren heeft afgetekend.

1. — TEXTIELPRODUCTEN.

De prijzensgang in de textielproductie is sedert de bevrijding door vijf tijdvakken gekenmerkt :

1^o VANAF DE BEVRIJDING TOT 9 SEPTEMBER 1945 :

Gedurende dit tijdvak wordt de oorlogsfabricage voortgezet en blijven de tijdens de bezetting gestelde prijzen doorgaans behouden.

2^o VAN 9 SEPTEMBER 1945 TOT 22 JANUARI 1946 :

In September 1945 komen de uit edele grondstoffen vervaardigde textielproducten op de markt. Het besluit van 9 September 1945 bepaalt de verbruikersprijzen van de nieuw aangemaakte weefsels. Die prijzen houden rekening met de nog beperkte bedrijvigheid der fabrieken en zijn gegrond op een activiteit van 50 %.

De verdelersmarges komen gemiddeld met de vooroorlogse overeen.

3^o VAN 22 JANUARI 1946 TOT 26 MEI 1946 :

Bij besluit van 17 Januari 1946 worden de prijzen van de textielwaren over het algemeen met 20 tot 25 % verlaagd.

Die verlaging vloeit eenerzijds voort uit de daling van de fabricageprijzen, wat mogelijk geworden is door de verhoogde bedrijvigheid der fabrieken (prijzen gegrondvest op een activiteit van 100 %) en, anderzijds, uit een flinke vermindering van de verdelingsmarges gesteld voor katoenen, wollen en rayonneweefsels.

4^o VAN 26 MEI 1946 TOT 24 FEBRUARI 1947 :

Op 26 Mei 1946 treden de besluiten, waarbij een algemene prijsverlaging met 10 % wordt voorgeschreven, in werking.

Die daling is als volgt verdeeld : 4 % ten laste van de fabrikanten en de rest ten laste van de verdelers.

De gedurende dit tijdvak ingetreden verhoging van de lonen en van de steenkoolprijzen komen ten laste van de nijverheid.

Voor katoen wordt op 1 November 1946 een lichte verhoging toegestaan wegens de prijsstijging van ruw katoen op de wereldmarkt.

5^o VAN 24 FEBRUARI 1947 TOT OP HEDEN.

Bij de besluiten van 13 en 22 Februari 1947 worden de volgende verlagingen uitgevaardigd :

a) *Weefsels :*

	Weverij	Verbruiker
katoen	6 %	10 %
wol : kamgaren.	5 %	8 %
kaardgaren	8 %	10 %
lijnwaad.	4 %	10 %
zijde en rayonne	8 %	10 %

b) *Breigoed :*

onderkleding	12 %	aan de verbruiker
bovenkleding	10 %	aan de verbruiker
kousen en sokken.	10 %	aan de verbruiker

Het omslaan van de verlaginglast tussen fabrikant en verdeler geschiedt bij onderlinge verstandhouding.

c) *Confectiegoederen :*

Dameskleding : 15 % verlaging aan de verbruiker op de artikelen van grote omzet, waarvan 9 % ten laste van de confectieondernemer.

Herenkleding : verlaging gaande tot 10 % aan de verbruiker.

Een berekeningswijze bepaalt de nieuwe prijzen voor de confectieondernemers op grondslag van de kosten van het gebruikte weefsel.

De verdelingsmarge werd met 5 % verminderd.

Op 10 April 1947 werden een reeks textielartikelen, waarvan de markt ruimschoots voorzien is, terug onder het stelsel van de normale prijs gebracht.

Een sterke baisseneiging tekent zich af in de prijzen van de vrijgegeven artikelen, met evenwel sommige aanpassingen wegens kwaliteitsverschillen.

2. — LEDER.

1^o Ruwe huiden :

De maximale prijzen worden door het homologatiestelsel vastgesteld. De inlandse ruwe huiden vertegenwoordigen slechts een vierde ongeveer der in de leerlooierijen gebruikte grondstoffen. De uitheemse huiden stonden tot in October 1946 onder het toelagestelsel.

De prijzensgang in de ruwe huiden wordt in onderstaande tabel aangegeven :

	1 Januari 1945	1 Januari 1946	1 Januari 1947
	Fr.	Fr.	Fr.
Inlandse ruwe huiden (binnenlandse prijs per kg. geleverd leerlooierij) :			
Dik leer	10,30	13,70	13,70
Kalfsvel	21,35	27,10	27,10
Uitheimse huiden (wereldprijzen) :			
Dik leer	± 16,— (geperequateerd)	± 16,— (geperequateerd)	33,— (niet geperequat. vrije aankopen)
Kalfsvel	Koers niet gekend	Koers niet gekend	± 60,—

Gelooide huiden :

De prijzen werden om de drie maand door elke houder vastgesteld naar de door de Minister van Economische Zaken goedgekeurde berekeningswijze.

De prijs van croupon, bijvoorbeeld, is als volgt geëvolueerd (in fr. per kil.) :

3 ^e trimester 1945	4 ^e trimester 1945	1 ^e trimester 1946	2 ^e trimester 1946	3 ^e trimester 1946	4 ^e trimester 1946	1 ^e trim. 1947
79,62	77,90	76,15	72,87	74,—	85,07	86,82

De sterke stijging over het vierde trimester 1946 is te wijten aan de afschaffing der toelagen bij invoer van uitheemse huiden.

Schoeisel :

De maximumprijzen voor schoenwaren werden eerst bij homologatie vastgesteld, doch de belangrijkheid van dat artikel heeft tot de prijszetting bij ministerieel besluit geleid. Eerst kwam het besluit van 21 December 1945, waarbij de verdelersmarges werden vastgesteld, daarna het besluit van 8 Mei 1946, waarbij de prijzen volgens de verschillende categorieën van schoenwaren werden bepaald. Die prijzen werden herzien bij het besluit van 4 Juli 1946. De stijging der huidenprijzen en der lonen heeft gevoerd tot de herziening van die maximale prijzen, die slechts voor 25 % van de voortbrenging werden gehandhaafd, daar het besluit van 21 December 1946 er 75 % van vrijgaf.

Het besluit van 4 Maart 1947 verlaagde de geldende prijzen met 10 % en het besluit van 3 April 1947 bracht de schoenprijzen onder het stelsel van de normale prijs.

De navolgende tabel verstrekt de evolutie sedert 1 Januari 1945 in de prijs van de lage mansschoenen, gemengd-genaaid, het paar, af fabriek.

1-1-1945	1-1-1946	16-5-1946	13-7-1946	26-12-1946	9-3-1947	10-4-1947
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
250,—	295,—	270,—	265,—	265,— (25 % der productie)	250,— (25 %)	normale prijs (100 %) plus 310 frank.
				normale prijs 75 % der productie : ± 320 frank	normale prijs 75 %)(± 330 frank	

N.B. — De schoenen in 1945 (frank 250) waren van mindere kwaliteit. Vele ervan hadden gummi- of kartonnen zolen.

Er zij opgemerkt dat de marges voor de verdelers, welke in December 1945 eenvormig op 33 % waren gesteld, in April 1946 tot 40 % werden opgevoerd voor de handgenaaide en binnengenaaide schoenen. Die winstmarges werden bij besluit van 4 Juli 1946 op 25 %, 30 % en 40 %, volgens de categorie, vastgesteld.

Handschoenen en marokijnwerk :

De prijzen van die artikelen waren aan het homologatiestelsel onderworpen tot in Juni 1946, toen de maximumprijzen bij besluit werden vastgesteld daar de homologatieregeling niet streng genoeg was.

De prijs van een geitenleren tas, met stof gevoerd, en voorzien van een sluiting, die in 1945 rond 2.000 frank schommelde, werd bij dat besluit tot 900 frank teruggebracht en bedroeg, op het ogenblik dat de marokijnartikelen onder het stelsel van de normale prijs werden gebracht (3 April 1947) zowat 600 frank.

De verdelersmarges, die percentsgewijze eerst dezelfde waren als in 1939, werden bij besluit van 14 Juni op maximum 50 % gesteld.

3. — PAPIER EN KARTON.

De laatste prijzen welke tijdens de bezetting voor papier en karton werden vastgesteld, dagtekenden van begin September 1944. Een homologatie, toegestaan aan de Groepering der Fabrikanten op 21 November 1944, huldigde een verhoging met 10 %. Die prijzen werden over het ganse jaar 1945 gehandhaafd en in Mei 1946 met nagenoeg 10 % verlaagd ingevolge de productiestijging; die nieuwe prijzen werden door de algemene verlaging met 10 % opnieuw getroffen.

Op 30 September 1946 moest 20 % verhoging worden toegestaan ingevolge de prijsstijging van de ingevoerde houtslip. Die prijzen bleven gelden tot bij de baisse op 13 Februari 1947, herzien bij besluit van 7 Maart 1947.

Een nieuwe prijzenaanpassing werd op 23 April 1947 wegens een nieuwe prijsstijging van Zweedse slip toegestaan. Zij brengt gemiddeld 8 % verhoging. De winstmarges der tussenpersonen werden geregeld bij besluit van 20 Februari 1947, herzien bij besluit van 6 Mei 1946, verminderd bij het algemeen prijsdrukkingsbesluit van 17 Mei 1946 en onlangs bij de besluiten van 13 Februari en 7 Maart 1947.

4. — METAALWAREN.

Producten der ijzerindustrie :

1. De prijzen van de producten der ijzernijverheid werden bij ministerieel besluit van 6 November 1944 vastgesteld, bij toepassing van artikel 6 van het besluit dd. 12 October 1944.

Op dat tijdstip stond men in het onbekende aangaande de waarde van het erts bij 't vertrek en de vervoerkosten, alsmede de waarde van de ferro-legeringen voor de staalbereiding.

Ten einde een vaste prijs over een bepaald tijdvak te kunnen handhaven, stelde de Centrale Prijsregelende Commissie de coëfficiënt voor de ertsen forfaitair op 2 en voor de ijzerhoudende legeringen op 1.65 ten opzichte van de prijzen over 1939. Mochten de prijzen der ertsen gedurende dat tijdvak hoger blijken te zijn dan was geschat, dan zou de Staat het supplement te zijnen laste nemen. Die waarborg vanwege de Regering gold het geheel van de smeltertsen, met uitzondering van de inlandse.

De prijzen waren gesteld op basis van 2.200 frank per ton handelsstaal.

Die coëfficiënten zijn onvoldoende gebleken en de werkelijkheid heeft uitgevezen dat de gemiddelde coëfficiënten ten opzichte van 1939 voor de ertsen en de ijzerlegeringen onderscheidenlijk 3,47 en 3,9 bedroegen. Bovendien moesten de verschillende loonsverhogingen het verschil tussen de officiële prijzen en de kostprijzen nog verscherpen.

2. Evenwel werden die prijzen, niettegenstaande de talrijke stappen vanwege de ijzerindustrie, niet gewijzigd zulks ingevolge de Regeringspolitiek (prijzenstop).

3. Omstreeks December 1945 hebben de ijzerindustriëlen wegens die toestand gereageerd door toepassing van een overprijs (naar de officiële schaal) overeenstemmende met min of meer gerechtvaardigde kwaliteitsverbeteringen. Zij

hebben voor het frisstaal een prijstoeslag van 440 frank gefactureerd welke nagenoeg overeenstemt met de bevonden ontoereikendheid der kostprijzen.

Tijdens een vergadering gehouden op 19 Februari 1946, deed de h. Minister De Smaele aan de ijzerindustriëlen voorstellen omtrent amnestie voor de prijstoeslagen en niet-betaling van de toelagen vermits het bedrag hiervan lager is dan het geheel der werkelijk toegepaste prijsafwijkingen.

Die toelagen werden dus terecht nooit aan de ijzerbewerkeren uitgekeerd.

4. Ingevolge een door de h. Minister Devèze op 29 Mei 1946 bekrachtigd akkoord, werden de prijzen voor op de binnenlandse markt geleverd staal met 440 frank per ton verhoogd (rectificatie van de smeltlading en loonstijging met 20 %).

De prijs voor handelsstaal steeg dus van 2.200 tot 2.640 frank per ton. Dienaangaande werd geen ministerieel besluit genomen, daar een stijging van de steenkoolprijs reeds was voorzien waardoor de staalprijs opnieuw in de hoogte zou gaan.

5. Met ingang van 1 Augustus 1946, werden de prijzen verhoogd ter wille van de opvoering der steenkool- en cokesprijzen ingevolge het wegvallen vanaf 1 Juli van de toelagen aan de steenkoolmijnen. Er werd enkel rekening gehouden met de terugslag van de cokeshausse, met inachtneming van het duizendgewicht

Die beslissing werd bekroond door een ministerieel besluit van 9 Augustus 1946, waarbij de prijs voor handelsstaal op 3.150 frank per ton werd gesteld.

6. Bij beslissing van de Ministerraad en bij besluit van 21 September 1946, werd het besluit van 9 Augustus 1946 opgeschorpt en werd in vijf ijzerfabrieken tot een onderzoek overgegaan.

Die onderzoeken hebben uitgewezen dat de prijzen van het besluit d.d. 9 Augustus 1946 de door de deskundigen bevonden kostprijzen nauw raken.

7. Een besluit van 10 Maart 1947 heeft het besluit van 21 September 1946 opgeheven en, voor het tijdvak tussen 26 September 1946 en 28 Februari 1947, de prijzen van de ijzerwaren op grondslag van 2.970 frank de ton voor handelsstaal vastgesteld.

Met ingang van 1 Maart 1947 werden de prijzen van het besluit d.d. 9 Augustus 1946 terug in werking gesteld. Men hield dus geen rekening met de verhoging van de steenkool- en cokesprijzen ingetreden sedert 1 Maart 1946.

Metaalfabrikaten :

De prijzen van de producten der metaalnijverheid werden vastgesteld volgens de bepalingen van de artikelen 5, 6 en 9 van het besluit dd. 12 October 1944, vervangen door het coördinatiebesluit van 1 Juli 1946. Zeer talrijke prijzenhomologaties werden bij toepassing van die besluiten toegestaan.

Een 10 %-verlaging werd bij de besluiten van 17 en 24 Mei 1946 voor die producten uitgevaardigd.

In Augustus 1946, werden de prijzen voor de producten der metaalnijverheid herzien ter wille van de terugslag der prijzenverhoging in ijzerwaren.

In Februari 1947 werd een nieuwe verlaging met 10 % (5 voor de geëmailleerde artikelen) bij de besluiten van 13 en 27 Februari 1947 doorgevoerd.

Een besluit dd. 3 April 1947 heeft zo pas, voor sommige producten waarvan de huidige marktvoorziening de terugkeer naar het stelsel van de vrije handel toelaat, die producten weer onder het stelsel van de normale prijs gebracht, als bepaald bij de besluitwet van 22 Januari 1945, de besluitwet van 14 Mei 1946 en het ministerieel besluit van 1 Juli 1946.

Non-ferrometalen :

De prijzen van de non-ferrometalen werden bij besluit van 13 April 1945 gesteld.

Bij de uitwerking van dit besluit moesten voor die metalen prijzenformules gevonden worden die zoveel mogelijk de werkelijkheid benaderden en het verbruik van sommige in het land bestaande voorraden mogelijk maakten.

Zodra er aan invoer gedacht werd, gaf men er zich rekenschap van, dat deze prijsramingen beneden de werkelijkheid lagen. Aangezien de prijzen op de buitenlandse markten natuurlijk voor België niet in aanmerking konden komen binnen het kader van de toenmalige economische politiek, en om de voorziening van de Belgische markt niet te remmen, steunde de Staat de ingevoerde producten ten einde de prijzen op de binnenlandse markt op peil te houden, met inachtneming van de aankooprijzen van de economische zendingen. Deze toelagen werden vooral verstrekt voor zink en lood.

Daar er nogal aanzienlijke veranderingen opgetreden waren in de prijzen van de non-ferrometalen op de buitenlandse markten, met name in Engeland en Amerika, en ten aanzien van het internationaal karakter van de markt van de erts en van deze metalen, werd het besluit van 13 April 1945 ingetrokken bij het besluit van 20 Mei 1946.

Sedertdien is de markt van de non-ferrometalen in België strikt afhankelijk van de in Londen en New-York geldende koersen.

5. — BOUWMATERIAAL.

De prijzen van bouw materiaal zijn vastgesteld bij wijze van homologatie.

Een enkel besluit tot bepaling van de winstmarges van de handelaar in bouw materiaal werd op 9 Augustus 1946 genomen om de winstmarges van de handelaars gelijk te maken en misbruiken in de zin van prijsverhoging tegen te gaan.

De prijs van de bakstenen voor de verschillende delen van het land werd vastgesteld ingevolge een accountants-onderzoek, waarvan de uitslagen nog niet bepaald bekend zijn.

De prijs van cement is nog niet veranderd. Hij staat nog steeds op de coëfficiënt 2,3 sedert December 1944.

De kalkprijzen ondergaan velerlei schommelingen, zulks als gevolg van de loonsverhogingen en van de achtereenvolgende stijgingen van de kolenprijs.

Vensterglas staat nog steeds op de coëfficiënt 2,37 sedert 1945.

De overige bouwmaterialen kunnen thans geschat worden op de coëfficiënt 3 ongeveer, af fabriek.

Het zijn de verschillende verrichtingen van lossen en laden en de hoge kosten van vervoer (te water), welke de prijzen bij de verdeling vaak boven de coëfficiënt 3 doen oplopen.

De wettelijke verlaging met 4 % voor de producenten en 10 %, als bepaald in de besluiten van 17 en 24 Mei 1946, heeft een gedeeltelijk tegenwicht gevormd voor de stijging van de kolenprijs van verleden jaar.

De laatste verlaging met 2 % (besluit van 13 Februari 1947) werd zonder moeilijkheden doorgevoerd, met uitzondering voor de sector der bakstenen, waar de verkoopprijs niet volstaat om de kostprijs, zonder afschrijving noch winst, te dekken.

6. — HOUT.

3. *Rondhout :*

De prijzen voor rondhout werden op 29 November 1944 bij ministerieel besluit bepaald. De vastgestelde prijs bedroeg 840 frank per kubiekmeter eik van 1^m50 × 1^m79.

Die prijs werd op 4 October 1945 tot 1.125 frank opgevoerd en bij het prijsdrukkingsbesluit van 17 Mei tot 1.080 frank teruggebracht.

2. *Gezaagd hout :*

De prijs voor gezaagd hout werd bepaald bij het besluit van 22 Februari 1945 op de verlaging van de prijzen voor rondhout.

De basisprijs was 2.250 frank per kubiekmeter voor eik III, bollen van 40-49 centimeter.

De prijzen van gezaagd hout werden afgestemd op die voor rondhout en de basisprijs werd bij besluit van 15 Maart 1946 op 2.275 frank gebracht. De algemene prijsdaling van 17 Mei 1946 werd insgelijks op die sector toegepast.

3. *Mijnhout :*

Onmiddellijk na de bevrijding werden de prijzen voor mijnhout vastgesteld op grondslag van 360 frank per kubiekmeter. Een spoedpremie van 50 frank per kubiekmeter gedurende het eerste halfjaar 1945 en van 80 frank per kubiekmeter met ingang van het tweede halfjaar 1945, werd aan de leveraars van mijnhout toegekend. Die premie werd afgeschaft en de prijs op 460 frank gebracht op 1 Maart 1947.

4. *Verwerkte artikelen :*

De prijzen van de verwerkte artikelen vallen onder het stelsel der homologatie. Voor de meubelen werden bij besluit van 20 Februari 1946 marges vastgesteld.

7. — SCHEIKUNDIGE PRODUCTEN.

1. *Meststoffen.*

a) PHOSPHAATHOUDENDE MESTSTOFFEN :

De prijs van superphosfaat die tijdens de bezetting op fr. 7,90 per eenheid was gesteld, bleef behouden tot in Mei 1946, wanneer hij op fr. 4,30 de eenheid werd gesteld, dank zij de toekenning van toelagen voor ingevoerde fosphaten.

b) POTASMESTSTOFFEN :

De prijzen voor de potashoudende meststoffen worden beïnvloed door de prijzen van ingevoerde potas; in Mei 1946 met 25 % verlaagd, werden zij einde November 1946 met ongeveer 15 % opgevoerd, daar de prijzen werden afgestemd op die voor potas van Franse herkomst (normale bevoorradingsbron).

c) STIKSTOFHOUDENDE MESTSTOFFEN :

De prijzen voor stikstofhoudende meststoffen, gesteld bij besluit van 28 April 1945, werden herzien ingevolge de achtereenvolgende stijgingen van de steenkoolprijzen en bekrachtigd bij besluit van 10 Maart 1947. De recente verhoging van de steenkoolprijzen op 1 Maart 1947, gaf aanleiding tot het toekennen van een toelage voor het einde van het seizoen, die kan worden geschat op 20 frank per 100 kilogram.

2. Zeepen :

De prijs voor harde huishoudzeep werd eerst vastgesteld in functie van de invoerprijs in Augustus 1945. De prijs voor in België vervaardigde zeep werd gesteld op fr. 2,85 per 100 gram, daarin begrepen een retributie van fr. 0,43 te storten bij een compensatiekas.

Die prijs werd bij besluit van 8 Mei 1947 tot fr. 2,65 teruggebracht door een verlaging met fr. 0,14 der retributie en geldt nog steeds. Die prijs kon gehandhaafd worden niettegenstaande de verhoogde prijs van ingevoerde vetstoffen, dank zij een compensatiestelsel.

De toiletzeep, gesteld op fr. 4,35 voor 100 gram, werd in October 1945 tot fr. 3,50 voor 80 gram en op 26 Mei 1946 tot fr. 3,15 teruggebracht.

De prijs voor zachte zeep, bij besluit van 30 Augustus 1945 gesteld op fr. 16,50 het kilogram, en op 26 Mei 1946 tot fr. 14,75 teruggebracht, kon eveneens gehandhaafd blijven niettegenstaande de prijsstijging van de lijnolie (waarvan de prijs van fr. 13,50 tot 29 frank opgeklommen is), dank zij een compensatiestelsel.

3. *Pharmaceutische specialiteiten :*

De pharmaceutische specialiteiten, waarvan de prijs in October 1944 bij het kaderbesluit werd gesteld op de coëfficiënt 1,65, vergeleken bij 1939, werden met 10 % verlaagd in Mei 1946, daarna tot de coëfficiënt 2 opgevoerd op 1 November 1946. In het raam van de prijsdaling op 13 Februari, werd de coëfficiënt tot 1,9 teruggebracht.

4. *Zwavelzuur :*

De prijs van het zwavelzuur, hoofdzakelijk functie van de prijs der ingevoerde pyrietten, werd begin 1946 op 72 frank per 100 kilos gesteld; hij werd achtereenvolgens teruggebracht op 69 frank (Maart 1945), op 66 frank (April 1946) en op fr. 64,70 (Februari 1947).

5. *De producten van de organische scheikunde* (methanol en nevenproducten) hebben geschommeld met de kolenprijzen. De prijzen daarvan worden bij wijze van homologatie vastgesteld, evenals trouwens de meeste producten van de chemische nijverheid.

6. Als aanwijzing geven wij hieronder het verloop aan van de prijzen van soda, die van fr. 1.475,60 de ton (Maart 1945) stijgen tot 16.000 frank (Juli 1946, stijging van de kolenprijs) tot fr. 19,62 (September 1946, stijging van de zoutprijs), tot fr. 2.039,30 (Maart 1947, stijging van de kolenprijs); van chloorwaterstofzuur, die van fr. 805,04 (Maart 1945) stijgen tot 1.209 frank (Juli 1946 — stijging van de kolenprijs), 1.264 frank (September 1946 — stijging van de zoutprijs en aanpassing van de lonen) tot 1.300 frank (Maart 1947) — stijging van de kolenprijs).

7. Het ministerieel besluit van 3 April 1947 heeft een reeks producten van de chemische nijverheid, die sedertdien normaal op de markt kunnen betrokken worden, opnieuw onder de regeling van de normale prijzen gebracht.

8. — ENERGIE.

1. Steenkolen :

De prijs af steenkolenmijn is vastgesteld bij besluit van 27 September 1944 op gemiddeld 320 frank de ton. Het ministerieel besluit van 12 Maart 1945 heeft de prijs van sommige soorten gewijzigd.

De gemiddelde prijs werd op 1 Juli 1946 gebracht op 480 frank de ton en op 629 frank op 1 Maart 1947 voor nijverheidskolen en op 16 Maart 1947 voor huiskolen, welke laatste prijsverhoging bestemd is om te gemoet te komen aan de opheffing van alle toelagen aan de steenkolen nijverheid.

De prijzen voor de verbruikers worden verkregen door toevoeging van de handelsmarges, bepaald bij de kleinhandelsmercurialen, aan de prijs af steenkolenmijn. Deze marges zijn herhaaldelijk aangepast en worden thans geregeerd door het besluit van 8 Juli 1946. Sedert 2 Augustus 1946 is de overdrachtsbelasting voor rekening van de verbruiker, ingeval de steenkolen geleverd worden in de kelder en als het gaat over een hoeveelheid van minder dan 400 kilogram. Voor Antwerpen, Gent en omstreken zijn er sommige wijzigingen aangebracht.

2. Cokes :

De prijs van de cokes is vastgesteld op grond van de prijzen af steenkolenmijn, en de thans geldende prijzen (880 frank de ton) zijn bepaald bij het besluit van 10 Maart 1947.

3. Gas :

De gasprijzen, die tijdens de bezetting golden, zijn herzien bij de omzendbrief van de centrale prijsregelende commissie dd. 8 December 1944 aan de Belgische gasmaatschappijen. Deze prijzen hebben gegolden tot 26 Mei 1946, op welk tijdstip de prijs van het gas aan de verbruiker met volle tarief 10 % verlaagd werd.

Als gevolg van de stijging van de kolenprijzen op 1 Juli 1946 werden de gasprijzen herzien bij ministerieel besluit van 9 Augustus 1946. Dit besluit werd evenwel geschorst bij ministerieel besluit van 21 September 1946 in afwachting van de uitkomsten van een onderzoek, dat de kostprijs van het gas moest uitwijzen.

De prijzen werden aangepast bij ministerieel besluit van 10 Maart 1947, waarin rekening wordt gehouden met de stijging van de kolenprijs op 1 Maart 1947.

Er is een toelage voorzien, om de prijs op het vroeger peil te houden voor een normaal verbruik (d.w.z. 40 kubieke meter per maand).

4. *Electrische energie :*

De prijzen van de electrische energie werden in October 1947, naar aanleiding van een loonsverhoging met 60 %, herzien en voorlopig begrensd bij de omzendbrief van 8 November 1944 en bij een bericht in het *Belgisch Staatsblad* van 9 Februari 1945. Deze prijzen werden definitief vastgesteld bij het ministerieel besluit van 11 Juli 1945 en bleven van kracht tot 20 Mei 1946, toen een verlaging met 10 % werd afgekondigd. Als gevolg van de stijging van de kolenprijzen op 1 Juli 1946 werden de prijzen van de electriciteit herzien bij besluit van 9 Augustus 1946 en bij het besluit van 6 September 1946 voor electrische energie, geleverd tegen het tarief van volle verlichting.

Ook het besluit van 9 Augustus werd met ingang van 26 September geschorst, toen een Commissie belast werd met het bestuderen van het vraagstuk van de kostprijzen en verkoopprijzen voor electrische energie en de terugslag daarvan op de economie van het land.

De uitkomsten van deze studie leidden tot het ministerieel besluit van 6 Januari 1947, dat herzien werd bij het besluit van 10 Maart 1947 tot aanpassing van de prijzen in functie van de nieuwe stijging van de kolenprijzen.

5. *Petroleumproducten :*

Daar de prijzen van de petroleumproducten uiteraard afhankelijk zijn van de prijzen bij invoer, heeft het departement zich beperkt tot regeling van de winstmarges. De prijzen, die tijdens de bezetting golden, werden herzien op 1 Maart 1945.

Deze prijzen konden verlaagd worden, als gevolg van de toeneming van de invoer in October 1945 en Maart 1946; ze vielen tevens onder de algemene verlaging van 26 Mei 1946, en het zijn deze prijzen die thans nog gelden, met uitzondering van fuel oil, die verlaagd werd ingevolge de opheffing van de douanerechten.

Op 28 Mei 1947 werden de prijzen van de petroleumproducten verhoogd als gevolg van de verhoging der inkomende rechten (deze kwamen voor benzine van fr. 2,40 op fr. 3,20) en van de verhoging van de prijzen bij invoer.

De benzineprijzen aan verbruiker hebben als volgt geschommeld :

1944	.	.	.	.	.	.	fr.	7,50
Maart 1945	.	.	.	.	.	.		4,75
Maart 1946	.	.	.	.	.	.		4,75
26 Mei 1946	.	.	.	.	.	.		4,25
28 Mei 1947	.	.	.	.	.	.		5,70

9. — VERVOER.

1. *Spoorwegen* :

De spoorwegtarieven van Mei 1940 werden op 1 Februari 1945 met 50 % verhoogd als gevolg van de loonsverhogingen; de prijzen, die ingevolge de algemene prijzenpolitiek van de Regering gehandhaafd bleven, werden in April 1946 opnieuw met 50 % verhoogd (evenwel met herstel van sommige bijzondere tarieven). De algemene verlaging met 10 % werd in Mei 1946 toegepast op de spoorwegtarieven.

2. *Tramwegen* :

De tramtarieven werden in December 1944 met 25 tot 35 % verhoogd, naderhand, op 15 Augustus 1946, met 50 %. De reizigerstarieven op de buurtspoorwegen, die op 8 Februari 1945 met 20 % stegen, daarna met 50 % in April 1946, werden in Mei 1946 verlaagd met 10 %. Deze verlaging kwam op 15 Augustus 1946 te vervallen.

3. *Wegvervoer* :

De prijzen van het wegvervoer, die tijdens de bezetting golden, werden in December 1944 met 100 % verhoogd, bij het ministerieel besluit van 24 Mei 1945 herzien, en op 26 Mei 1946 met 10 % verlaagd.

* * *

Men kan deze reglementering afkeuren en er een of ander doelmatiger of billijker systeem tegenover stellen; toch is er, naar ons dunkt, een zaak die vaststaat : had deze reglementering nageleefd geweest, dan zou de toestand op prijsgebied gezonder en gemakkelijker geweest zijn.

Het systeem van de homologaties is een vergissing geweest. Wij hebben de indruk, dat ze te gemakkelijk verleend werden. Ze hebben bovendien verwarring gesticht; er valt overigens op te merken, dat de gegeven instructies niet steeds formeel genoeg geweest zijn, zoals uit het volgende voorbeeld blijkt.

VERPLAATSING VAN DE WINSTMARGES.

Zoals uit bovenstaande nota blijkt, worden de prijzen van de producenten en die, welke de verbruiker moet betalen, percentsgewijze vastgesteld, wat onzes insziens een dwaling is.

Voor wollen stoffen is de winstmarge bepaald en staat nog steeds op 45 %, met inbegrip van de overdrachtsbelasting. Onze collega, de h. Laurens, die bijzonder goed op de hoogte is van wat er in deze sector omgaat, is zo vriendelijk geweest ons daaromtrent in te lichten.

Hier volgt een treffend voorbeeld : (1)

Het gaat over gekaarde stoffen voor mannen :

Fabrieksprijs :	fr. 137,50 de meter.
Belasting : 4,5 %	6,19
Aankoopprijs grossier :	fr. 143,69 de meter.
Verkoopprijs grossier :	fr. 173,00 (brutowinst : 29,31 of 21,32 %)
Belasting : 4,5 %	7,79
Aankoopprijs detaillist :	fr. 180,90
Verkoopprijs detaillist :	fr. 198,90 (brutowinst : 18,11 of 13,19 % op fabrieksprijs)

Samenvattend verkrijgen wij :

Brutowinst grossier :	fr. 29,31 of 21,32 %
Brutowinst detaillist :	18,11 of 13,19 %
Belastingen :	13,98 of 10,19 %
	44,70 %

Wat ons in dit voorbeeld vooral treft, is de onbegrijpelijke wanverhouding tussen de brutowinst van de grossier en die van de detaillist. Immers, de grossier heeft veel minder kosten en minder werk dan de detaillist ? Wat is hier gebeurd ? Van in de aanvang was er aangekondigd, dat de winstmarge van 45 %, verminderd met de belastingen, zodanig moest verdeeld worden, dat de grossier een derde zou krijgen en de detaillist twee derde. Dit is nooit in het besluit vastgesteld, zodat het de machtigste zijn, n.l. de grossiers, die hun wil opgedrongen hebben. De desbevoegde dienst werd geraadpleegd en erkende het gegronde van de klacht der kleinhandelaars, doch hij was niet gewapend om op te treden, doordat de verdeling in geen enkel besluit was vastgesteld.

Onnodig te zeggen, wat in veel gevallen gebeurd is, De kleinhandelaar kon zijn kosten niet of maar nauwelijks dekken en heeft zich dan ook trachten te redden. Iedereen weet, wat dat betekent. Het minste wat hiervan te zeggen valt, is, dat men blij gegeven heeft van een niet te verontschuldigen lichtzinnigheid.

(1) Het Departement heeft als volgt geantwoord :

Het gegeven voorbeeld heeft betrekking op gekamde standaardwol en op de prijzen, die golden vóór de verlaging ingevolge het ministerieel besluit van 13 Februari 1947, waardoor de prijs af fabriek van fr. 137,50 tot fr. 130,50 en de prijs aan verbruiker van fr. 198,90 tot 183 frank per meter teruggebracht werd.

De globale winstmarge van 45 % was teruggebracht op 40,5 %.

Nu is het mogelijk, dat deze cijfers juist zijn, en dat de kleinhandelaar een lagere winstmarge heeft dan de grossier. Er zijn dergelijke gevallen gemeld, doch het Departement heeft geen bijzondere winstmarges kunnen vaststellen voor de grossier en voor de kleinhandelaar.

Immers, het werk en het risico van de grossier, en dan ook van de kleinhandelaar, verschillen zeer sterk, al naar de grossier per stuk of per lap of op monsters verkoopt.

In het eerste geval is de verdeling van 1/3 voor de grossier en 2/3 voor de kleinhandelaar normaal, doch ze kan verschillen in de overige gevallen.

Toch is het mogelijk, dat de groothandelaars van hun positie gebruik gemaakt hebben om zich een deel van de winst toe te eigenen, buiten verhouding met het werk, dat zij verrichten of het risico, dat zij op zich nemen.

Weerslag van de prijzen op de winst.

Hoe is de weerslag van de prijzen op de winst geweest? Op deze vraag kan onmogelijk een nauwkeurig antwoord gegeven worden. Er zijn uitwendige tekenen, maar daaruit gevolgtrekkingen te maken ware gevaarlijk.

De overdreven en overdadige uitgaven komen voort van een klein aantal profiteurs, die niet weten, wat met hun al te gemakkelijk verkregen rijkdom aan te vangende. Zij verbitteren de arbeiders en wekken in het buitenland een indruk, die geenszins overeenstemt met de werkelijkheid. Als België er thans beter voorstaat dan de andere landen, die bezet geweest zijn, dan blijft toch nog, dat ons land een heel stuk weg heeft moeten afleggen, voordat alle moeilijkheden overwonnen waren.

Wij hebben liever een andere methode toegepast voor de berekening van de weerslag. In onderstaande tabel worden de resultaten van de vennootschappen over de jaren 1938 en 1946 vergeleken. Wij hebben gebruik gemaakt van de tabellen, die in het *Blad van de Nationale Bank van België* verschenen zijn. Het komt ons noodzakelijk voor, rekening te houden met negatieve uitslagen. Met dit doel voor ogen hebben wij van de winst de in de tabellen aangegeven verliezen afgetrokken. Het percentage van de winst is dus een gemiddeld rendement.

Wij hebben de kolom van de reserves weggelaten, om de zaken niet te ingewikkeld te maken. Deze kolom is nochtans niet van belang ontbloot. Immers, in 1938 bedroegen de reserves van alle aangegeven vennootschappen 15.202 miljoen, voor een gestort kapitaal van 38.914 miljoen. Einde 1945 waren de reserves teruggelopen tot 12.221 miljoen, voor een gestort kapitaal van 38.431 miljoen. In 1946 zijn de reserves gestegen tot 18.447 miljoen voor een gestort kapitaal van 41.161 miljoen. In een jaar tijds konden de reserves vermeerderd worden met 5.825 miljoen. Dank zij deze buitengewone toeneming was de toestand op het einde van 1946 beter dan in 1938, wat overigens een voordelige verrichting is, voor zover men besloten is, deze bedragen te besteden voor beleggingen.

Alle cijfers, ook die van de onderstaande tabel, hebben betrekking op vennootschappen, welker voornaamste bedrijf in België gelegen is.

(39)

[N^o 198.]

RENDEMENT
VAN DE NAAMLOOZE VENNOOTSCHAPPEN.

RENDEMENT VAN DE BELGIS

VENNOOTSCHAPPEN
(duize

RUBRIEKEN	JAAR 1938	
	Aantal vennootschappen	Gestort kapitaal in duizenden frank
<i>Financiële ondernemingen :</i>		
1a. Private banken	71	1.953.003
1b. Openbare banken	3	395.000
2. Verzekeringsmaatschappijen	140	257.818
3. Financiële verrichtingen.	974	8.856.142
<i>Handel :</i>		
4. Invoer, uitvoer	93	169.947
5. Metaalhandel	43	44.070
6. Kleding- en meubelhandel	22	494.063
7. Handel in levensmiddelen	208	269.040
8. Verschillende soorten van handel	1.451	1.185.603
20. Hotels, schouwburgen, bioscopen	263	357.200
21. Drukkerij, publiciteit	228	188.486
<i>Verbruiksgoederen :</i>		
9. Suikerfabrieken	35	410.939
10. Maalderijen	44	211.848
11. Brouwerijen	169	738.016
12. Stokerijen.	16	43.142
13. Voedingsbedrijven	227	636.688
22. Textielbedrijven (vlas, katoen, wol, zijde)	560	2.780.796
23. Kunstmatige stoffen keramische producten	217	950.649
26. Papierfabrieken	39	448.367

AAMLOZE VENNOOTSCHAPPEN

HOOFDBEDRIJF IN BELGIË.
(aanke)

		JAAR 1946			
Netto resultaten in duizenden frank	%	Aantal vennootschappen	Gestort kapitaal in duizenden frank	Netto resultaten in duizenden frank	%
203.805	10,4	52	1.569.867	199.976	12,7
60.950	15,4	3	395.000	84.722	21,4
71.117	27,6	122	361.514	74.109	20,4
800.150	9—	948	8.947.690	511.262	5,7
15.598	9,1	72	99965	22.313	22,3
8.722	19,7	69	88.611	23.966	27
38.299	7,7	235	692.501	159.547	23
24.000	8,9	245	325.000	61.021	18,8
127.419	10,7	1.355	1.383.783	256.889	18,5
3.688	1,0	227	342.018	67.501	19,7
25.723	13,6	201	255.161	49.945	19,5
33.274	8,9	34	484.207	22.677	—
34.595	16,3	44	315.789	24.149	7,6
82.973	11,2	155	1.002.165	100.881	10,0
2.066	4,7	20	70.450	6.465	9,1
49.790	7,8	225	811.268	84.860	10,4
143.678	5,1	526	2.950.012	592.894	20,1
55.548	5,8	211	1.171.395	122.979	10,5
52.673	11,7	43	542.097	81.931	15,1

RUBRIEKEN	JAAR 1938	
	Aantal vennootschappen	Gestort kapitaal in duizenden fr.
28. Houtbedrijven	104 à	162.077
29. Leerlooierijen en -touwrierijen	51	221.012
30. Automobielfabrieken.	15	128.350
31. Glas- en kristalfabrieken.	57	666.480
32. Spiegelfabrieken	6	337.206
33. Bedrijven van verschillende soort.	571	1.868.528
<i>Basisbedrijven :</i>		
14. Steengroeven	134	499.188
15. Steenkolenmijnen.	67	1.828.181
16. Mijnen.	17	351.965
17. Gasbedrijven	20	689.720
18. Electriciteitsbedrijven	64	3.704.492
19. Electriche constructies.	95	396.164
24. Metaalbedrijven en mechanische constructie.	456	4.113.593
25. Bouwbedrijven (openbare gebouwen en -werken)	196	534.385
27. Scheikundige producten.	203	1.842.457
<i>Vervoer :</i>		
34. Spoorwegen	16	136.653
35. Buurtspoorwegen.	1	9.999
36. Scheepvaart en vliegwezen	141	458.143
37. Telegraaf en Telefoon	2	252.200
38. Electriche trams.	7	172.464
39. Autobussen	10	20.292
40. Niet genoemde vervoermiddelen	95	95.419
41. Niet genoemde diversen.	49	41.561

		JAAR 1946			
Netto resultaten in duizenden fr.	%	Aantal vennootschappen	Gestort kapitaal in duizenden fr.	Netto resultaten in duizenden fr.	%
5.568	3,5	112	181.994	43.739	24,0
12.279	5,5	47	267.895	26.340	9,1
127.881	99,6	14	72.209	25.460	35,2
37.933	5,7	46	710.235	82.408	11,6
58.033	17,5	6	174.206	7.193	4,1
181.033	9,7	569	2.060.635	293.824	14,2
22.230	4,4	115	469.895	67.594	14,4
357.392	19,5	64	2.196.968	65.373	2,9
12.555	3,6	16	209.100	13.611	6,5
113.055	16,4	12	583.415	35.341	6,0
525.486	14,1	61	3.682.873	411.321	11,2
54.734	13,8	91	448.488	62.517	13,9
643.054	15,6	456	4.425.278	787.060	17,7
25.677	4,8	189	534.792	54.441	10,2
211.462	11,5	203	2.232.836	217.241	9,7
13.916	10,2	13	58.132	2.972	5,1
998	11,0	2	9.180	3.035	33,0
72.295	15,7	147	182.826	49.071	26,8
52.297	20,7	2	254.200	14.891	5,8
60.032	34,2	7	429.964	59.876	11,6
13	—	10	34.391	5.865	17,0
19.900	20,8	87	94.822	29.983	31,6
796	1,9	46	37.232	4.275	11,5

Wij wijzen er op dat alleen de naamloze vennootschappen geteld werden, omdat deze wettelijk gehouden zijn hun balansen bekend te maken. Het is aan te nemen, dat de resultaten van niet getelde ondernemingen ongeveer dezelfde moeten zijn.

Wij geven toe, dat, zoals sommige commissieleden gedaan hebben, de thesis kan verdedigd worden, dat men bij de beoordeling van de winst ook moet denken aan de toekomstige behoeften van belegging of vernieuwing. Het nagestreefde doel is meer beperkt in deze zin, dat het er alleen op aankomt, de oorzaken op te sporen van de prijsstijgingen. Wij geven overigens toe, dat er sedert 1946 diepgaande wijzigingen te bespeuren zijn in sectoren als die van de textielgoederen, waar de winst verminderd schijnt te zijn.

Ten slotte, moet voor een beoordeling van de resultaten in acht genomen worden :

a) dat de bedrijvigheid van de ondernemingen in 1946 veel kleiner geweest is dan in 1938;

b) dat de koopkracht van de frank in 1946 geringer was dan in 1938;

c) dat de prijzen bij uitvoer in 1946 in de regel voordeliger waren dan in 1938;

d) dat er geen rekening is gehouden met de sommen die bij de reserves gevoegd zijn; zoals hierboven gezegd is het verstandig de tijden van hoogconjunctuur te baat te nemen om aanzienlijke reserves aan te leggen in het vooruitzicht van de hernieuwingen. Een nijverheid moet jong blijven en voortdurend aan de technische vooruitgang aangepast worden.

Bekijken wij de batige uitslagen onder de gezichtshoek van de prijzen, dan stellen wij vast :

1^o dat de nijverheidstakken die rechtstreeks de kosten van levensonderhoud beïnvloeden en strek gecontroleerd worden of gemakkelijk te controleren zijn, verliezen geleden hebben, aldus het geval voor de suikerfabrieken, of de vooroorlogse renderingen niet bereiken, als daar zijn de meelfabrieken, de brouwerijen, de kolenmijnen, de gasfabrieken, de elektrische centrales.

2^o dat in de nijverheidstakken waar de contrôle moeilijk en zelfs onzeker is, de winsten ruimschoots die van 1938 overtreffen. Laten wij vermelden : import en export, kleding- en meubelbedrijf, handel in voedingsmiddelen (1), allerlei neringen; hotels, schouwburgen en bioscopen, vooral deze laatste; textielbedrijf, houtnijverheid, bouwbedrijf (geb. en openb. werken), vervoer.

Een meer aandachtig onderzoek bevestigt de in de Commissie uitgedrukte mening, dat het vooral de distributie is die bij de hoge prijzen baat gehad heeft.

3^o de grote basisbedrijven : electrisch materieel en machines, metaalnijverheid en machinebouw, chemische producten, hebben slechts lichte verhogingen geboekt en dit ondanks een uiterst gunstige toestand.

Indien wij samenvatten op grondslag van de gegevens van het ministerieel besluit van 12 October 1945, stellen wij vast :

a) *Grondstoffen*. — De binnenlandse prijzen werden nageleefd, voor de door de Economische Zendingen ingevoerde grondstoffen. Voor sommige grondstoffen werden subsidiën toegekend. In die afdeling hebben zich dus geen

(1) De organismen die de reglementering strikt hebben nageleefd kenden of bevinden zich steeds in een moeilijke toestand.

abnormale toestanden voorgedaan. Laten wij er nochtans op wijzen dat voor de vrijgelaten grondstoffen de wereldprijs speelt. Sedert enkele maanden hebben wij dus daar een factor waarmee rekening moet gehouden worden.

b) *Lonen*. — Zij hebben verhogingen ondergaan. De werklieden hebben op dit gebied bewijs van gematigdheid gegeven. De loonsverhogingen verklaren sommige gematigde prijzenstijgingen, maar zij zijn zeker niet de oorzaak van de overdreven prijzen.

c) *Brandstof en Energie*. — Gedurende het ganse jaar 1946 heeft de Regering zware offers gebracht. De sectoren : kolenmijnen, gas en electriciteit, hebben niet de vóóroorlogse rendering verwezenlijkt. Er is dus een matigende invloed geweest, wat de prijzen betreft.

d) *Onkosten, afschrijving, winst*. — De aanvankelijk veroorloofde verhogingscoëfficiënt was 1,65. Hij stemt nagenoeg overeen met het devaluatiepercentage. In sommige sectoren werd hij ruimschoots overschreden, nl. in de onder vorenstaand n^r 2 aangehaalde takken. Dit heeft een weerslag op de prijzen gehad.

Het ware gevaarlijk te veralgemenen, want door gebrekkige gegevens als vertrekpunt te nemen, geraakt men er gemakkelijk toe een toestand, die reeds verre van gemakkelijk is, nog ingewikkelder te maken. Wij moeten integendeel de zwakke punten en de abnormale toestanden opzoeken om vervolgens te trachten die te verhelpen.

De gevolgen van die politiek.

Wij zijn geen pessimisten. Integendeel, wij geloven oprecht dat het land nog een genoegzaam lange termijn voor zich heeft om sommige dwalingen goed te maken en om een weg op te gaan die het de grootste kansen zal bieden om morgen op volle toeren te kunnen blijven werken.

Wij zijn er evenwel niet voor te vinden om te verkondigen dat alles goed gaat. Een dergelijke verklaring is onjuist voor de tegenwoordige nijverheidsproductie, maar op latere termijn zullen wij aan die ernstige moeilijkheden het hoofd moeten bieden.

De maatschappelijke vooruitgang en het welzijn zijn afhankelijk van verscheidene factoren, waarvan een der belangrijkste de voortdurende instandhouding van de sociale vrede is. Deze laatste is enkel mogelijk op voorwaarde dat tussen de tegenover elkaar staande partijen een zo volledig mogelijk vertrouwen heerst. Het wederzijds vertrouwen, hoofdzakelijke grondslag van de sociale vrede, ontbreekt bij de loonarbeiders. De arbeidende klasse is zenuwachtig en wantrouwend. De reden is niet dat men haar te veel offers vraagt. Integendeel, zij is steeds bereid om offers te brengen in het belang van de gemeenschap, maar dan op voorwaarde dat iedereen gelijkberechtigd wordt. Welnu, de arbeidersklasse heeft duidelijk de indruk dat er een zeer merkbaar verschil bestaan heeft en steeds blijft bestaan. Zij denkt dat sommige categorieën een al te ruim aandeel in de naoorlogse toestand gekregen hebben en aldus belangrijke winsten wisten op te hopen.

Een ander nog ernstiger gevolg is dat een slechte verdeling van de profijten onfeilbaar naar werkloosheid voert.

Ziehier wat dienaangaande een in 1945 door het Internationaal Arbeidsbureau gepubliceerde studie zegt.

« Een andere oorzaak van de werkloosheid — wellicht de meest rechtstreekse — is de onvolledige opnemng van de voortbrengst door de markt, gevolg van een slechte verdeling van het nationaal inkomen. De productiviteit van de arbeid stijgt dank zij technische vooruitgang, een verbeterde organisatie, enz... vlugger dan de werkelijke koopkracht, in staat om de productie op te nemen, stijgt.

» Dit is bijzonder waar te nemen in de nijverheidsproductie en in dit opzicht is het leerrijk het in 1929 in de Verenigde Staten van wege de Nationale Com-Onderzoekscommissie over de Werkloosheid, onder voorzitterschap van de h. Herbert Hoover, verschenen verslag. Dit verslag toont aan dat van 1922 tot 1927 de algemene arbeidsproductiviteit gemiddeld met 3 1/2 % per jaar gestegen is, de nominale lonen met 2,8 %, de werkelijke lonen met 2,1 %, terwijl de baten van de nijverheidsvennootschappen met 9 % stegen en de uitgekeerde dividenden met 6,8 %.

» Indien dus de lonen er op vooruitgegaan zijn, boeken zij toch minder vooruitgang dan de arbeidsproductiviteit en minder dan de winsten.

» De geringere vordering van de lonen komt tot uiting in een geringere stijging van de vraag naar producten, dus in een vermeerdering van de hoeveelheid der niet opgenomen producten en de overvoeding van de markt werkt in de richting van vertraging van de productie en van geringer werkgelegenheid. Nochtans, te gelijker tijd vertoont de sterkere toeneming van de profijten die niet op de vraag naar verbruiksgoederen inwerkt, maar die het beleggen van kapitalen in nieuwe uitrustingen toelaat, een neiging op het productievermogen en, eventueel, de productie zelf op te voeren. »

Het komt wellicht gelegen er aan te herinneren dat de grote economische crisis in de Verenigde Staten van Amerika in 1929 is begonnen en dat zij een zeer sterke weerslag over de wereld gehad heeft.

Men kan hiertegen opwerpen dat de tegenwoordige omstandigheden anders zijn. Dit is juist. De toestand van België is veel kieser omdat Engeland noch Duitsland hun vooroorlogse positie hebben kunnen terugwinnen. Maar dat zal niet blijven duren.

Laten wij de binnenlandse markt in beschouwing nemen. Twee bedrijfstakken, de breigoedartikelen en de schoennijverheid, kenden of kennen nog, in zekere mate, werkloosheid. Kan men onderstellen dat reeds al de behoeften zijn voldaan? Vanzelfsprekend neen. Een vlug onderzoek zou volstaan om het aan te tonen. De werkelijke oorzaak: de verminderde koopkracht van de massa's belet ze genoeg de kopen om in hun behoeften te voorzien.

Het gaat hier om twee kleine en betrekkelijk weinig belangrijke sectoren, die precies dit kenmerk hebben dat zij voor de reacties van de massa uiterst gevoelig zijn. Dit is een reden te meer om bijzondere aandacht te schenken aan hetgeen er op dat genied omgaat.

Dit alles bewijst dat het hoog tijd wordt om de prijzen te saneren, indien men niet het risico wil lopen van een diepgrijpende werkloosheid in een tamelijk nabije toekomst.

De distributie.

Deze afdeling is bijzonder becritiseerd geweest; wij hebben het dan ook nuttig geoordeeld sommige aspecten er van te onderzoeken.

Zijn er teveel handelaars ? De onderstaande tabel geeft, zoniet een antwoord, dan toch een zeer duidelijke aanwijzing wat betreft de tendensen van de voornaamste groepen der economische bedrijvigheid in België.

Jaar	Totale bevolking	Nijverheid (1)	% van totaal	Handel (2)	% van totaal	Landbouw	% van totaal
1880	5.520.009	1.287.468	23,3	262.638	4,9	807.696	14,8
1890	6.069.321	1.405.807	23,1	284.654	6,3	639.414	10,7
1900	6.193.548	1.604.676	13,9	483.701	7,1	697.809	10,4
1910	7.423.784	1.612.799	21,8	616.758	8,3	780.523	10,5
1920	7.405.569	1.494.569	20,1	596.505	8,0	610.573	8,2
1930	8.092.004	1.794.372	22,2	817.625	10,1	635.032	7,8

(1) Met inbegrip van de visserij.

(2) Met inbegrip van het vervoer.

Deze cijfers wijzen op een voor de toekomst van het land weinig geruststellende strekking. Zo het waar is dat de nijverheidsbevolking in absolute cijfers stijgt, niettemin is het veelbetekenend dat de verhouding tussen de totale bevolking en de industriële bevolking vermindert. 1930 wijst op een vrij krachtige heropleving. Er moet echter rekening mede gehouden worden dat dit het laatste jaar is van een tijdperk van hoogconjunctuur. Buitendien werd de achturen arbeidswet in 1921 ingevoerd. Houdt men daarmede rekening en ook met het feit dat de vermindering van de arbeidsuren gedeeltelijk door een grotere productiviteit werd goedge maakt, dan kan men aannemen dat 1930 tegenover 1910 een nieuwe achteruitgang betekent.

In landbouw is er een voortdurende vermindering waar te nemen, zowel in absolute cijfers als percentsgewijs.

Elke telling — op één uitzondering na — wijst op een toeneming van de handeldrijvende bevolking, zowel in absolute cijfers als percentsgewijs.

De ontwikkelingsgang van het aantal handelsinrichtingen.

Op dit gebied moeten wij ons tevreden stellen met gegevens van vrij jonge datum. Inderdaad, de telling van de handelsinrichtingen geschiedde slechts voor de eerste maal in 1910.

De cijfers die wij afdrucken begrijpen de handelsinrichtingen die bedrijvig zijn in het kopen, verkopen en verhuren van nijverheids- en landbouwproducten.

Jaar	Totale bevolking	Index	Aantal inrichtingen	Index
1910	7.423.784	100	204.466	100
1930	8.092.004	109	258.933	126
1937	8.361.220	112	303.480	148

Terwijl de totale bevolking in 27 jaren met 12 % stijgt, vermeerdert het aantal handelsinrichtingen met 48 %.

De afwijking, die reeds groot was in 1930, begin van de crisis, groeit steeds aan en zulks in een vrij onrustwekkende verhouding. Niets rechtvaardigt, inderdaad, een vermeerdering van de handelsinrichtingen met 22 %, terwijl de bevolking slechts met 3 % toeneemt.

Men kan zich afvragen welke de aard van de nieuwe inrichtingen is. Stelt men de handeldrijvende bevolking op 100 vast, voor het jaar 1910, dan komt de verhoging voor 1930 op 131 te staan.

Dit index komt merkelijk dicht bij 126. Zodat het toegelaten is te onderstellen dat vooral de inrichtingen, waar één of 2 personen werkzaam zijn, zich vermenigvuldigen.

Het is ons belangwekkend gebleken het aantal inwoners' per handelsinrichting te becijferen. Ziehier de uitkomst :

1910 : 1 inrichting voor 36,5 inwoners;

1930 : 1 inrichting voor 31,2 inwoners;

1937 : 1 inrichting voor 27 inwoners.

Dergelijke toestand zou niet kunnen voortduren zonder ten langen laatste zeer ernstige bezwaren mede te brengen. Het aantal handelsinrichtingen is te groot. Ernstiger nochtans is het feit dat het aantal producenten regelmatig vermindert, terwijl dat van de distribuanten stijgt. Inderdaad, in een tijdsperiode van een halve eeuw, dalen de producenten (nijverheid en landbouw samen) van 38,1 % op 30 %, d.i., op weinig na, met 1/4. De distribuanten daarentegen nemen over hetzelfde tijdsverloop toe van 4,9 tot 10,1 % d. i. meer dan het tweevoud. De distribuant speelt onbetwistbaar een noodzakelijke rol en niemand denkt er aan hem uit te schakelen. Hij brengt nochtans aan de waarde van de koopwaar niets bij, hij bewijst dienst zonder meer. Alleen de producent verhoogt de waarde van het product en het is hij die bijgevolg de rijkdom schept. Het is dus geenszins overdreven te zeggen dat een land verarmt naarmate het aantal producenten verminderd.

De tegenwoordige toestand.

De statistische gegevens ontbreken nog. Het is dus moeilijk een min of meer juiste gedachte te hebben over het aantal van degenen die het getal der distribuanten nog hebben doen aanzwellen. Het schijnt niet te betwisten dat hun aantal nog merkkelijk gestegen is, hetgeen de toestand nog ingewikkelder gemaakt heeft.

Wij oordelen dan ook, en dit is ons besluit, dat het hoog tijd wordt om een zeer ernstige studie te maken van de maatregelen welke dienen genomen om een gezonde, met het algemeen belang strokende, toestand in het leven te roepen.

Een eenvoudig middel, dat elders uitgeslagen opgeleverd heeft, bestaat er in de gedachte aan de coöperatie te verspreiden, zowel onder de kleinhandelaars die er het middel om de overbodige tussenpersonen uit te schakelen zouden vinden, als onder de verbruikers zelf.

Het vraagstuk heeft ingewikkelde en moeilijk op te lossen zijden. De Regering moet er zich ernstig mede bezig houden, met het verlangen een gezamenlijke oplossing voor te stellen.

DERDE DEEL.

DE HULPINSTELLINGEN VOOR DE ECONOMIE.

Nationaal Instituut voor de Statistiek.**BEVOEGDHEDEN.**

De bevoegdheden van het Nationaal Instituut voor de Statistiek zijn vastgesteld bij koninklijk besluit van 7 Augustus 1939.

ORGANISME VAN ADVIES.

Hogere Raad voor de Statistiek; voor de bevoegdheden, zie bijlage III.

UITGEVOERDE WERKEN.

De werken die thans door het Nationaal Instituut voor de Statistiek worden uitgevoerd, zijn de volgende :

1. *Demographie* :

Al de demographische statistieken worden thans opgemaakt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

Zij betreffen :

- a) de loop van de bevolking (jaarlijkse statistiek);
- b) de beweging van de burgerlijke stand (maandelijkse statistiek — jaarlijkse statistiek);
- c) de algemene tellingen van de bevolking en van de gezinnen.

2. *Landbouw* :

- 1^o Telling van de winterbezaaiingen en van het vee (jaarlijks);
- 2^o Land- en tuinbouwtelling van de Lente (jaarlijks);
- 3^o Stand en opbrengst van de teelten (maandelijks);
- 4^o Driemaandelijkse opgave van de voor het verbruik geslachte dieren;
- 5^o Driemaandelijkse opgave van het gezaagd en ongezaagd hout;
- 6^o Verschillende toevallige statistieken;
- 7^o Algemene landbouwtelling (eerstvolgende in 1950).

3. *Nijverheid* :

- 1^o Algemene nijverheidstelling (vijfjaarlijks);
- 2^o Maandelijkse statistieken van de voortbrenging in de volgende industriën:
 - Stikstof;
 - Houtbewerkende nijverheid;
 - Groeven;
 - Kolenmijnen;

Schoeisel;
Kalk, kalksteen en bijproducten;
Rubber;
Bouwbedrijf;
Water;
Gas;
Non-ferro metalen;
Papier;
Petroleum en bijproducten;
IJzerbewerkende nijverheid.

4. *Handelsstatistieken* :

a) BINNENLANDSE HANDEL :

- 1^o Telling van de handelsinrichtingen (vijfjaarlijks);
- 2^o *Maandindex* van de verkoop voor het gebruik;
- 3^o Statistiek van de leurhandel (maandelijks — verrichtingen begonnen).

b) BUITENLANDSE HANDEL :

- 1^o Statistiek van de buitenlandse handel van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (maandelijks);
- 2^o Statistiek van de vergunningen (maandelijks).

5. *Vervoerstatistieken* :

- 1^o Statistiek van het internationaal verkeer in de havens (maandelijks);
- 2^o Statistiek van de binnenscheepvaart (maandelijks);
- 3^o Doorlopende inventaris van de tot het verkeer toegelaten motorvoertuigen (in voorbereiding).

6. *Sociale statistieken* :

- a) Algemene telling der beroepen;
- b) Index der lonen :

Een index wordt bij wijze van proef berekend voor verschillende industrieën. De methoden en de lijst der te raadplegen bedrijven zijn voorgelegd aan de bevoegde paritire commissies. Binnen enkele maanden zal er een index der lonen voor alle takken van bedrijvigheid, zomede een algemene index worden opgemaakt;

- c) Statistiek der stakingen en uitsluitingen (maandelijks);
- d) Statistiek der arbeidsongevallen (maandelijks);
- e) Statistiek van de werkloosheid in samenwerking met het Voorlopig Steunfonds voor Werklozen (maandelijks);
- f) Statistiek der ambtenaren (toevallig).

7. *Financiële statistieken* :

a) Openbare financiën :

- 1^o Statistiek der provinciale en gemeentelijke financiën (begrotingen en rekeningen) (jaarlijks);

2^o Statistiek der aangiften tot de inkomstenbelasting en de aanvullende personele belasting (jaarlijks — werk aan de gang voor de eerste maal);

3^o Statistiek van de grondbelasting (in voorbereiding).

Die twee laatste statistieken zullen de berekening van het nationaal inkomen volgens de subjectieve methode mogelijk maken.

b) Private financiën :

1^o Rendement van de Belgische en Congolese naamloze vennootschappen (maandelijks);

2^o Uitgiften (maandelijks);

3^o Beursindices (maandelijks);

4^o Enquête nopens het rendement der bedrijven (jaarlijks);

In voorbereiding :

1^o Statistiek der coöperatieve vennootschappen;

2^o Statistiek der hypotheeken;

3^o Statistiek van de overdrachten van onroerende goederen.

8. Gerechtelijke statistieken :

1^o Statistiek van de rechtsbedeling (jaarlijks);

2^o Criminele statistiek (jaarlijks).

9. Intellectuele statistieken (ontwerp in voorbereiding).

10. Econometrische studiën (in voorbereiding).

11. Koloniale statistieken (ter studie).

Statistiek van de buitenlandse handel van Belgisch-Congo vanaf Juli.

INRICHTING.

Het Nationaal Instituut voor de Statistiek is ingericht als volgt :

1. Dienst voor statistische studiën omvattende zes gespecialiseerde secties onder leiding van hogeschoolgediplomeerden : opdracht, voorbereiding, ontleding en publicatie van de statistieken.

2. Uitvoeringsdienst : opdracht, bewerking.

3. Inlichtingsbureau.

4. Vertaalbureau.

5. Secretariaat (personeelskwesties, boekhouding en economaat).

Die inrichting stemt overeen met het plan voorgestaan door de h. Camu, Koninklijk Commissaris tot de administratieve hervorming. Uit technisch oogpunt geeft zij voldoening. Uit administratief oogpunt evenwel bestaan er leemten in de inrichting, waarin dient voorzien en nopens welke de nodige voorstellen te gelegener tijde zullen gedaan worden.

UITGAVEN EN PERSONEEL.

Het totaal der uitgaven, na inkrimping, bedraagt 37.346,480,— fr. (alles inbegrepen).

Wij hebben een vermindering van 450.000 frank op het *Statistisch Bulletin* vermeld. Een andere besparing werd gedaan op de post 9-5, huur van machines. Zij beloopt ongeveer 1 miljoen frank.

Er werd ons uitgelegd dat de Amerikaanse firma's dit jaar over geen machines zouden beschikken, zodat de voorziene som van 4 miljoen frank niet zou kunnen gebruikt worden.

Ten slotte zal de post van 2 miljoen frank (artikel 34), kosten voor verhuizing van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, dit jaar niet gebruikt worden omdat er geen behoorlijk gebouw gevonden is.

Het gaat hier om uitgaven die naar het volgend jaar worden overgedragen. Zij zullen trouwens aanzienlijk moeten verhoogd worden omdat ons land op het gebied van de statistiek een achterstand heeft in te halen.

ONTOEREIKEND PERSONEEL.

Niemand betwist nog het nut, en men kan zelfs zeggen, de noodzakelijkheid voor een moderne Staat, van over talrijke en nauwkeurige statistieken te beschikken. Dit verklaart dat, zelfs in een land als de Verenigde Staten van Amerika, een aanzienlijke inspanning wordt gedaan om die dienst te verbeteren.

Onderstaande tabel vermeldt het vast personeel van die dienst.

STATISTISCHE WERKEN	PERSONEEL		
	Centrale dienst	Buiten-dienst	Totaal
Telling (bevolking, nijverheidsinrichtingen, handel, kleinnijverheid, enz.)	2.417	453	2.870
Telling der landbouwbedrijven	2.489	3.553	6.042
Binnen- en buitenlandse handel	681	141	822
Prijzen en lonen	929	503	1.432
Mijnen	188	29	217
Landbouwopzoeken	502	208	710
Landbouwproductie	202	393	595
TOTALEN. . . .	7.408	5.280	12.688

De werking van die dienst vergt een uitgave aan lonen van ongeveer 31 miljoen dollar en ongeveer 4,4 miljoen dollar voor andere kosten, of in totaal ongeveer 35,4 miljoen dollar.

Het Nationaal Instituut voor de Statistiek telt in het geheel 419 ambtenaren en beambten. Dit is veel minder, doch er dient rekening gehouden met het feit dat België veel kleiner is, en over veel minder middelen beschikt. Er moet dus een grondslag voor vergelijking gezocht worden. Wij menen dat het eenvoudigste is het aantal personeelsleden, die in de statistiek werkzaam zijn, per miljoen inwoners in beide landen te vergelijken. Men bekomt aldus :

Verenigde Staten van Amerika : 90

België : 52

Hieruit kan afgeleid worden dat België erg ten achter is bij de Verenigde Staten van Amerika, vermits, voor een miljoen inwoners, het Instituut 38 personeelsleden minder te werk stelt. Op grond van de toestand in Amerika, zou het Instituut over een personeel van ongeveer 720 eenheden moeten beschikken.

* *

Men kan opwerpen dat het redelijker zou zijn een klein land als vergelijkingspunt te nemen. Nemen wij Nederland, aantal inwoners vrijwel gelijk, economische en financiële toestand moeilijker dan in België.

Ter vergelijking geven wij hierna de samenstelling van het personeel van het Centraal Bureau voor de Statistiek van Nederland en van België, voor de afdelingen waarvoor vergelijking mogelijk is :

	Nederland voorzien kader	België
Demographie.	43	19
Economische en sociale statistieken	394	69
Gerechtelijke statistieken	51	6
Conjunctuur en mathematische statistiek	14	5
Statistiek der openbare en private financiën	80	25
Statistiek van de handel en het verkeer	173	104
Culturele statistiek	33	2
Secretariaat, boekhouding en inlichtingsbureau en vertaalbureau.	58	40
Algemene tellingen (voorbereiding)	15	2
Economaat	51	15
Mechanographische dienst	415	132
	1.327	419

Misschien zal men opwerpen dat het personeel dat voor de Statistiek werkzaam is inderdaad talrijker is, vermits sommige departementen voortgaan met het houden van « opzoeken en opnamen van inlichtingen deel uitmakend van de lopende administratieve practijk, waaraan zij onafscheidbaar verbonden zijn door hun bijzonder doel, dat beperkt is tot de rechtstreekse behoeften van de betrokken dienst », zoals de wet van 7 Augustus 1939 het zegt.

Wij hebben de tijd niet om de lijst van deze opzoekingen en opnamen op te maken. Wij zijn van mening dat, op het gebied van de statistiek, versnippering dient vermeden te worden. Bovendien moet er een inspanning gedaan worden om de waarheid zo dicht mogelijk te benaderen, omdat dit het enige middel is om van het publiek te bekomen dat het er belang zou aan hechten. Ten slotte, dienen zij opgemaakt op grondslagen die de vergelijkingen met het buitenland mogelijk maken.

Wij beweren trouwens geenszins dat er op dit gebied een even talrijk personeel als in het buitenland noodzakelijk is.

Wij wilden enkel doen uitkomen dat het personeel van de uitvoeringsdiensten van het Nationaal Instituut ontoereikend is voor de taak die het te vervullen heeft, zo talrijk zijn de aanvragen in de statistiek geworden; anderdeels ontbeert het Nationaal Instituut voor de Statistiek een ploeg van enkele beambten belast met het nazien van de aangiften, die inzonderheid door overreding bij de particulieren en de besturen zouden te werk gaan.

DE MECHANOGRAPHISCHE DIENST.

De modernisering van de mechanographische uitrusting is in uitvoering. Op buitengewone werken na kan geraamd worden dat, uit dit oogpunt, de uitrusting ongeveer in orde zal zijn bij het einde van dit jaar.

DE ARBEIDSVOORWAARDEN.

De installatie van de Dienst is gebrekkig; de lokalen zijn niet geschikt voor een zo belangrijke dienst, waar het werk aan de ketting moet geschieden. De diensten zijn te zeer verspreid; sommige burelen slecht verlucht; het personeel van de mechanographische dienst werkt in een oorverdovend gerucht en onder voorwaarden die een noodlottige invloed hebben op de gezondheid en op het rendement van het personeel. Anderdeels is aan geen enkel van de wettelijke voorschriften in zake onderbrenging van het personeel voldaan. Wil men dat een organisme, dat zo belangrijk is voor het beheer der openbare en private zaken, zijn taak kan blijven vervullen en zich kan ontwikkelen, dan moet het in behoorlijke lokalen worden ondergebracht.

BESLUIT.

Wij erkennen dat een ernstige inspanning werd gedaan en dat er tot op zekere hoogte rekening werd gehouden met de verleden jaar gemaakte opmerkingen.

De inspanning is evenwel sterk onvoldoende. De Regering wil, volgens de Regeringsverklaring, een geleide economie volgen. Een dergelijke politiek is onmogelijk zonder talrijke en betrouwbare statistieken. De particulieren zelf kunnen niet werken zonder over betrouwbare inlichtingen te beschikken. De tegenstrijdige en zelden bewezen bevestigingen, ver van licht te werpen op de belangrijke vraagstukken, maken het opzoeken van een oplossing moeilijk en soms onmogelijk.

Ver van besparingen te doen zal men nieuwe uitgaven moeten toestaan om een werktuig te volmaken dat onontbeerlijk is zo voor de openbare machten als voor de particulieren, opdat de economische inspanning tot het maximum kunne opgevoerd worden.

De wetenschappelijke opzoekingen.

Het krediet is gestegen van 30 tot 50 miljoen. Dit krediet is ter beschikking gesteld van het I.A.W.O.L.N. Dit organisme schenkt, na ernstig onderzoek, toelagen aan de initiatieven die het belangwekkend oordeelt.

(Zie de lijst van de ondernemingen die tijdens het jaar 1946 toelagen ontvingen, in het verslag van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, bladz. 33, Gedr. st., n^r 252.)

De nieuwe verhoging wijst op een ernstige inspanning en getuigt van de belangstelling die het Ministerie aan de wetenschappelijke opzoekingen hecht.

De vraag rijst hoever men op dit gebied moet gaan. Wij achten het nuttig hierna een tabel af te drukken, die enige inlichtingen in dit verband vermeldt, en die overgenomen is uit een studie van de h. W. De Keyser, docent aan de Vrije Universiteit te Brussel en in 1944 gepubliceerd door het C.E.P.A.G. te Londen :

	V.S.A.	ENGELAND	U.S.S.R.	BELGIË
Totale uitgaven voor wetenschappelijke opzoekingen .	13.200 miljoen	1.232 miljoen	?	?
% t.o.v. het nationaal inkomen	0,35%	0,2%	1%	?
Totale uitgaven van de Regering.	5.456 miljoen	528 miljoen	?	7 miljoen
% t.o.v. het nationaal inkomen	0,14%	0,08%	?	0,014%
Toelage van de Regering aan de nijverheidsopzoekingen .	?	153,5 miljoen		1 miljoen
% t.o.v. het nationaal inkomen	?	0,025%		0,002%

Al die cijfers hebben wel te verstaan betrekking op de vooroorlogse toestanden. Niet zonder spijt dient vastgesteld dat de inspanning van België ver ten achter bleef bij die van Engeland, niet alleen in absolute cijfers, hetgeen gemakkelijk uit te leggen is, doch eveneens in percentages, hetgeen veel minder verschoonbaar is.

Het is niet voldoende vast te stellen dat onze nijverheid veld verliest en er zich over te beklagen. Men moet daarentegen reageren en de nodige middelen gebruiken om het verloren terrein terug te winnen.

Een ernstige poging werd gedaan, doch zij schijnt ons nog onvoldoende. Immers, om ons op het vooroorlogse peil van Engeland te stellen, zou men 0,2 % van 180.000 miljoen of 360 miljoen moeten uitgeven, waarvan 144 miljoen ten laste van de Staat.

Andere Ministeries dan dit van Economische Zaken trekken op hun begroting kredieten uit die moeten gevoegd worden bij de 50 miljoen van Economische Zaken.

Tegenover de omvang van de vereiste offers kan men zich afvragen wat die uitgaven opbrengen voor het land. Wij zouden kunnen antwoorden met een andere vraag, namelijk wat de nijverheid reeds verloren heeft doordat de wetenschappelijke opzoekingen niet voldoende ontwikkeld werden. Wij verkiezen evenwel beroep te doen op het verslag waarvan hierboven sprake.

Daarin lezen wij :

« Het is moeilijk juist op te maken wat de wetenschappelijke opzoeking voor de nijverheid opbrengt. Het D.S.I.R. (Department of Scientific and Industrial Research) heeft evenwel hieromtrent een onderzoek ingesteld en enkele belangwekkende uitslagen bekomen.

» Wat de hoogovens, de electriciteit, de voedingsnijverheid, het katoenbedrijf aangaat, acht het D.S.I.R. dat de totale uitgaven ten belope van ongeveer 44.000 pond sterling, besparingen hebben mogelijk gemaakt die jaarlijks 3.250.000 pond sterling bedragen.

» Die besparing komt natuurlijkerwijze niet ten goede aan een enkele groep van personen, maar strekt zich uit over de ganse nijverheid, waarbij het soms slechts om kleine sommen gaat, hetgeen enigszins het gebrek aan ijver uitlegt vanwege sommige nijveraars om van die, nochtans belangrijke bron van inkomsten gebruik te maken. Dit verantwoordt voor het overige volledig de tussenkomst van de Staat. »

Natuurlijk moet de Staat financieel bijdragen, en zelfs ruimschoots. Een ware inspanning werd trouwens gedaan sinds de bevrijding. Wij hopen dat vorenstaand uittreksel al de nijveraars zal overtuigen dat zij er een klaarblijkelijk belang bij hebben, aanzienlijke sommen te besteden voor de wetenschappelijke opzoeking.

De spaarzaamheid die voor de oorlog tegenover de wetenschappelijke opzoekingen werd aan de dag gelegd, heeft ons land geplaatst voor twee andere moeilijkheden die, de ene zowel als de andere, een zekere tijd zullen vergen om opgelost te worden.

Eensdeels is er een gebrek aan wetenschappelijk personeel. Anderdeels zal het noodzakelijk zijn de bestaande laboratoria te verbeteren en er nieuwe op te richten. Dit is zoveel te meer te betreuren, thans en gedurende volgende jaren, daar een heel bijzondere inspanning geboden is.

Een typisch voorbeeld, dat de nijverheid in de hoogste mate zal belang inboezemen, is dit van de atoomenergie. Indien wij wel ingelicht zijn heeft men zopas een opzoekingscentrum opgericht. Men zal apparaten moeten kopen die zeer duur zijn en men zal het aantal specialisten moeten verhogen.

Een bijzonder krachtdadige inspanning is geboden, want de oorlog is ons op dit gebied zeer ongunstig geweest. Vóór 1940 had België practisch een monopolie verworven in de voortbrenging van radium. Alles liet dus veronderstellen dat ons land eenmaal een van de eerste zou zijn om een belangwekkende rol te spelen in de voortbrenging van atoomenergie. Ten gevolge van de oorlog werd die verwachting niet verwezenlijkt. In het huidig stadium vergt de voortbrenging van atoomenergie installaties die onze financiële mogelijkheden te buiten gaan.

Het zou anderdeels te betreuren zijn dat Congo de grondstof kan leveren, doch dat de bewerking in het buitenland zou moeten geschieden.

Elke hoop moet trouwens niet opgegeven worden. Immers, indien de methode van voortbrenging van atoomenergie bekend is, moet de werkwijze die de nijverheidsgebruik er van zal mogelijk maken, nog bijgewerkt worden. Niets

laat toe te zeggen dat de huidige productiemethode geen verbeteringen meer kan ondergaan. Doch men moet vlug handelen en voor geen enkele moeilijkheid terugdeinzen.

Uit het vorenstaande kunnen wij besluiten :

In de allereerste plaats, de besparingen op het gebied van de wetenschappelijke opzoeking komen vroeg of laat tot uiting in aanzienlijke verliezen voor 's lands economie. Vervolgens moeten, buiten de financiële offers, de nodige maatregelen getroffen worden om aan de wetenschappelijke opzoeking een uitgelezen plaats te bezorgen. Dit is des te meer noodzakelijk daar wij, wegens onze financiële mogelijkheden, de hoeveelheid moeten vergoeden door de hoedanigheid.

Om die uitslag te bereiken zal het nodig zijn een gecoördineerde organisatie op te richten om, zoveel mogelijk, verliezen en overtolligheden te vermijden. De oorlog heeft trouwens bewezen dat de verrassende uitslagen die in de grote landen bekomen werden, grotendeels te danken zijn aan de methodische inrichting van de opzoeking en door, waar zulks mogelijk was, de collectieve inspanning in de plaats te stellen van de individuele inspanning. Wij beogen, wel te verstaan, de industriële wetenschappelijke opzoekingen.

Sinds de bevrijding werd het I.A.W.O.L.N. opgericht. Het heeft een uitstekende arbeid verricht, zoals blijkt uit bijlage III van het verslag van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (Gedr. St., n^o 252, bladz. 33), waarin de lijst is afgedrukt van de ondernemingen die, in 1946, toelagen ontvangen hebben.

De rol van het I.A.W.O.L.N. is nochtans beperkt, in dien zin dat de rol er van alleen bestaat in het aanmoedigen van de inspanningen die het waardig acht van ondersteund te worden.

Een eerste stap op de weg van de methodische inrichting werd gesteld door de besluitwet van 30 Januari 1947, getroffen door de h. Minister De Groote, en houdende vaststelling van het statuut van oprichting en werking van centra belast met het bevorderen en samenschakelen van de techniek der verschillende takken van 's lands economie, door de wetenschappelijke opzoeking.

De centra, waarvan sprake in die besluitwet, hebben veel gelijkenis met de « Research Associations » van Engeland. In laatstgenoemd land hangen die basisorganisaties af van het D.S.I.R. Daarnaast werken de « Medical Research Council » en de « Agricultural Research Council ». Die drie organismen verzekeren de verbinding met de Hogescholen, en hangen op hun beurt af van de « Privy Council ».

Van laatstgenoemd Ministerie hangt anderdeels de Centrale Planningdienst af, die zich bezighoudt met de wederuitrusting van de nijverheid.

Het geheel is opgevat om de wetenschap met de nijverheid te verbinden. Dit voorbeeld toont aan dat het nodig is de inspanning tot methodische inrichting van de wetenschappelijke opzoeking voort te zetten.

Vooraf, en hierop leggen wij krachtig de nadruk, geen besparingen meer op de wetenschappelijke opzoekingen.

Wij hopen dat de Regering integendeel haar inspanning verder zal opvoeren ondanks de financiële moeilijkheden.

Wij wensen anderdeels dat de nijverheid zelf niet meer zal terugdeinzen voor de offers die zij zich moet getroosten.

Voorlichting en Documentatie.

Naar ons oordeel, ontbreekt het het Ministerie van Economische Zaken aan een dienst van hoofdzakelijk belang. Vooreerst een voorlichtingsdienst : wij weten zeer goed dat de oprichting van zulke dienst op moeilijkheden gaat stuiten, of, om het juister te zeggen, met vooroordelen zal te kampen hebben. Onmiddellijk denkt men, inderdaad, aan de propaganda van de totalitaire Staten, en, zonder het te zeggen, is men er min of meer voor bevreesd dat de fungerende Minister er gebruik zou van kunnen maken om de openbare mening te beïnvloeden. Die opwerpingen hebben slechts weinig waarde. Kijken wij naar Engeland, waar de politieke partijen tegen elkaar een heftige strijd voeren. De socialistische Regering heeft een bewonderenswaardige reclamecampagne gevoerd, om het de bevolking duidelijk te maken dat moest uitgevoerd worden. Nooit is er enige kritiek opgerezen, omdat het eenvoudig ging om de verdediging van de belangen van het land. Dank zij die campagne, heeft de bevolking begrepen, en de uitslag daarvan is dat, op dit gebied, de inspanning van de Engelse Regering door de ganse bevolking gesteund wordt. Deze steun is te meer van betekenis daar hij van allen offers vergt.

Wij zouden dit voorbeeld kunnen vermenigvuldigen. Nederland geeft een weekblad uit met economische strkking. Het geeft economische studiën, niet alleen over de toestand in Nederland, maar eveneens over de andere landen. Elke partijpolitiek wordt streng geweerd, de voorlichting is objectief. De Nederlanders begrijpen de moeilijkheden van deze tijd, zij weten dat, zonder deviezen, niemand ze uit de moeilijkheden kan redden. Dit alles is een kwestie van eerlijkheid en wordt deze geen geweld aangedaan, dan kan het land slechts baat vinden bij een oordeelkundige voorlichting.

Men heeft ons tegengeworpen dat wij de persconferenties hebben. Wij zijn van die conferenties geen al te warme voorstanders. Het gaat om een nieuwigheid die uit Amerika is overgekomen, waar de tradities en de regelen van het parlementair spel volkomen verschillend zijn. Een Staatssecretaris beschikt in dat land niet over een parlementaire tribune; hij kan door een parlementaire commissie gehoord worden, dat is al, en het is zeer weinig. Op zekere tijdstippen hebben wij ministers gehad die zulk een aantal conferenties bijeenriepen dat men duidelijk de indruk kreeg dat zij totaal vergeten waren dat er in België een Parlement bestond.

Buitendien bestaat er bij ons, zoals trouwens in Engeland, een traditie die wil dat de Minister, die het land iets van belang mede te delen heeft, het via het Parlement doet. Ten slotte geven de persconferenties niet steeds op objectieve wijze beide zijden van de medaille te zien.

Trouwens, waarom verder aandringen? Verscheidene Ministeries laten op geregelde tijden een bulletin verschijnen. Voor zover wij weten, is er geen ernstige critiek wat de objectiviteit van die uitgaven betreft.

Wellicht zal men opwerpen dat ons land daaraan geen behoefte heeft. Grove vergissing; het is niet omdat onze economie momenteel een goede tijd kent, dat er voor morgen geen moeilijkheden te voorzien zijn.

Er zijn trouwens vraagstukken die op een onmiddellijke oplossing wachten en het ware gemakkelijk voorbeelden te geven. Opdat het land kunne medehelpen moet men het objectief de moeilijkheden uiteenzetten waaraan het het hoofd zal moeten bieden.

DOCUMENTATIE.

Wil men dat de nijverheid gemoderniseerd worde, en verder de weg naar technische en sociale vooruitgang opgaat, dan moet zij over een zo volmaakt mogelijk documentatieapparaat beschikken. Kan men van een zelfs machtige industrieel vergen dat hij over een dienst beschikt om, zelfs oppervlakkig, de tientallen, ja de honderden, in de wereld verschijnende tijdschriften in te kijken om er de hem aanbelangende voorlichting uit te halen? Vanzelfsprekend neen. Dergelijke dienst zóu hem te duur kosten. Alleen de Regering kan zulke dienst rationeel inrichten. Hij zal trouwens per slot van rekening zijn eigen kosten dekken, doordat de industrieel zeker zal bereid gevonden worden om een prijs te betalen in verhouding tot de diensten die hem zouden bewezen worden. Onnodig trouwens op dit punt verder nadruk te leggen. Degelijk gedocumenteerd over hetgeen op dit gebied gebeurt, zal de vooruitziende industrieel er toe aangezet worden de technische vooruitgang op alle gebieden te volgen. Dergelijke diensten bestaan trouwens in andere landen en bewijzen er zeer gewaardeerde diensten.

Een commissielid heeft twijfel uitgesproken wat betreft het nut van een documentatiedienst. Hij twijfelt er buitendien aan dat de Staat bekwaam zij om die degelijk in te richten.

* *

Het vraagstuk van de documentatie vertoont trouwens een ander aspect.

Reeds in ons vorig verslag hebben wij aangedrongen op de noodzakelijkheid de buitenlandse handel onder het Ministerie van Economische Zaken te brengen. Wij zullen op dit punt niet terugkomen, want het schijnt wel dat de gedachte nog niet rijp is. De omstandigheden zullen ten slotte de noodzakelijkheid er van wel bewijzen.

Niemand zal betwisten dat de Minister van Economische Zaken een volledig overzicht, niet alleen over 's lands economie, maar eveneens over de economie van de voornaamste landen waarmede wij belangrijke economische betrekkingen onderhouden, moet hebben. De inlichtingen op handelsgebied zijn onbetwistbaar nuttig, doch onvoldoende om zich over de economische toestand van een land een mening te vormen. Daarvoor is een ganse reeks van andere inlichtingen nodig, die men slechts onvolkomen in de officiële of particuliere vakbladen vindt. Om bepaalde feiten uit te leggen en te begrijpen moet buitenland met de in die landen heersende geestesgesteldheid rekening gehouden worden. In verscheidene landen is een diepgrijpende omkeer aan de gang. Deze zal niet blijven zonder grote invloed uit te oefenen over de toekomstige structuur van die landen. Het past ons die omkeer regelmatig en op objectieve wijze gade te slaan. Niets wijst er inderdaad op dat hij ons niet zal dwingen onze eigen toestand te herzien, doordat onze nijverheid in de mogelijkheid moet gesteld worden met gelijke wapens te kampen.

Al deze beschouwingen pleiten ten gunste van het beginsel van een rechtstreekse economische vertegenwoordiging in een zeker aantal landen van aanzien. België kan moeilijk de grote landen nabootsen, die meer en meer op een zeer ver gedreven specialisatie beroep doen. Deze moeilijkheid kan, naar onze mening, overwonnen worden door een attaché een meer uitgebreide opdracht te geven, bij voorbeeld door hem de economie en de sociale kwesties toe te vertrouwen.

Het blijkt ons in elk geval onmogelijk de diplomatieke vertegenwoordigers met een zo uitgebreide en gespecialiseerde taak te belasten. Bijgevolg zal men er toe moeten besluiten op specialisten beroep te doen. Dit is het gepaste middel om de Minister van Economische Zaken beschikking te geven over al de factoren die voor een nauwkeurige en objectieve voorlichting van belang zijn. De proefneming met het aanstellen van een economisch attaché bij onze ambassade te Londen, heeft trouwens belangwekkende resultaten opgeleverd.

De mogelijkheid de kwaliteit van onze producten te waarborgen.

Wij hadden reeds gelegenheid om de aandacht op dit belangrijk punt te vestigen. Wij hebben toen het invoeren van een nationaal merk voorgesteld. Niets werd echter op dit gebied verwezenlijkt. Het is te betreuren. Inderdaad, men houdt niet op te verkondigen dat de kwaliteit van de Belgische voortbrengselen moet verbeterd worden, maar ondertussen wordt niets gedaan. De eerlijke producenten zien zich verplicht procédé's toe te passen die hun tegen de borst sluiten, maar zij moeten het hoofd bieden aan het op de markt geworpen minderwaardig goed. Voor de textielwaren bv. is het moeilijk katoenweefstoffen te vinden. Haast alles wordt « zuiver wol » verkocht. Onnodig trouwens aan te dringen, iedereen weet wat er omgaat.

Het wordt hoog tijd om de nodige maatregelen te treffen ten einde de kwaliteit van onze producten te waarborgen. Het ligt nochtans voor de hand dat het Ministerie er niet kan aan denken een eindeloze reeks van besluiten uit te vaardigen, waarin, voor elk product, de kwaliteitbepalende normen worden omschreven.

Andere landen zijn voor dezelfde moeilijkheden komen te staan. Zij zijn er in geslaagd het vraagstuk op te lossen, tot voldoening van de voortbrenger, de distributeur en de verbruiker.

Het eenvoudigste stelsel schijnt ons dat van de Verenigde Staten van Amerika. In 1915 werd de F.T.C. — « Federal Trade Commission » — opgericht. Deze roept een nationale conferentie van voortbrengers van hetzelfde artikel of van eenzelfde groep van artikelen bijeen. De producenten, die op grond van hun ervaring het meest aangewezen zijn om zulks te doen, worden verzocht de regelen van de « Fair Trade Practice » (Praktijk van de eerlijke handel) vast te stellen. Geven die standaardregelen voldoening, dan worden zij door de F.T.C. aanvaard en moet elke producent ze naleven.

In bepaalde gevallen moeten de producten die aan zulke regelen niet voldoen, het opschrift « namaak » dragen, bv. wat de jam betreft. Deze moet 45 pond fruit voor 55 pond suiker bevatten. Het product dat minder fruit bevat moet als « namaak » beschouwd worden.

De controle is zeer eenvoudig vermits zij door de verbruiker, de « dealer » (distributeur) en de voortbrenger uitgeoefend wordt. Een verbruiker meent dat hij bedrogen werd, hij zendt het artikel naar het officieel laboratorium waar de ontleding gedaan wordt; werd bedrog gepleegd, dan wordt de F.T.C. gewaarschuwd, deze maakt proces-verbaal op en de schuldige wordt tot een boete veroordeeld welke tot 5.000 dollars kan gaan. Buitendien houdt een kleine dienst van controleurs der F.T.C. bijzonder toezicht op de delinkwent tot wanneer deze opnieuw op de goede weg is.

Het stelsel is eenvoudig, werkt met een minimum van personeel en geeft uitstekende resultaten. Er bestaan natuurlijk andere methodes om hetzelfde doel te bereiken. Het Amerikaans stelsel schijnt ons nochtans bijzonder aanbevelenswaardig omdat het een democratisch en rationeel stelsel is waarbij zelfs de verbruikers een woord mogen meespreken. Ten andere zijn de kosten niet hoog. Wij hopen in elk geval dat reeds dit jaar maatregelen zullen getroffen worden om het ene of het andere stelsel te ontwerpen. Wil de Regering aan de wedden en lonen de hoogst mogelijke koopkracht geven dan moeten wij producten van primakwaliteit op de markt brengen.

Dit verslag werd met algemene stemmen goedgekeurd.

De begroting van Economische Zaken voor 1947 werd met algemene stemmen aangenomen; een lid onthield zich.

De Verslaggever,
AUG. DE BLOCK.

De Voorzitter,
LOGEN.

BIJLAGE I.

LOONINDEX.

Er bestaat in België geen officiële loonindex. Wel is het Nationaal Instituut voor de Statistiek thans, in samenwerking met het departement van Arbeid, een grondig onderzoek aan het doen, en zal op grond van de uitkomsten hiervan een dergelijke index kunnen opgemaakt worden, doch het is normaal, dat dit onderzoek, door zijn omvang tot dusver ongeëvenaard, nog verscheidene maanden werk zal vragen.

Evenwel beschikt de Regering nu reeds over een aantal gegevens, die bij gebrek aan beters, als grondslag kunnen dienen voor de beoordeling van de loonschommelingen sedert de oorlog.

Aan de ene kant weten wij immers welke belangrijke verhogingen van overheidswege zijn toegestaan naar aanleiding van de verschillende Conferenties van de Arbeid.

Aan de andere kant beschikt de Regering ten aanzien van het werkelijk peil, dat de lonen thans bereikt hebben, over de gegevens, welke het departement van Arbeid verstrekt heeft op verzoek van de paritaire commissies of van afzonderlijke ondernemingen, die een loonaanpassing vroegen op grond van de besluitwet van 14 Augustus 1946, genomen ingevolge de resoluties van de Nationale Conferentie van de Arbeid van 12 Augustus.

Het betreft hier natuurlijk slechts de private sector, want voor de openbare diensten zijn er geen onderzoekingen gedaan.

Deze aanvragen werden, na indiening, voor advies onderworpen aan drie Commissies, waaronder de Centrale Prijsregelende Commissie.

Deze heeft, in samenwerking met de Studiedienst van het departement van Economische Zaken, een staat opgemaakt van de beslissingen, welke te dezer zake genomen zijn door de h. Minister van Arbeid. In deze staat zijn voor elke onderneming of groep van ondernemingen de gegevens vermeld, welke de aanvragers verstrekt hebben, namelijk over de lonen, welke in Mei 1940 betaald werden en die, welke onmiddellijk vóór de zitting van de Nationale Conferentie van de Arbeid op 12 Augustus 1946 betaald werden. Hiertegenover is het nieuwe loon aangegeven, dat door de h. Minister van Arbeid goedgekeurd is, zodat men de index van de verhoging sedert 1940 heeft kunnen berekenen. Daar, dank zij de indices van de Nationale Bank, de gemiddelde verhoging in elke sector van 1936 tot 1940 bekend is, kan het huidige peil vergeleken worden met het gemiddelde van de jaren 1936 tot 1938, welk gemiddelde als referentiegrondslag genomen is zowel voor de kleinhandelsprijzen en de levensduurte als voor de lonen.

De aldus verzamelde gegevens zijn natuurlijk slechts het resultaat van een steekproef. Maar deze steekproef heeft als dusdanig betrekking gehad op een voldoende aantal sectoren, ondernemingen en arbeiders, om zich een beeld te kunnen vormen van de kwestie.

In totaal werden ruim 900 dossiers bestudeerd. Door uitschakeling van :

1° alle dossiers, welke niet genoeg gegevens inhielden omtrent het vooroorlogse loon;

2° de gevallen van individuele loonaanpassing, van gedeeltelijke aanpassing, d.w.z. slechts voor een gering deel van het personeel ener onderneming, en ten slotte, de gevallen die betrekking hebben op zeer kleine bedrijven, welke hun sector of hun streek niet vertegenwoordigen, is het mogelijk geweest, een tabel op te maken over 122 ondernemingen of groepen van ondernemingen (onder groep moet verstaan worden bv. alle steengroeven uit een bepaalde streek) verdeeld over negen sectoren : de ijzerindustrie, de metaalbedrijven, de steengroeven, de chemische producten, de voeding in 't algemeen, de brouwerijen en mouterijen, de huiden en lederwaren, papier en karton. Hierbij komen de omstandige gegevens, waarover men thans beschikt in zake de steenkolenmijnen, het bouwbedrijf en de textielnijverheid. Al deze sectoren omvatten te zamen ongeveer 638.000 arbeiders.

Onder de aldus verzamelde gegevens zijn vooral die over de lonen van de ongeschoolde arbeiders van belang. Immers, de geschoolde en geoefende werklieden vertonen van de ene sector tot de andere veel verder uiteenlopende kentrekken, en een vergelijking van hun lonen is dan ook veel moeilijker. Wel bestaat er onder de ongeschoolde arbeiders ook een zeker verschil, doch dit verscnil is in de regel veel kleiner, zodat hun lonen dan ook veel beter kunnen dienen als gemeenschappelijke noemer. Bovendien ligt het in de traditie, en in de aard zelf der dingen, dat de lonen van ongeschoolde arbeiders als uitgangspunt dienen voor de berekening van de gehele loonschaal, zowel in elke onderneming afzonderlijk als in elke bepaalde sector. Ten slotte blijkt, dat, in tegenstelling met hetgeen veelal beweerd wordt, de lonen van de geschoolden, in de meeste gevallen, geenszins achterstaan tegenover de loonsverhogingen ten behoeve van de ongeschoolden.

Deze index is gewogen door rekening te houden met de betrekkelijke grootte van elke sector ten opzichte van het aantal tewerkgestelde arbeiders. Soms wordt de opwerping gemaakt, dat, als er rekening gehouden wordt met sectoren als de steenkolenmijnen, het bouwbedrijf en de textielnijverheid, waarin de lonen sedert de oorlog het sterkst gestegen zijn, de index ook sterk beïnvloed wordt in de zin van een stijging.

Doch de index ware vals geweest, als men daarmee geen rekening gehouden had, omdat deze bedrijven alleen een derde van alle Belgische arbeiders (ongeveer 400.000) omvatten en dat hun invloed daardoor op het algemeen loonpeil zeer aanzienlijk is.

Hier volgen trouwens de cijfers over de tegenwoordige spreiding van de indices in de verschillende sectoren (basis 1936-1938 = 100) :

Steenkolenmijnen	367
Ijzerindustrie	303
Metaalbedrijf	301
Bouwbedrijf	324
Papier en karton	310
Chemische producten	294
Huiden en lederwaren	322

Voeding in 't algemeen	294
Brouwerijen, mouterijen en stokerijen	286
Textielnijverheid.	319
<i>Gewogen gemiddelde</i>	320

De algemene loonindex volgt uit het gewogen wiskundig gemiddelde van deze bijzondere indices. Wegens de spreiding, die hierboven is aangetoond (de index van de brouwerijen staat op 286, terwijl die van de kolenmijnen op 367 staat), ligt het voor de hand, dat sommige lonen vrijwel beneden dit gemiddelde liggen, maar dat andere lonen er daarentegen even ver boven uitgaan.

Tevens valt op te merken, dat de index 320 op de grondslag 1936-1938 = 100 overeenstemt met de index 280 op de grondslag 10 Mei 1940 = 100. Immers, tussen 1936-1938 en 1940 zijn de lonen met ongeveer 14 % gestegen.

BIJLAGE II.

VERKLARING VAN DE TABEL DER KLEINHANDELSPRIJZEN

I. — De globale index omvat 56 artikelen.

Deze zijn :

1^o *Voedingswaren* (34 artikelen), te weten :

1. Huishoudbrood.
2. Aardappelen.
3. Kaas.
4. Volle melk.
5. Eieren.
6. Hoeveboter.
7. Melkerijboter.
8. Zalm.
9. Koffie.
10. Cichorei.
11. Rijst.
12. Gezaagde suiker.
13. Bonen.
14. Erwten in blik.
15. Olie.
16. Azijn.
17. Zout.
18. Margarine.
19. Appelpasta.
20. Cacao.
21. Chocolade.
22. Gebroken erwten.
23. Macaroni.
24. Sardines.
25. Huishoudbier.
26. Ossenvet.
27. Entrecôte au filet.
28. Gehakt.
29. Soepvlees.
30. Varkensribbetjes.
31. Spek.
32. Reuzel.
33. Kalfsvlees.
34. Ham.

2^o *Kleding* (12 artikelen), te weten :

1. Manshemd.
2. Boordje.
3. Werkkousen.
4. Wol.
5. Werkbroek.
6. Katoen.
7. Klak.
8. Hoed.
9. Colbert naar maat.
10. Mansschoenen.
11. Volledige verzoling.
12. Klompen.

3^o *Onderhoud* (5 artikelen), te weten :

1. Borstel.
2. Dweil.
3. Stijfsel.
4. Bruine zeep.
5. Witte zeep.

4^o *Vuur en licht* (3 artikelen) :

1. Kolen.
2. Gas.
3. Electriciteit.

5^o Blijven nog, *tabak en lucifers*.

Er blijkt dus dat tegenover October 1945 :

de globale index teruggelopen is van 359,1 tot 331,1;
de index van de voeding gestegen is van 265,1 tot 278,2;
de index van de kleding teruggelopen is van 520,3 tot 392,4;
de index van het onderhoud teruggelopen is van 686 tot 518,5;
de index voor verwarming en verlichting is gestegen van 208,1 tot 290,6.

II. — In de periode van einde 1945 tot April 1947 hebben de lonen de volgende wijzigingen ondergaan :

1. Verhoging met 20 % (Nationale Conferentie van de Arbeid op 30 Juli 1945).
2. Verhoging met 2,66 % (Nationale Conferentie van de Arbeid op 16 Januari 1946, betaling van acht feestdagen per jaar).
3. Verhoging met gemiddeld 20 % (Nationale Conferentie van de Arbeid op 12 Augustus 1946, wederaanpassing van de lage lonen).

BIJLAGE III.

**LIJST VAN DE COMMISSIES
BEHORENDE ONDER HET MINISTERIE
VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MIDDENSTAND.**

1. — Commissie voor economische oriëntering (COREC).

Organiek besluit : Besluit van de Regent .dd. 13 Januari 1945 (*Belgisch Staatsblad*, 24 Januari 1945).

Voorzitter : de h. Minister van Economische Zaken.

Opdracht :

1^o Bestudering van de vraagstukken betreffende de opbouw, reglementering en inrichting van de Belgische economie en meer in het bijzonder van de kwesties van voorlichting en aanpassing;

2^o Adviseren omtrent de kwesties, welke haar worden voorgelegd door de Minister, of door diens bemiddeling, door het Ministerieel Comité voor economische coördinatie of door de Ministerraad;

3^o In voorkomend geval, aan de Minister, of door diens bemiddeling, aan het Ministerieel Comité voor Economische Coördinatie of aan de Ministerraad algemene of bijzondere maatregelen voorstellen op grond van haar studies.

N.B. — De leden van Corec zijn nog niet aangewezen. Corec komt in de plaats van de Commissie voor industriële voorlichting, in het leven geroepen bij ministerieel besluit van 20 April 1936.

Bijeenkomsten : Deze Commissie heeft nooit gewerkt, daar de leden niet aangewezen zijn. Zij behoeft trouwens niet meer beginnen te werken, daar naderhand toch het Ministerie voor 's Lands Wederuitrusting eensdeels, en de Commissie voor Economische Coördinatie anderdeels, werden opgericht.

2. — Hoge Raad voor de Statistiek (vroeger : Centrale Commissie voor de Statistiek).

Organiek besluit : 29 October 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 7 November 1946, tot intrekking van het koninklijk besluit van 16 Maart 1841, tot regeling van de Centrale Commissie voor de Statistiek.

Voorzitter : de h. G. Mullie.

Opdracht : Zorgen dat het Nationaal Instituut voor de Statistiek en eventueel het of de betrokken departement(en) de statistieken van openbaar belang opmaken. Hij doet elk voorstel, dat hem geschikt lijkt om eenheid en verbetering te brengen in het statistiekwerk.

Er mag geen nieuwe statistiek ter hand genomen worden door de Rijksbesturen; geen bestaande statistiek mag geschorst of gewijzigd worden zonder dat de Hoge Raad voor de Statistiek wordt gehoord.

Bijeenkomsten : Aantal bijeenkomsten in 1946 : tien.

3. — Commissie van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen en van de levensduurte.

Organiek besluit : 2 April 1935 (*Belgisch Staatsblad*, 4 April 1935); 20 December 1945 (*Belgisch Staatsblad*, 23 December 1945).

Voorzitter : de h. A. Julin.

Opdracht :

1^o Het bestuderen van alle vraagstukken betreffende de methode welke dient aangewend voor het opmaken van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen;

2^o Elke maand, of ten minste op gezette datums, de opgenomen kleinhandelsprijzen na te zien van de verschillende gemeenten van het Rijk waar deze opnamen gedaan worden en te dier zake de bemerkingen en beschouwingen van de vertegenwoordigers van de bevoegde administratie te aanhoren;

3^o Kennis te nemen van de bezwaren tegen het index geopperd, indien ze gericht zijn op een bepaald punt en, gebeurlijk, enkele van hare leden af te vaardigen om een onderzoek nopens dat punt in te stellen;

4^o Het regentsbesluit van 20 December 1945 bepaalt, dat de opdracht en de bevoegdheden van de « Commissie van het Indexcijfer der Kleinhandelsprijzen » van toepassing zijn op al de indexen van de kleinhandelsprijzen en van de levensduurte. De Commissie zal de titel dragen « Commissie der Indexcijfers van de Kleinhandelsprijzen en van de Levensduurte ».

Bijeenkomsten : Komt als regel om de week bijeen.

4. — Ministerieel Comité voor economische coördinatie.

Organiek besluit : Koninklijk besluit van 26 Augustus 1938 (*Belgisch Staatsblad*, 8 September 1938).

Voorzitter : de h. Eerste-Minister.

Opdracht :

1^o In het kader van de algemene politiek van de Regering onderzoeken :

a) op basis van de buitengewone begroting, het programma der door de openbare machten en de openbare instellingen af te sluiten koopcontracten;

b) de economische terugslag van de financiële en fiscale politiek, van de sociale wetgeving, van de tussenkomsten van de Staat in zake crediet, en van de vervoerpolitiek;

c) ieder vraagstuk dat de Regeringsleden door bemiddeling van de Eerste-Minister en van de Minister van Economische Zaken, Middenstand en Landbouw bij het Comité aanhangig maken.

2^o Van advies dienen omtrent sommige kwesties vóór de beraadslaging in de Ministerraad (zie *Belgisch Staatsblad* van 8 September 1938).

Bijeenkomsten : Komt in de regel om de week bijeen.

5. — Commissie voor economische coördinatie.

Organiek besluit : 23 December 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 25 December 1946).

Voorzitter : de h. Jacquemijns C., professor aan de U.L.B.

Opdracht :

1^o De bevoegde Ministers op hun verzoek van advies te dienen, hun suggesties bij te brengen omtrent alle quaestiën die verband houden met de ordening van de economische vraagstukken, betreffende de prijzen en lonen, en de algemene voortbrengst- en verdelingsprogramma's, tot op het ogenblik dat de Nationale Economische Raad zal opgericht zijn;

2^o Uit eigen beweging al de voorstellen, die zij dienstig acht in verband met vorenbedoelde vraagstukken, te doen.

Bijeenkomsten : Daar de Commissie eerst in December 1946 ingesteld werd, hadden dit jaar geen bijeenkomsten plaats.

6. — Studiecommissie belast met het voorbereiden van de herziening der wetgeving op het handelsregister en van de uitwerking van een wettelijk statuut der Kamers van Koophandel.

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 21 Januari 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 24 Januari 1946).

Voorzitter : de h. Van Ackere, gewezen Senator.

Opdracht : Herziening van de wet van 30 Mei 1924, gewijzigd bij de wet van 9 Maart 1939 tot instelling van het Handelsregister en tot voorbereiding van een wettelijk statuut der Kamers van Koophandel.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden bijeenkomsten : twintig.

7. — Studiecommissie belast met het voorbereiden van de herziening van de wetgeving op het handelsfonds.

Organiek besluit : Regentsbesluit van 9 Januari 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 12 Januari 1946), gewijzigd bij Ministerieel besluit dd. 21 Juni 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 19 Juli 1946).

Voorzitter : de h. Cuvelier, F., advocaat bij het Hof van Beroep, te Brussel.

Opdracht :

1^o Opmaken van beschikkingen strekkende tot het verstevigen van de doelmatigheid der voorschriften ter regeling van de pandgeving en tot het organi-

seren in de bijzonderheden van het regime van de verkoop van het handelsfonds op zichzelf en van de uitoefening van het voorrecht van de pandschuldeiser (hoofdstuk één van de wet van 25 October 1919 op het beroepskrediet ten voordele van de kleine handeldrijvende en industriële burgerij);

2^o Herziening van de hoofdstukken II en III van de wet van 25 October 1919 voornoemd.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden bijeenkomsten : drie en twintig.

8. — Commissie van garens en stoffen.

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 30 Juni 1909 (*Belgisch Staatsblad*, 7 Augustus 1909); Koninklijk besluit dd. 18 December 1929 (*Belgisch Staatsblad*, 4 Januari 1930).

Voorzitter : de h. Gerard, M., Ere-Directeur-generaal.

Opdracht :

1^o Toezicht op de verrichtingen der tolbeambten in zake het keuren van de eenzelveheid van het garen, dat geheel of gedeeltelijk vrij van inkomende rechten wordt toegelaten, tot stoffen wordt omgewerkt en onder die gedaante terug wordt uitgevoerd;

2^o Onderzoek van stoffen en toebehoren ten gebruike van het personeel van de besturen van spoorwegen, posterijen en telegrafen, welke haar onderworpen worden door de Bestuurraad van het Kledingfonds der spoorwegen of door de Beheerraad van het Kledingfonds der posterijen en telegrafen;

3^o Onderzoek van lakens en stoffen bestemd voor de kleding van de bewakers en kostgangers der inrichtingen van weldadigheid van de Staat en van de opgesloten der gestichten van Hoogstraten, Merxplas, enz.

Bijeenkomsten : De Commissie komt wekelijks bijeen.

9. — Raad der economische geschillen.

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 13 Januari 1935 (*Belgisch Staatsblad*, 18 Januari 1935).

Voorzitter : de h. Fauquel, voorzitter van het Hof van Verbreking.

Opdracht :

In afwachting dat het Hof der administratieve geschillen, waarvan Koning Albert de oprichting heeft gesuggereerd in Zijn schrijven dd. 4 Januari 1934, wordt samengesteld, vormt de Regering een organisme dat een maximum van waarborgen en van onpartijdigheid biedt om zijn advies te geven, na tegensprekelijke debatten, nopens alle vraagstukken van beroepsorganisatieve en economische aard waarin belangen in strijd zouden komen en na een vergelijking te hebben gebracht tussen de misschien uiteenlopende standpunten van de kleine, de middelmatige en de grote nijverheid.

Bijeenkomsten : Aantal bijeenkomsten in 1946 : twintig.

10. — Raad voor economisch onderzoek der vreemdelingen.

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 16 November 1939 (*Belgisch Staatsblad*, 27-28 November 1939).

Voorzitter : de h. Caeremynck, raadsheer bij het Hof van Beroep te Brussel.

Opdracht : De Raad is ingesteld krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit van 16 November 1939, houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen. Dat besluit bepaalt dat « ieder vreemdeling, die op het grondgebied van het Rijk een ambacht, een beroep of om 't even welke bedrijvigheid van winstgevende aard uitoefent, moet houder zijn van een regelmatige verblijfstitel of van een document of visum waarbij hij gemachtigd wordt in België te reizen.

De vreemdeling wiens ambacht, beroep of bedrijvigheid van winstgevende aard niet onder toepassing valt van het koninklijk besluit n^o 285, dd. 31 Maart 1936, houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het in dienst hebben van vreemde arbeiders, en het koninklijk besluit dd. 29 December 1936, tot samenschakeling van de bepalingen tot reglementering van de leurhandel, moet bovendien houder zijn van een « beroepskaart ».

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden bijeenkomsten : twee en dertig in de periode tussen 1 Juli en 31 December. Verder zijn reeds vijf en twintig bijeenkomsten gehouden sedert begin 1947.

11. — Bestuurscomité van de « Handelingen der Mijnen ».

Wetgeving : Koninklijk besluit van 9 Maart 1896 (*Belgisch Staatsblad* van 12 Maart 1896); 30 Juni 1919, 14 Februari 1936, 31 Juli 1946.

Voorzitter : de h. Meyers (Bestuur van het Mijnwezen).

Opdracht : Bestuur van de uitgaven van de « Handelingen der mijnen in België », een bijzonder tijdschrift bestemd om de schriften en stukken te doen kennen, welke te dien einde aan de Minister van « *Nijverheid en Arbeid* » worden toegezonden en betrekking hebben op de extractieve nijverheid der uitgraving, de metaalbewerking, de nijverheidskunsten, de ontplofbare stoffen, de stoomtuygen en de aardkunde in haar betrekkingen tot het ontginnen der mijnen en steengroeven.

Bijeenkomsten : Het Comité komt nooit bijeen, alles geschiedt schriftelijk.

12. — Aardkundige Raad.

Organiek besluit : Koninklijk besluit van 30 Mei 1919 (*Belgisch Staatsblad*, 4 Juni 1919).

Voorzitter : de h. Meyers, A. (Bestuur van het Mijnwezen).

Opdracht : Van advies dienen omtrent elke kwestie van wetenschappelijke aard in verband met de herziening van de aardkundige kaart, die hem wordt onderworpen door de Minister van *Nijverheid, Arbeid en Ravitaillering*.

N.B. — De organieke teksten worden thans herzien.

Bijeenkomsten : Er zijn tot dusver geen bijeenkomsten gehouden. De Raad zal gereorganiseerd worden. De nieuwe Raad zal belast zijn met het opmaken van de nieuwe aardkundige kaart.

13. — Vaste Commissie van advies voor de stoomtoestellen.

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 17 November 1879 (*Belgisch Staatsblad*, 20 November 1879).

Voorzitter : N...

Opdracht : Onderzoek van de kwesties in verband met de politie van de stoommachines, die haar worden gezonden door de Minister van Openbare Werken.

N.B. — Deze Commissie moet gereorganiseerd worden.

Bijeenkomsten : Deze Commissie is reeds verscheidene jaren niet meer vergaderd; de reorganisatie van haar werkzaamheden wordt overwogen.

14. — Commissie tot herziening van de mijnverordeningen.

Organiek besluit : Ministerieel besluit dd. 4 December 1897 (*Belgisch Staatsblad* 9 December 1897) — gereorganiseerd bij Ministerieel besluit dd. 15 Mei 1919 en en 19 Maart 1935.

Voorzitter : de h. Meyers (Bestuur van het Mijnwezen).

Opdracht : Voorbereiding van de herziening van de mijnverordeningen, om reden dat de vooruitgang in de mijnkunst en de noodzakelijkheid van een steeds grotere veiligheid voor de mijnarbeiders, wijzigingen en aanvullingen in die verordeningen vergen.

Bijeenkomsten : De reorganisatie van deze Commissie wordt overwogen voor het opmaken van een nieuwe mijnverordening.

15. — Raadgevende Commissie der tentoonstellingen en der jaarbeurzen in het buitenland.

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 27 April 1929 (*Belgisch Staatsblad*, 30 Mei 1929).

Voorzitter : de h. Van Overbergh, C., Minister van State.

Opdracht : Een aandachtige studie wijden aan de tentoonstellingen en jaarbeurzen, welke in het buitenland worden ontworpen, het nut van deelneming voor Belgische belangstellenden onderzoeken en in voorkomend geval voor die deelneming zorgen.

Bijeenkomsten : De reorganisatie van deze Commissie wordt overwogen.

16. — Tussenministerieel Octrooiencomité.

Organiek besluit : Ministerieel besluit dd. 30 April 1945 (*Belgisch Staatsblad*, 6 Juni 1945).

Voorzitter : de h. Hamels, inspecteur-generaal bij de Algemene Directie van de Handel.

Opdracht :

1^o Onderzoek der vraagstukken betreffende de gesequestreerde octrooien;

2^o Bij de Regering advies uitbrengen over de op dit gebied te volgen gedragslijn;

3^o Elk ander vraagstuk onderzoeken betreffende de aan vijandelijke onderdanen toebehorende rechten op gebied van handels- en nijverheidseigendom.

Bijeenkomsten : In 1946, elf.

17. — Hoge Raad van de middenstand.

Organieke besluiten : 5 Februari 1909, 25 Januari 1928, 2 Juni 1931, 9 Juni 1934.

Voorzitter : de h. F. Van Ackere, gewezen senator.

Opdracht : Beraadslagen over kwesties betreffende beroeps en economische belangen van ambachtslieden, kleine industriëlen en detaillisten.

Bijeenkomsten : Deze Commissie is van het derde kwartaal van het jaar 1946 af in het geheel zeven maal vergaderd.

18. — Interfederale Raad van het krediet aan de ambachtsbewerktuiging.

Koninklijk besluit : 22 Maart 1939 (*Belgisch Staatsblad*, 5 April 1939).

Opdracht :

a) Alle vraagstukken omtrent de bedrijvigheid van de officiële organismen van krediet aan de ambachtsbewerktuiging te onderzoeken;

b) Aan de Minister die het Middenstandswezen in zijn bevoegdheid heeft, een ontwerp van huishoudelijk reglement voor te leggen, naar hetwelk de plaatselijke en federale maatschappijen van krediet aan de ambachtsbewerktuiging zich moeten gedragen;

c) Aan de Minister die het Middenstandswezen in zijn bevoegdheid heeft, een gemotiveerd advies uit te brengen over de aanvragen tot aanneming van de federale maatschappijen van krediet aan de ambachtsbewerktuiging.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden : vier.

19. — Prioriteitencomité (Tijdelijke Commissie).

Organiek besluit : Koninklijk besluit, 9 September 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 14 September 1946); Erratum, 27 September 1946 en 12 December 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 7 Januari 1945).

Voorzitter : de h. Baron Snoy d'Oppuers.

Opdracht : Binnen het kader van de door de Minister gegeven instructies en van de wissel- en transportmogelijkheden, beslissen over het uitreiken van bewijzen van prioriteit tot betrekking, invoer, uitvoer, doorvoer en voortbrenging, alsmede de wisselverrichtingen en het desbetreffende vervoer.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden bijeenkomsten : vijf en tachtig.

Er wordt een ontwerp-besluit voorbereid tot ontbinding van het Prioriteitencomité en ter vervanging van dat Comité door de Interministeriële Economische Commissie.

20. — Interministeriële Economische Commissie (I.E.C.).

Organiek besluit : Koninklijk besluit dd. 26 Augustus 1938 (*Belgisch Staatsblad*, 8 September 1938).

Voorzitter : de h. Minister van Economische Zaken.

Opdracht : Kan geroepen worden tot voorbereiding van het voorafgaand onderzoek en van de toepassing van de maatregelen, welke gelijktijdig onder verscheidene ministers ressorteren en welke in de Ministerraad beslist zijn. Ze kan geraadpleegd worden door het Ministerieel Comité voor Economische Coördinatie.

N.B. — De bevoegdheden van de Interministeriële Economische Commissie worden tijdelijk uitgeoefend door het Prioriteitencomité.

Bijeenkomsten : Deze Commissie is sedert 1940 niet meer bijeen geweest. Ze zal weer op gang worden gebracht, zodra het Prioriteitencomité ontbonden wordt.

21. — Centrale Prijsregelende Commissie (Tijdelijke Commissie).

Organiek besluit : Regentsbesluit dd. 9 September 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 20 September 1944).

Voorzitter : de h. Jacquemijns, professor aan de U.L.B.

Opdracht :

1^o Op aanvraag van de Minister adviezen te geven en suggesties te doen betreffende alle vraagstukken die verband houden met de levensduurte;

2^o De toestand der prijzen te volgen en daarover bij de Minister verslag uit te brengen;

3^o Eventueel de werking der plaatselijke commissies te coördineren, hun inlichtingen en rapporten te ontvangen en te coördineren.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden : zeven algemene vergaderingen plus één wekelijkse bijeenkomst van het Beperkt Comité en van de delegatie van de Centrale Prijsregelende Commissie ter behandeling van de loonsverhogingen.

22. — Syndicale Commissie van Advies (Tijdelijke Commissie).

Basis : Deze Commissie werd op 1 Augustus 1945 ingesteld op initiatief van de h. Minister De Smaele, op grond van de besluiten van de Nationale Conferentie van de Arbeid van 30 Juli 1945.

Voorzitter : de h. Jacquemijns, professor aan de U.L.B.

Opdracht : De Commissie heeft slechts een adviserend karakter en is niet bekrachtigd bij een besluit. Haar opdracht is regelmatig contact te maken en te houden tussen het Departement van Economische Zaken en de syndicale afgevaardigden.

Bijeenkomsten : Deze Commissie heeft practisch opgehouden te werken sedert de instelling van de Commissie voor Economische Coördinatie. Ze heeft niet-temin vijf bijeenkomsten gehouden in de loop van het jaar 1946.

23. — Comité voor vereffening van de Warencentrales (Tijdelijke Commissie).

Organiek besluit : Besluitwet van 1 September 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 6 September 1944; — 23^{his}). — Regentsbesluit van 13 November 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 16 November 1944); Regentsbesluit van 4 Februari 1945 (*Belgisch Staatsblad* 10 Februari 1945).

Voorzitter : de h. G. Ilegems, adjunct-kabinetshoofd van het Ministerie van Begroting.

Opdracht : De Minister tot wiens bevoegdheid Economische Zaken behoren, bepaalt de wijze van vereffening van de Warencentrales, waarvan de nietigheid werd vastgesteld door de besluitwet van 5 Mei 1944 betreffende de besluiten genomen en de andere bestuursdaden verricht tijdens de vijandelijke bezetting, door de secretarissen-generaal en door hen die dezer bevoegdheden hebben uitgeoefend. (Artikel 1 van de besluitwet van 1 September 1944.)

« ... binnen de twaalf maanden na het van kracht worden van onderhavig besluit kan de Minister van Economische Zaken, in overeenstemming met den Minister van Financiën en op eensluidend advies van een *comité voor vereffening*, waarvan hij de samenstelling en de werking bepaalt, weigeren zekere der aangegane verbintenissen geldig te verklaren, wanneer deze geldigverklaring van aard zou zijn een ernstig nadeel aan de Schatkist te berokkenen of strijdig zou zijn met de belangen van den Staat. » (Artikel 1 van het Regentsbesluit van 4 Februari 1945.)

Bijeenkomsten : Aantal gehouden in 1946 : negen.

24. — Vereffeningscomité van de economische groeperingen (Tijdelijke Commissie).

Organiek besluit : Ministerieel besluit van 15 December 1944 (*Belgisch Staatsblad*, 16 Februari 1945).

Voorzitter : de h. G. Dernouchamps, inspecteur van Financiën.

Opdracht : Geeft de nodige onderrichtingen en richtlijnen aan de commissarissen-vereffenaars tot vervulling van hun opdracht, namelijk met betrekking tot de documentatie, het opzeggen der huurcelen, de vereffening van het meubilair en het materieel, het personeel, de boekhouding, en, in het algemeen, voor alle principekwesties door de commissarissen-vereffenaars op te lossen.

Het coördineert hun werking.

Bijeenkomsten : Aantal bijeenkomsten in 1946 : negen.

25. — Vereffeningscomité van de bedrijfsraden (Tijdelijke Commissie).

Organiek besluit : Besluitwet van 9 Februari 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 5 Maart 1946).

Voorzitter : de h. J. Vander Meulen, directeur-generaal bij het Ministerie van Economische Zaken.

Opdracht : Coördinatie van het beheer der commissarissen-vereffenaars, wat de vereffening betreft van de *bedrijfsraden*. Tot dat doel mag het alle daden van beheer, welke het nuttig acht, aan zijn voorafgaandelijke goedkeuring onderwerpen. Het mag verslagen en inlichtingen van de commissarissen-vereffenaars eisen. Het brengt verslag uit bij de Minister van Economische Zaken en dient hem van advies voor alle zaken met betrekking tot de vereffening waarover het toezicht uitoefent.

Bijeenkomsten : Veertien.

26. — Commissie voor de studie van een beroepsstatuut voor de ondernemingsrevisor.

Organiek besluit : Ministerieel besluit van 25 April 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 10 Mei 1946).

Voorzitter : de h. H. Depage.

Opdracht : Deze Commissie heeft haar werkzaamheden bijna geëindigd.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden bijeenkomsten : achttien. Deze Commissie wordt binnenkort opgeheven.

27. — Vlascommissie.

Organiek besluit : Ministerieel besluit van 30 Augustus 1935 (*Belgisch Staatsblad*, 3 September 1935), gewijzigd bij Ministerieel besluit van 30 October 1946.

Voorzitter : de h. Senator Gilbert Mullie.

Opdracht : Commissie van advies voor alle vraagstukken, die verband houden met de vlasnijverheid en -handel.

Aantal bijeenkomsten : Daar deze Commissie in October 1946 gereorganiseerd werd, is er slechts één vergadering gehouden.

28. — Nationale Commissie der kunstambachten en -industrieën.

Organiek besluit : Regentsbesluit van 1 Januari 1945 (*Belgisch Staatsblad*, 26 Januari 1945).

Voorzitter : de h. Van Ackere, Fernand.

Opdracht : Alle nuttige maatregelen voor te stellen met het oog op :

1^o het opsporen der middelen ter bescherming der kunstambachten en -industrieën; het bijdragen tot dezer ontwikkeling en desgevallend het bewerkstelligen van hun heropleving;

2^o het coördineren der pogingen strekkende tot de bovenvermelde doeleinden.

De Nationale Commissie verleent, desgevallend, haar beschermheerschappij aan alle in deze ingerichte manifestaties.

Bijeenkomsten : Aantal in 1946 gehouden : vijftien.

29. — Gewestelijke prijsregelende Commissies.

Zetelt bij :

de hh. Bossaert, Voorzitter van de Gewestelijke Prijsregelende Commissie, Brabant, Eikstraat, 22, Brussel;

Sandron, Voorzitter van de Gewestelijke Prijsregelende Commissie, Charleroi, Palais du Peuple, Charleroi;

Logen, Voorzitter van de Gewestelijke Prijsregelende Commissie, Luik, quai de la Boverie, 18, Luik;

Staes, Voorzitter van de Gewestelijke Prijsregelende Commissie, Limburg, Dr Willemsstraat, 34, Hasselt;

Leclef, Voorzitter van de Gewestelijke Prijsregelende Commissie, Antwerpen, Oudaen, 17, Antwerpen.

30. — Aanstellingscommissie voor de candidaat deskundige-verificateurs.

Voorzitter : de h. Blairon, accountant te Nijvel.

Bevoegdheden : Organiek besluit van 9 Juli 1946 (*Belgisch Staatsblad*, 12 Juli 1946).

De aanstellingscommissie voor de candidaat-deskundige verificateurs is gelast de Minister van Economische Zaken vóór de benoeming van bedoelde deskundigen, alle nuttige adviezen betreffende de kandidaten tot dit ambt te verstrekken, alsmede alle suggesties te doen, die ten doel hebben de aanwerving ervan te verbeteren.

Ze kan de Minister van Economische Zaken de schrapping der onwaardig geachte deskundige verificateurs voorstellen.

Bijeenkomsten in 1946 : Vijftien.

31. — Commissie voor vereffening van de Compensatiekassen.

Voorzitter : de h. Van der Meulen, Directeur-generaal bij het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand.

Bevoegdheden : Coördinatie van de werkzaamheden van de commissarissen-vereffenaars. Onderzoek van principiële kwesties en voorlegging van haar advies aan de Minister.

Bijeenkomsten in 1946 : Twee (eerste bijeenkomst op 30 October 1946).

32. — Comité voor beheer en coördinatie van de krijgsgevangenen.

Voorzitter : Kolonel M. S. B. De Vijver.

Opdracht : Het Comité is onder meer bevoegd voor :

1^o het onderzoek van alle kwesties, waarvan de oplossing afhangt van verschillende ministeriële departementen en, na verkregen akkoord, bepaling van de maatregelen, welke door de Dienst van de Krijgsgevangenen bij het Ministerie van Landsverdediging in toepassing moeten gebracht worden betreffende deze kwesties;

2^o bestudering van de geschikte middelen :

a) tot verhoging van het rendement der krijgsgevangenen;

b) tot verlaging van de uitgaven op elk gebied.

3^o onderzoek van alle uitgaven, waaromtrent het hoofd van de Dienst der Krijgsgevangenen bij de Minister van Landsverdediging meent verslag te moeten doen aan het Comité, voor ze ten laste van de bedrijfsrekening te brengen;

4^o het aannemen van elke maatregel, welke een doeltreffende contrôle van de uitgaven mogelijk maakt;

5^o het opmaken van richtlijnen voor de organisatie en het beheer van de cantines in de krijgsgevangenenkampen;

6^o goedkeuring van de loonbedragen, welke aan de Staat verschuldigd zijn door de werkgevers die krijgsgevangenen in dienst hebben;

7^o de principiële kwestie van de oprichting van nieuwe kampen of arbeids-commando's;

8^o alles wat verband houdt met de aanvragen om extra-transportmiddelen vanwege de kampen of commando's;

9^o onderzoek van de wenselijkheid van koopcontracten, af te sluiten door de diensten van landsverdediging ten behoeve van de krijgsgevangenen;

10^o bestudering van alle kwesties, welke de bedrijfsrekening kunnen bezwaren.

Bijeenkomsten : In 1946 : negen en twintig.

33. — Comité voor bestudering van kwesties betreffende mijnhout.

Voorzitter : de h. Van der Meulen, Directeur-generaal bij het Ministerie van Economische Zaken.

Opdracht :

1^o Hoog toezicht en beheer op en van de houtvestersbataillons.

2^o Geschikte maatregelen voor een doeltreffend rendement van de ontginning der Duitse wouden met het oog op de voorziening in mijn- en zaaghout ten behoeve van de wederopbouw.

Bijeenkomsten : Vijf en twintig in 1946.

BIJLAGE IV.

**LIJST VAN DE PARASTATALE EN ANDERE ORGANISMEN
BEHOOREND ONDER HET MINISTERIE
VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MIDDENSTAND.**

BENAMING	ADRES	HOOFD
1. Regie der Belgische Rijkskoel- en Vriesdiensten. (De begroting en rekeningen berusten ten zetel van het organisme : Boomkwekerijstraat, 40, te Brussel.) De raming van uitgaven en de rekeningen worden jaarlijks aan het Parlement voorgelegd.	Boomkwekerijstr., 40 Brussel.	Directeur : J. FOULON.
2. Nationale Kas voor Beroepskrediet, voorheen Nationale Kredietkas ten behoeve van de Middenstand en Hoofdkas voor het klein Beroepskrediet, samengesmolten sedert 1 Januari 1947. (De begroting en rekeningen berusten ten zetel : Jozef II straat, 185, Brussel). De begroting en rekeningen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministers van Financiën en van Economische Zaken en Middenstand.	Jozef II straat, 185 Brussel.	Directeur-generaal : LEGER, L.-T.
3. Belgische Dienst voor Beheer en Likwidatie. (De rekeningen berusten ten zetel : Markiesstraat, 1.) Er is geen begroting. Het organisme is namelijk tijdens de vijandelijke bezetting van België in Engeland gesticht. Zijn werkzaamheden lopen ten einde.	Markiesstraat, 1 Brussel.	Voorzitter : W. KOELMAN.
4. I.W.O.N.L. — Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw. (De rekeningen berusten ten zetel : Eendrachtstraat, 53, Brussel.) De begroting en rekeningen worden opgemaakt op voorstel van de Minister van Landbouw en van de Minister van Economische Zaken en bij het Rekenhof ingediend.	Eendrachtstraat, 53 Brussel.	Voorzitter : L. DEPAGE.
5. D.E.R. — Dienst voor Economische Recuperatie. (De rekeningen berusten ten zetel : Anspachlaan, 3, Brussel.) De balans en de resultaten rekeningen worden na goedkeuring door de raad van beheer onderworpen aan de Minister van Economische Zaken en samen met de bewijsstukken ingediend bij het Rekenhof.	Anspachlaan, 3, Brussel.	Directeur-generaal : M. REUL.

BENAMING	ADRES	HOOFD
6. Nationale Delcrederedienst. (De rekeningen en begroting berusten ten zetel : Van Orleystraat, 12, Brussel.) De rekeningen worden afgesloten ter algemene vergadering en ingediend bij het Rekenhof, gestaafd met bewijsstukken over de ontvangsten en uitgaven.	Van Orleystraat, 12 Brussel.	Directeur : V. LEJEUNE.
7. Nationaal Mijninstituut. (De rekeningen berusten ten zetel : rue Grande, 53, Pâturages.) De balans en rekeningstaten worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Directeur-generaal der mijnen.	Rue Grande, 53 Pâturages.	Beheerder-Directeur van het Instituut : Hoofdingenieur-dir. der Mijnen : FRIPLAT.

BIJLAGE V.

STIKSTOFPRODUCENTEN.

De Belgische stikstofproducenten zijn aangesloten bij het Belgisch Stikstofbureau « Cobelaz », met uitzondering van een firma, « La Société Belge d'Electro-Chimie » te Langerbrugge, welke calciumcyanide voortbrengt.

Inlichtingen over Cobelaz (1).

Lijst der firma's aangesloten bij het
Belgisch Stikstofbureau « Cobelaz »

FIRMA'S	Maatschappelijke zetel	Bedrijfszetel
1. Société Belge de l'Azote et des Produits Chimiques du Marly, S. A.	16, quai Churchill Luik	Renory Marly
2. Société Carbochimique, S. A.	13, Brederodestraat Brussel	Tertre
3. Ammoniaque Synthétique & Dérivés, S. A.	97, Livornostraat Brussel	Willebroek
4. Union Chimique Belge, S. A.	61, Louizalaan Brussel	Gent Zandvoorde Burcht Drogenbosch Mornimont Houdeng-Goegnies
5. Engrais & Produits Chimiques de la Meuse, S. A.	Tilleur	Tilleur
6. Manufactures de Produits Chimiques du Nord Réunies, Etablissements Kuhlmann, S. A.	Rieme-Ertvelde	Rieme-Zelzate
7. Forges de la Providence, S. A.	Marchienne-au-Pont	Marchienne-au-Pont
8. Société Anonyme d'Ougrée-Marihay.	Ougrée	Ougrée
9. Société Anonyme John Cockerill.	Seraing	Seraing Frameries
10. Usines Gustave Boël, S. A.	6, Frère-Orban square Brussel	La Louvière

(1) Deze vennootschap heeft de bedrijvigheid overgenomen van de naamloze vennootschap « Belgisch Bureau voor Stikstofmest ».

FIRMA'S	Maatschappelijke zetel	Bedrijfszetel
11. Société Anonyme Métallurgique de Sambre et Moselle.	Montignies-sur-Sambre	Montignies-sur-Sambre
12. Aciéries & Minières de la Sambre, S. A.	Monceau-sur-Sambre	Monceau-sur-Sambre
13. Société Anonyme des Fours à Coke de Zeebrugge	Zeebrugge	Zeebrugge
14. Les Cokeries du Marly, S. A.	127, Marktstraat Brussel	Neder-Over-Heembeek
15. Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz.	60, rue d'Harscamp Luik	Jemeppe-sur-Meuse
16. Association Métallurgique pour la Fabrication du Coke, S. A.	103, Waterloolaan Brussel	Willebroek
17. Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le-Château & Marcinelle S. A.	Marcinelle	Marcinelle
18. Usine à Gaz de la Ville de Bruxelles.	8, Eikstraat Brussel	Brussel
19. Société en Commandite Simple Evence Coppée & C ^{ie} .	103, Waterloolaan Brussel	Anderlues
20. Société Anonyme des Forges de Clabecq.	Klabbeek	Vilvoorde (Cokesovens)
21. Glaces & Verres « Glaver ».	4, Steenweg op Charleroi Brussel	Mol-Gompel
22. Société Anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons.	Boussu-Bergen	Boussu-Bergen
23. Société Anonyme des Charbonnages de Ressaix, Leval, Péronnes, Sainte-Aldegonde & Genck.	Ressaix	Ressaix
24. Société Anonyme des Charbonnages de Maurage.	Maurage	Maurage
25. Usines Métallurgiques du Hainaut, S. A.	Couillet	Couillet
26. Cokeries du Brabant, S. A.	127, steenweg op Elsene Brussel	Verbrande-Brug (Vilvoorde)

Oprichting.

Ten jare negentien honderd veertig, de twaalfde September.

Voor ons, M^r Raymond Stoop, notaris te Sint-Gillis-bij-Brussel.

Zijn verschenen :

- 1^o De « Société Belge de l'Azote et des Produits chimiques du Marly »;
- 2^o De « Société anonyme pour la Fabrication des Engrais azotés »;
- 3^o De « Union Chimique Belge »;
- 4^o De Naamloze Vennootschap « Forges de Clabecq »;
- 5^o De Naamloze Vennootschap « John Cockerill à Seraing-sur-Meuse »;
- 6^o De « Association Métallurgique pour la Fabrication du Coke »;
- 7^o De commandite vennootschap « Evence Coppée et Cie »;
- 8^o De Naamloze Vennootschap « Aciéries et Minières de la Sambre »;
- 9^o De N. V. « Société Carbochimique »;
- 10^o De N. V. « Forges de la Providence »;
- 11^o De N.V. « Ammoniaque synthétique et Dérivés »;
- 12^o De Stad Brussel;
- 13^o De N.V. « Charbonnages unis de l'Ouest de Mons, à Boussu »;
- 14^o De N. V. « Métallurgique d'Espérance-Longdoz »;
- 15^o De « Société Métallurgique de Sambre et Moselle »;
- 16^o De N. V. « Cokeries du Marly »;
- 17^o De « Société Belge pour l'Exploitation des Cokeries (Sobelcoke) »;
- 18^o De N. V. « Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le-Château et Marcinelle »;
- 19^o De N.V. « Fours à Coke de Zeebrugge »;
- 20^o De N.V. « Ougrée-Marihaye »;
- 21^o De N.V. « Glaces et Verres (Glaver) »;
- 22^o De N.V. « d'Angleur-Athus »;
- 23^o De N.V. « Engrais et Produits chimiques de la Meuse ».

Welke comparanten aan ondergetekende notaris verzocht hebben akte op te maken van de statuten, vastgesteld als volgt, van een coöperatiegenootschap, welke zij onder elkaar verklaren op te richten samen met alle personen die er achteraf in zullen worden opgenomen :

Benaming, zetel, doel, duur van de vennootschap.

De Vennootschap heeft ten doel, op het gebied van de stikstofnijverheid en derivaten en alles wat er verband mee houdt, zowel in België als in het buitenland, alle handelsverrichtingen te doen en voort te zetten in verband met de verkoop van de in haar fabrieken vervaardigde stikstofproducten, alsmede de aankopen van grondstoffen te regelen.

Hiertoe kan zij alle verrichtingen volbrengen die rechtstreeks of middellijk verband houden met het hierboven aangegeven doel of de ontwikkeling daarvan kunnen bevorderen.

Zij kan eveneens op dat gebied alle kwesties van algemeen belang voor haar leden regelen, en gemeenschappelijke actie van al haar aangeslotenen ter hand nemen en tot stand brengen, alle dienovereenkomstige maatregelen treffen, uit eigen naam voor zover betreft het maatschappelijk doel alle betrekkingen met derden onderhouden, met name alle machten, gezagdragers, nationale of internationale, openbare of private lichamen, uit eigen naam of voor rekening van haar aangeslotenen alle overeenkomsten of akkoorden bespreken en afsluiten die betrekking hebben met haar maatschappelijk doel, zorgen voor de uitvoering van alle akkoorden of overeenkomsten van dien aard, welke bestaan of nog afgesloten kunnen worden.

Maatschappelijk Fonds, Kapitaal.

Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt; het minimum is bepaald op één miljoen frank. Het is en zal samengesteld zijn uit aandelen op naam van duizend frank elk, welke niet aan derden kunnen overgedragen worden.

Zij kunnen onder vennoten niet overgedragen worden dan met toestemming van de algemene vergadering.

Het wordt in speciën gestort door :

1 ^o De « Société Belge de l'Azote et des Produits Chimiques du Marly » maatschappelijke aandelen	326
2 ^o De « Société Carbochimique », maatschappelijke aandelen	203
3 ^o De « Ammoniaque synthétique et Dérivés » maatschappelijke aandelen	145
4 ^o De « Union Chimique Belge », maatschappelijke aandelen	126
5 ^o De « Société anonyme pour la Fabrication des Engrais azotés », maatschappelijke aandelen	82
6 ^o De « Engrais et Produits Chimiques de la Meuse », maatschappelijke aandelen	52
7 ^o De « Société Belge pour l'Exploitation des Cokeries (Sobelcoke) », maatschappelijke aandelen	17
8 ^o De « Forges de la Providence », maatschappelijke aandelen	12
9 ^o De « Forges de Clabecq », maatschappelijke aandelen	4
Te zamen, maatschappelijke aandelen	967

Ten gevolge van een nieuwe verdeling van de maatschappelijke aandelen tussen de aandeelhouders van de « Comptoir Belge de l'Azote », naamloze vennootschap in liquidatie, doen de definitieve onderschrijvingen zich voor als volgt :

	Maatschappel. aandelen.
De « Société Belge de l'Azote et des Produits chimiques du Marly »	617
De « Société Carbochimique »	385
De « Ammoniaque synthétique et Dérivés ».	275
De « Union Chimique Belge »	241
De « Société anonyme pour la Fabrication des Engrais azotés ».	155
De « Engrais et Produits Chimiques de la Meuse »	99
De « Société belge pour l'Exploitation des Cokeries (Sobelcoke) ».	17

De « Forges de la Providence »	12
De « Société anonyme d'Ougrée-Marihaye »	15
De « Société anonyme John Cockerill »	9
De « Société anonyme Métallurgique de la Sambre et Moselle » .	8
De « Société anonyme des Fours à Coke de Zeebrugge »	7
De « Aciéries et Minières de la Sambre »	6
De « Société anonyme Cokeries du Marly »	6
De « Société Métallurgique d'Espérance-Longdoz »	5
De « Association métallurgique pour la Fabrication du Coke » .	4
De « Société des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Thy-le- Château et Marcinelle »	3
De « Société Evence Coppée et C ^{te} »	2
Gasfabrick van de Stad Brussel.	2
De « Société anonyme d'Angleur-Athus »	1
De « Société anonyme Glaces et Verres (Glaver) »	1
De « Société anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons ».	1
De « Forges de Clabecq »	4
Te zamen.	1.875

INHOUDSTAFEL

Bladz.

EERSTE DEEL.

Algemeen	1
Personeel	2
Begrotingsartikelen	3
Middenstand	9
Secretariaten voor het leerlingwezen	10
Hervorming van het leerlingwezen	11
Nationaal Instituut voor de Middenstand	16

TWEEDE DEEL.

De economische politiek	17
De voortbrenging van de nijverheid	18
De lonen	20
De kleinhandelsprijzen	20
Evolutie van de reglementering en van de prijzen	23
1 ^o Textielproducten	25
2 ^o Leder	27
3 ^o Papier en karton	29
4 ^o Metaalwaren	29
5 ^o Bouwmateriaal	31
6 ^o Hout	32
7 ^o Scheikundige producten	32
8 ^o Energie	34
9 ^o Vervoer	36
Verplaatsing van de winstmarges	36
Weerslag van de prijzen op de winst	38
De distributie	46

DERDE DEEL.

Nationaal Instituut voor de Statistiek	49
De Wetenschappelijke Opzoekingen	55
Voorlichting en documentatie	58
De mogelijkheid de qualiteit van onze producten te waarborgen	60

BIJLAGEN.

1. Loonindex	62
2. Verklaring van de tabel der kleinhandelsprijzen	65
3. Lijst van de commissies	67
4. Lijst van de parastatale organismen	80
5. Stikstofproducenten	82